97e ANNÉE
VOL. 97

N° 22
3061

31 MAI 1965

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 29 mai 1965

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Quebec, Saturday, May 29, 1965

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT

L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante.

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 8903 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 8903 — 1-52-o

Lettres patentes

A & J Restaurants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, avocat, 455, rue Craig ouest, Nicole Graf, 3880, avenue Linton, tous deux de Montréal, et Doris Chazonoff, 1412, boulevard Elizabeth, Chomedey, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « A & J Restaurants Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1898-65

Les Agendas patriotiques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien-Jean Boulet, agronome paysagiste, 1496, de Callières, Monseigneur Paul-Émile Gosselin, prêtre, professeur, 75, rue d'Auteuil, Jean-Jacques Tremblay, directeur des agences, 1345, rue Leblanc, Gilles Desmarais, professeur, 1335, de Longueuil, tous quatre de Québec, Marcel Caron, journaliste, 275, rue Wolfe, Lévis, Ernest Desormeaux,

Letters Patent

A & J Restaurants Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, advocate, 455 Craig Street West, Nicole Graf, 3880 Linton Avenue, both of Montreal, and Doris Chazonoff, 1412 Elizabeth Boulevard, Chomedey, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "A & J Restaurants Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1898-65

Les Agendas patriotiques inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien-Jean Boulet, landscape-agronomist, 1496 de Callières, Monseigneur Paul-Émile Gosselin, priest, professor, 75 d'Auteuil Street, Jean-Jacques Tremblay, director of agencies, 1345 Leblanc St., Gilles Desmarais, professor, 1335 de Longueuil, all four from Quebec, Marcel Caron, newpaperman, 275 Wolfe St., Lévis, Ernest Desormeaux, annuitant,

rentier, 285, Somerset, ouest, app. 1, Ottawa, province d'Ontario, et Jean Hubert, secrétaire et journaliste, 7685, Abbé-Trudel, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Établir et exploiter des clubs patriotiques, sociaux, philanthrophiques, sportifs ou autres, sous le nom de « Les Agendas patriotiques inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1380-65

Alevi Construction Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Mark Abramowitz, 5500, avenue Rosedale, Côte-St-Luc, Leon Jedeikin, 11, avenue Windsor, Westmount, et Gary Moscowitz, 260, rue St-Aubin, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Alevi Construction Co. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1720, rue Hartenstein, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1757-65

American Spaghetti & Steak House (Sherbrooke) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Gérard Baillargeon, restaurateur, Gaston Baillargeon, gérant, tous deux de 2424, De-Rouville, et Maurice Beaudoin, gérant, 216, Lomas, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « American Spaghetti & Steak House (Sherbrooke) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 404, rue Alexandre, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1547-65

Artmar Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

285 Somerset west, app. 1, Ottawa, province of Ontario, and Jean Hubert, secretary and newspaperman, 7685 Abbé-Trudel, Charlesbourg, for the following purposes:

To establish and operate patriotic, social, philanthrophic, sports clubs, or others, under the name of "Les Agendas patriotiques inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1380-65

Alevi Construction Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mark Abramowitz, 5500 Rosedale Avenue, Côte-St-Luc, Leon Jedeikin, 11, Windsor Avenue, Westmount, and Gary Moscowitz, 260 St. Aubin Street, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and building contractors, under the name of "Alevi Construction Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1720 Hartenstein Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1757-65

American Spaghetti & Steak House (Sherbrooke) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Baillargeon, restaurent-keeper, Gaston Baillargeon, manager, both from 2424 De Rouville and Maurice Beaudoin, manager, 216, Lomas, all three from Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "American Spaghetti & Steak House (Sherbrooke) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 404 Alexandre Street, Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th, day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1547-65

Artmar Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, Max Bernfeld, C.R., 4635, Clanranald, Montréal, tous deux avocats, et Beverley Gold, secrétaire, épouse séparée de biens de Jack Heitelman, 2670, avenue Kent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de démolisseurs, constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Artmar Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1852-65

bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack B. Bobrove, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, Max Bernfeld, Q.C., 4635 Clanranald, Montreal, both advocates, and Beverley Gold, secretary, wife separate as to property of Jack Heitelman, 2670 Kent Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of demolishers, builders and contractors, under the name of "Artmar Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 39,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1852-65

Art Studio Bel-Art Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Robert Gerard Sampson, avocat, 980, rue St-Aubin, St-Laurent, Pauline Harriet Hutchins, 791, rue Dollard, Longueuil, et June Ada Matthews, 8130, rue Leney, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'artistes commerciaux, sous le nom de « Art Studio Bel-Art Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1789-65

Art Studio Bel-Art Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Gerard Sampson, advocate, 980 St-Aubin Street, St-Laurent, Pauline Harriet Hutchins, 791 Dollard Street, Longueuil, and June Ada Matthews, 8130 Leney Street, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business generally as commercial artists, under the name of "Art Studio Bel-Art Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1789-65

L'Association des coureurs en canot du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Beaumier, machiniste, 304, St-Georges, Gilles Fortin, métallurgiste, 351, Boulard, tous deux de Cap-de-la-Madeleine, et Jean-Guy Cloutier, opérateur, 2176, de Gannes, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Former et administrer un club sportif, sous le nom de « L'Association des coureurs en canot du Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera 304, rue St-Georges, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1901-65

L'Association des coureurs en canot du Québec inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Guy Beaumier, machinist, 304 St-Georges, Gilles Fortin, metallurgist, 351 Boulard, both of Cap-de-la-Madeleine, and Jean-Guy Cloutier, operator, 2176 de Gannes, Trois-Rivières, for the following purposes:

To form and manage a sports club, under the name of "L'Association des coureurs en canot du Québec inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at 304 St-Georges St., Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1901-65

Atcon Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, Maureen McCormack, Dorothy Madeleine Kirk et Kay Krompiec, ces trois dernières secretaires, célibataires, tous quatre de 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Atcon Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1716-65

Atcon Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, Maureen McCormack, Dorothy Madeleine Kirk and Kay Krompiec, the latter three secretaries, spinsters, all four of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Atcon Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1716-65

Autobus Concorde ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: A. Arnold Lechter, avocat, 5764, Blossom, Côte-St-Luc, Issie Sternthal, administrateur, 4812, Isabella, Montréal, et Rose-Marie Weissman, secrétaire, célibataire, 7921, chemin Wavell, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de transport, sous le nom de « Autobus Concorde ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordiaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1885-65

Autobus Concorde ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: A. Arnold Lechter, advocate, 5764 Blossom, Côte-St-Luc, Issie Sternthal, executive, 4812 Isabella, Montreal, and Rose-Marie Weissman, secretary, spinster, 7921 Wavelle Road, Côte-St-Luc, the following purposes:

To carry on generally a transportation business, under the name of "Autobus Concorde ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $1 each and 3,800 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1885-65

Les Autobus de l'Ouest inc.
West-End Bus Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Guy Lacoste, 5814, Laurendeau, Bernard C. Forest, 4180, Marcil, tous deux notaires, et René Forest, fonctionnaire, 4343, Earnscliffe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Les Autobus de l'Ouest inc.— West-End Bus Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 325, rue St-Louis, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1434-65

Les Autobus de l'Ouest inc.
West-End Bus Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Lacoste, 5814 Laurendeau, Bernard C. Forest, 4180 Marcil, both notaries, and René Forest, civil servant, 4343 Earnscliffe, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Les Autobus de l'Ouest inc.— West-End Bus Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 325 St-Louis Street, Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1434-65

B.A.P. Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1965, autorisant la fusion de la compagnie « Vaudreuil Investment Corp. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1958, de « Mescar Holding Corp. », constituée en corporation par letters patentes, en date du 6e jour de juin 1958, de « Vaudland Corp. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1958, et de « Vaudreuil Holdings Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de mai 1958, toutes lesdites letters patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « B.A.P. Investment Corp. », avec un capital de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 30,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 5,000 actions privilégiées catégorie « B », d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 731, avenue Stuart, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1373-65 — 1269/121

B.A.P. Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Vaudreuil Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 21st day of May, 1958, "Mescar Holding Corp.", incorporated by letters patent dated the 6th day of June, 1958, "Vaudland Corp.", incorporated by letters patent dated the 6th day of June, 1958, and "Vaudreuil Holdings Corp.", incorporated by letters patent dated the 12th day of May, 1958, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Quebec Companies Act, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "B.A.P. Investment Corp.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each, 30,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and into 5,000 class "B" preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the new company is at 731 Stuart Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1373-65 — 1269/121

B G S Enterprises Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Maurice Steinberg, Maxwell M. Ellison, avocats, 510, rue McGill, chambre 21, Montréal, et Albert Gomberg, avocat, 132, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandise, sous le nom de « B G S Enterprises Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1883-65

B G S Enterprises Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Steinberg, Maxwell M. Ellison, advocates, of 510 McGill Street, suite 21, Montreal, and Albert Gomberg, advocate, 132 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "B G S Enterprises Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1883-65

Barshaw Office Systems Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918, Mayfair, Montréal, et Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, tous trois avocats et conseils en Loi de la reine, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de fournitures, ameublements, papeterie et ensembles d'articles pour

Barshaw Office Systems Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Sidney Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918 Mayfair, Montreal, and Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, all three advocates and Queen's Counsels, for the following purposes:

To deal in office and business supplies, equipment, stationery and systems, under the name

méthodes de bureaux, sous le nom de « Barshaw Office Systems Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1904-65

of "Barshaw Office Systems Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1904-65

Baxter Ferree Inc.

Avis est donné fiu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling, Arthur Marcovitch, 5525, Trent, tous deux de Côte-St-Luc, William Levitt, 4869, Dorval, et Richard Gottlieb, 2960, Maplewood, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et refrigération, sous le nom de « Baxter Ferree Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1890-65

Baxter Ferree Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Arthur Marcovith, 5525 Trent, both of Côte-St-Luc, William Levitt, 4869 Dornal, and Richard Gottlieb, 2960 Maplewood, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Baxter Ferree Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1890-65

Bélanger, Garneau, Joron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, C.R., avocat, 12, avenue Aberdeen, Westmount, Mary Elizabeth Spracklin, 2160, rue Favard, et Margot Mary Quinn, 5940, avenue Monkland, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'un commerce de courtage, sous le nom de « Bélanger, Garneau, Joron Inc. », avec un capital total de $210,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 200,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 623, 800, carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1909-65

Bélanger, Garneau, Joron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roy Fraser Elliott, Q.C., advocate, 12 Aberdeen Avenue, Westmount, Mary Elizabeth Spracklin, 2160 Favard Street, and Margot Mary Quinn, 5940 Monkland Avenue, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a stock brokerage business, under the name of "Bélanger, Garneau, Joron Inc.", with a total capital stock of $210,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 200,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Suite 623, 800 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1909-65

Louis Bellefeuille inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patente, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corpo-

Louis Bellefeuille inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Belle-

ration: Louis Bellefeuille, courtier, 5078, Aquila, Pierrefonds, J.-René Paiement, avocat, 64, 6e Avenue, Roxboro, et Noël Picard, notaire, 204, Notre-Dame, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Louis Bellefeuille inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5078, rue Aquila, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1804-65

feuille, broker, 5078 Aquila, Pierrefonds, J.-René Paiement, advocate, 64, 6th Ave., Roxboro, and Noël Picard, notary, 204 Notre-Dame West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Louis Bellefeuille inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5078 Aquila St., Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10925 1804-65

Léo-Paul Boutin, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy, nord, Françoise Fouquet, secrétaire, fille majeure, 1011, McManamy, et Jocelyne Ménard, secrétaire, fille majeure, 272, 10e avenue, nord, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Léo-Paul Boutin, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 450 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 390 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 550 actions privilégiées class « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 132, rue Williams, Asbestos, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1791-65

Léo-Paul Boutin, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy, North, Françoise Fouquet, secretary, fille majeure, 1011 McManamy, and Jocelyne Mémard, secretary, fille majeure, 272, 10th Ave. North, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in articles of clothing, under the name of "Léo-Paul Boutin, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 450 common shares of a nominal value of $1 each, 390 preferred class "A" shares of a noninal value of $100 each and 550 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the cpmpany will be at 132 Williams St., Asbestos, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of Aril, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10925 1791-65

Brooks & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Stanley Brooks, chef d'équipe, Patricia Joan Brooks, secrétaire, fille majeure, et usant de ses droits, tous deux de 61, 10e rue, Roxboro, et Peter Brooks, installeur, 12162, Taylor, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de propriétaires de garage et de boutique de réparation, sous le nom de « Brooks & Sons Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 61, 10e rue, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

10925 1707-65

Brooks & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Brooks, crewchief, Patricia Joan Brooks, secretary, fille majeure et usant de ses froits, both of 61, 10th Street, Roxboro, and Peter Brooks, installer, 12162 Taylor, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage and work shop keepers, under the name of "Brooks & Sons Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 61, 10th Steet, Roxboro, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1707-65

Caro Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: James Andrews Grant, avocat, Margot Mary Quinn et Denise-Marie Landry, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 1155, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Caro Investments Ltd. », avec un capital total de $350,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 349,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 331, avenue Portland, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1792-65

Caro Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Andrews Grant, advocate, Margot Mary Quinn and Denise-Marie Landry, the latter two secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Caro Investments Ltd.", with a total capital stock of $350,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 349,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 331 Portland Avenue, Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1792-65

Carousel Mobile Canteen, Co. Ltd.
Cantine mobile Carousel, cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Frank O'Brien, gérant de ventes, Madeline Doyle, ménagère, épouse commune en biens dudit Frank O'Brien, tous deux de 746, McEachran, Roger Rioux, marchand, 6870, Viau, et Alice Bigras, ménagère, épouse commune en biens dudit Roger Rioux, 6656, de Montmagny, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une cantine mobile et d'un restaurant, sous le nom de « Carousel Mobile Canteen, Co. Ltd. — Cantine mobile Carousel, cie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 746, McEachran, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1681-65

Carousel Mobile Canteen, Co. Ltd.
Cantine mobile Carousel, cie ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Frank O'Brien, sales manager, Madeline Doyle, housewife, wife common as to property of the said Frank O'Brien, both of 746 McEachran, Roger Rioux, merchant, 6870 Viau, and Alice Bigras, housewife, wife common as to property of the said Roger Rioux, 6656 de Montmagny, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a mobile canteen and restaurant, under the name of "Carousel Mobile Canteen, Co. Ltd. — Cantine mobile Carousel, cie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 746 McEachran, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1681-65

Carrara Marble Inc.
Marbre Carrara inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Reginald D. Tormey, 8715, rue de Grosbois, Montréal, Rejean R. Lefrançois, 763, avenue Querbes, Outremont, tous deux avocats, et Line Beaudoin, secrétaire, fille majeure, 330, avenue Brixton, St-Lambert, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous matériaux utilisés dans la construction, sous le nom de « Carrara Marble Inc.— Marbre Carrara inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en

Carrara Marble Inc.
Marbre Carrara inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Reginald D. Tormey, 8715 de Grosbois Street, Montreal, Réjean R. Lefrançois, 763 Querbes Avenue, Outremont, both lawyers, and Line Beaudoin, secretary, spinster of full age, 330 Brixton Avenue, St-Lambert, for the following purposes:

To manufacture and deal in all supplies used in building and construction, under the name of "Carrara Marbre Inc.— Marbre Carrara inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into

20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1910-65

Benoît Caux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Benoît Caux, entrepreneur, Jeanne d'Arc Poirier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Benoît Caux, tous deux de 3105, Rancourt, Giffard, et Jacques Delisle, avocat, 1240, de Samos, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, électricité, ventilation, réfrigération et climatisation, sous le nom de « Benoît Caux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2700, boulevard Laurier, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1871-65

Châteauguay transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Henri Bissonnette, camionneur, 8, rue Guy, Marcel Desparois, commerçant, 77 Lorenzo, et Mario Laberge, commis de bureau, 40, Haute-Rivière, tous trois de Châteauguay-Centre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Châteauguay transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1881-65

Cipela Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Isidore Buller, avocat, 454, rue Jarru ouest, Montréal, Joseph P. Miller, avocat, et Lorraine Miller, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Joseph P. Miller, et dûment autorisée par ce

20,000 common shares of a par value of $1 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1910-65

Benoît Caux inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benoît Caux, contractor, Jeanne d'Arc Poirier, housewife, wife separate as to property of the said Benoît Caux, both of 3105 Rancourt, Giffard, and Jacques Delisle, advocate, 1240 de Samos, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating, electricity, ventilation, refrigeration and air conditioning, under the name of "Benoît Caux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 2700 Laurier Boulevard, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1871-65

Châteauguay transport inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Bissonnette, truck-driver, 8, Guy Street, Marcel Desparois, trader, 77, Lorenzo, and Mario Laberge, office clerk, 40, Haute-Rivière, all three from Châteauguay-Centre, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Châteauguay transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd, day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1881-65

Cipela Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore Buller, advocate, 454, Jarru Street West, Montreal, Joseph P. Miller, advocate, and Lorraine Miller, secretary, wife separate as to property of the said Joseph P. Miller, and duly authorized by him

dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 120, 90e avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Cipela Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1772-65

Cloras construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Philippe Séguin, avocat, 1225, de Courcelle, Duvernay, Marc Beaudoin, avocat, 2603, Beaubien, Montréal, et Gérard Desjardins, comptable, 2486, Jean-Talon, Montreal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Cloras construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1827-65

Club de golf de La Providence inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Louis-Philippe Lapointe, commerçant, 5500, rue Ringuet, Michel Grégoire, physiothérapiste, 2025, rue Girouard, Armand Trudeau, employé du Bell Telephone, 5445, rue Chicoine, tous trois de St-Hyacinthe, Raoul Thuot, garagiste, St-Dominique, comté de Bagot, et Rosaire Deslandes, cultivateur, Notre-Dame-de-St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Former et diriger in club sportif, sous le nom de « Club de golf de La Providence inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5500, rue Ringuet, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 779-65

Club Optimiste de Joliette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

for the purpose of these presents, the latter two of 120, 90th Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Cipela Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1772-65

Cloras construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philippe Séguin, advocate, 1225 de Courcelle, Duvernay, Marc Beaudoin, advocate, 2603 Beaubien, Montreal, and Gérard Desjardins, accountant, 2486 Jean-Talon, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Cloras construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1827-65

Club de glof de La Providence inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Philippe Lapointe, trader, 5500 Ringuet St., Michel Grégoire, physiotherapist, 2025 Girouard St., Armand Trudeau, Bell Telephone employee, 5445 Chicoine St., all three of St. Hyacinthe, Raoul Thuot, garageman, St-Dominique, county of Bagot, and Rosaire Deslandes, farmer, Notre-Dame-de-St-Hyacinthe, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club de golf de La Providence inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5500 Ringuet St., St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 779-65

Club Optimiste de Joliette inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre-Paul Perreault, secrétaire-gérant du Comité Paritaire, 109, Curé-Rondeau, Lucien Letarte, marchand, 153, 1re Avenue, tous deux de Notre-Dame-des-Prairies, Roger Coutu, marchand, 326, Calixa-Lavallée, Jean-Paul Corneillier, agent d'immeubles, 585, St-Thomas, Marcellin Ferland, percepteur de taxes, 667, Gadoury, Jean Croisetière, gérant de Caisse, 510, Olivier, Ernest Battah, marchand, 1124, Notre-Dame, Dr Maurice Charette, optométriste, 684, Archambault, et Azellus Barrette, directeur de Serivce Social, 866, De Lanaudière, ces sept derniers de Joliette, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Club Optimiste de Joliette inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1864-65

Collège encyclopédique du C.R.E.P.E.R. Saint-Thomas d'Aquin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Joseph Jourdanne, commis, John Maloney, comptable, tous deux de 8721, rue Basile-Routier, Montréal, René Ferland, professeur, 7845, rue Saint-André, Montréal, et Eric Korn, professeur, 8376A, rue Boyer, Montréal, pour les objets suivants:

Fonder, établir et maintenir un collège encyclopédique, sous le nom de « Collège encyclopédique du C.R.E.P.E.R. Saint-Thomas d'Aquin inc. », avec un capital total de $40,000 divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8721, rue Basile-Routier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1796-65

Colour-Graphics Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Morris Chaikelson, 5162, Isabella, Montréal, Max Slapack, C.R., 5562, Glencrest, Montréal, et Monroe Abbey, C.R., 519, avenue Clark, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs généraux, sous le nom de « Colour-Graphics Corp. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre-Paul Perreault, secretary-manager of Parity Committee, 109 Curé-Rondeau, Lucien Letarte, merchant, 153, 1st Ave., both from Notre-Dame-des-Prairies, Roger Coutu, merchant, 326, Calixa-Lavallée, Jean-Paul Corneillier, real estate agent, 585 St. Thomas, Marcellin Ferland, tax collector, 667 Gadoury, Jean Croisetière, manager of Caisse, 510 Olivier, Ernest Battah, merchant, 1124 Notre-Dame, Dr. Maurice Charette, optometrist, 684, Archambault, and Azellus Barrette, Social Service director, 866 De Lanaudière, these latter seven from Joliette, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Club Optimiste de Joliette inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1864-65

Collège encyclopédique du C.R.E.P.E.R. Saint-Thomas d'Aquin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Jourdanne, clerk, John Maloney, accountant, both of 8721 Basile-Routier Street, Montreal, René Ferland, professor, 7845 Saint-André Street, Montreal, and Eric Korn, professor, 8376A Boyer Street, Montreal, for the following purposes:

To found, establish and maintain and encyclopedic college, under she name of "Collège encyclopédique du C.R.E.P.E.R. Saint-Thomas d'Aquin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8721 Basile-Routier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1796-65

Colour-Graphics Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morris Chaikelson, 5162 Isabella, Montreal, Max Slapack, Q.C., 5562 Glencrest, Montreal, and Monroe Abbey, Q.C., 519 Clark Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of general printers, under the name of "Colour-Graphics Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 3555, boulevard Métropolitain est, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1828-65

The head office of the company will be at 3555 Metropolitan Boulevard East, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1828-65

Coulonge Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Edgar L. Allard, avocat, Richard Bowie, agent d'assurance, tous deux de Campbells Bay, et John Richard Routliffe, marchand de bois, Fort-Coulonge, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Coulonge Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fort-Coulonge, district judiciaire de Pontiac.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1676-65

Coulonge Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edgar L. Allard, lawyer, Richard Bowie, insurance agent, both of Campbell's Bay, and John Richard Routliffe, lumber merchant, Fort-Coulonge, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Coulonge Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Fort-Coulonge, judicial district of Pontiac.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1676-65

Couture Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Élie Couture, électricien, 281, 7e avenue, Lachine, Jacques Lamoureux, avocat, 343, 41e avenue, et Claudette Martel, secrétaire, fille majeure, 648, 12e avenue, ces deux derniers de Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Couture Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 281, 7e avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1849-65

Couture Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Élie Couture, electrician, 281, 7th Ave., Lachine, Jacques Lamoureux, advocate, 343, 41st Ave., and Claudette Martel, secretary, fille majeure, 648, 12th Ave., the two latter of Lachine, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Couture Electric Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 281, 7th Ave., Lachine, juricial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1849-65

Credit Banco Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporaton: Fernand Lalonde, 4902, avenue Roslyn, Montréal, Claude E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, et Jean Lefrançois, 191, Maplewood, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de financement, sous le nom de « Credit Banco Corporation », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Credit Banco Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Lalonde, 4902, Roslyn Ave., Montreal, Claude E. Leduc, 105, Beverley Ave., Mount Royal, and Jean Lefrançois, 191, Maplewood, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a finance company, under the name of "Credit Banco Corporation", with a capital stock divided into 100,000 common shares of no nominal value.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1806-65

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1806-65

Crémazie Auto Repair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Rolland Pariseault, garagiste, Cécile Sicotte, ménagère, épouse commune en biens dudit Rolland Pariseault, tous deux de 2900, Côte-de-Liesse, app. 408, Mont-Royal, et Pierre Pariseault, garagiste, 1575, Dauphin, Duvernay, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Crémazie Auto Repair Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 935, rue Liège, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1851-65

Crémazie Auto Repair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolland Pariseault, garagiste, Cécile Sicotte, housewife, wife common as to property of the said Rolland Pariseault, both from 2900, Côte-de-Liesse, Apt 408, Mount-Royal, and Pierre Pariseault, garage-keeper, 1575, Dauphin, Duvernay, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles and to act as garage-keepers, under the name of "Crémazie Auto Repair Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 935, Liège Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1851-65

Culturama inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Dovila Maltais, gérant d'assurance, 687, de la Suète, Edmond Desbiens, assistant-gérant, 3419, Windsor, Maurice Gagné, professeur, 961, boulevard Pie XII, André Labarrère-Paulé, professeur, 2210, Place MacKay, Paul Baillargeon, hôtelier, 2908, rue Valmont, tous cinq de Ste-Foy, Robert J. Cloutier, courtier d'assurances, 27, chemin du Sault, St-Romuald, Paul-André Morin, voyageur, 920, boulevard des Chutes, Beauport, Alexandre Bertrand, agent manufacturier, 8, de Beaumont, L'Ancienne-Lorette, Paul A. Émond, industriel, 6919, avenue Royale, L'Ange-Gardien, et Guy Bernard, agent publicitaire, 1620, boulevard Masson, Les Saules, pour les objets suivants:

Organiser des cours par correspondance ou autrement; promouvoir l'éducation et maintenir des écoles, instituts ou laboratoires pour fins d'enseignement des arts, des sciences ou des sports, sous le nom de « Culturama inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2835, chemin Gomin, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1872-65

Culturama inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dovila Maltais, insurance agent, 687, de la Suète, Edmond Desbiens, assistant-manager, 3419, Windsor, Maurice Gagné, professor, 961, Blvd. Pie XII, André Labarrère-Paulé, professor, 2210, Place MacKay, Paul Baillargeon, hotel keeper, 2908, Valmont Street, all five from Ste-Foy, Robert J. Cloutier, insurance broker, 27 chemin du Sault, St-Romuald, Paul André Morin, traveller, 920, Blvd des Chutes, Beauport, Alexandre Bertrand, manufacturer's agent, 8, de Beaumont, Ancienne-Lorette, Paul A. Émond industrialist, 6919, Ave. Royale, L'Ange-Gardien, and Guy Bernard, publicity agent, 1620, Masson Blvd. Les Saules, for the following purposes:

To organize correspondence courses or otherwise, to promote the education and maintain schools, institutes or laboratories for the purpose of teaching arts, sciences or sports, under the name of "Culturama inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2835, Chemin Gomin, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th, day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1872-65

Cusack Advertising Associates (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Paul G. Unterberg, 1700, McGregor, Bernard Sivak, 7910, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Patricia Perry, secrétaire, célibataire, 1662, St-Luc, app. 4, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir en qualité d'agents et conseillers en publicité, sous le nom de « Cusack Advertising Associates (Quebec) Limited », avec un capital-actions divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair et 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1641-65

Cusack Advertising Associates (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul G. Unterberg, 1700 McGregor, Bernard Sivak, 7910 Côte-St-Luc, both advocates, and Patricia Parry, secretary, spinster, 1662 St-Luc, Apt. 4, all three of Montreal, for the following purposes:

To act in the capacity of advertising agents and counsel, under the name of "Cusack Advertising Associates (Quebec) Limited", with a capital stock divided into 500 common shares having no par value and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1641-65

Davida inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Lysette Sylvain, secrétaire, 2104, De Fondville, Québec, Mariette Poulin, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Marcel Plante, 3, Chopin, Beauport, et Jean Cantin, notaire, 1435, avenue Rousseau, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Davida inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 50 actions ordinaires de $50 chacune et en 1,950 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1873-65

Davida inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lysette Sylvain, secretary, 2104 De Fondville, Quebec, Mariette Poulin, secretary, wife contractually separate as to property of Marcel Plante, 3, Chopin, Beauport and Jean Cantin, notary, 1435, Rousseau, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company and construction company, under the name of "Davida inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50 common shares of $50 each and into 1,950 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1873-65

Delstar Electric Inc.
Delstar électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Raymond Sarazin, électricien, 11150, rue St-Julien, Montréal-nord, Jacques Vallée, électricien, 4417, rue Forest, Montréal-Nord, et Huguette Goyer, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 7961, rue St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Delstar Electric Inc.— Delstar électrique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10422, rue Balzac, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Delstar Electric Inc.
Delstar électrique inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Sarazin, electrician, 11150 St-Julien Street, Montreal-North, Jacques Vallée, electrician, 4417 Forest Street, Montreal-North and Huguette Goyer, secretary, fille majeure and using of her rights, 7961 St-Denis Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Delstar Electric Inc.— Delstar électrique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into, 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 10422 Balzac Street, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1795-65

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1795-65

Design Team Leasing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Bruno Bernard, 1240, Lavigerie, Ste-Foy, René Amyot, 1407, Oak, Sillery, tous deux avocats, et Denise Lewis, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Pierre Gravel, 2125, Richer, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de conseillers et assistants techniciens dans les travaux se rapportant à l'illustration du dessin technique et à l'écriture technique, sous le nom de « Design Team Leasing Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1817-65

Design Team Leasing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Bernard, 1240 Lavigerie, Ste-Foy, René Amyot, 1407 Oak, Sillery, both advocates, and Denise Lewis, secretary, wife separate as to property of Jean-Pierre Gravel, 2125 Richer, Ste-Foy, for following purposes:

To carry on the business of technical advisers and assistants in connection with drafting technical illustrating and technical writing, under the name of "Design Team Leasing Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1817-65

Développement Gervais de Disraëli inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: J.-Lucien Roy, commerçant, Marc Roy, professeur, tous deux de 54, rue d'Auteuil, et Dr Gaétan Cyr, dentiste, 61, boulevard Caouette, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Développement Gervais de Disraëli inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 54, rue d'Auteuil, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1458-65

Développement Gervais de Disraëli inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Lucien Roy, trader, Marc Roy, professor, both of 54 d'Auteuil St., and Dr. Gaétan Cyr, dentist, 61 Caouette Blvd., all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Développement Gervais de Disraëli inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 54 d'Auteuil St., Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1458-65

Disco Prestige Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Pierre Hébert, avocat, 146, rue Roy, LeMoyne, Cécile Messier, secrétaire, fille majeure, 6601, Joseph-Renaud, Anjou, et Raymond Bernier, avocat, 6792, Lemay, Montréal, pour les objets suivants:

Fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Disco Prestige Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires

Disco Prestige Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Hébert, advocate, 146 Roy Street, LeMoyne, Cécile Messier, secretary, fille majeure, 6601 Joseph-Renaud, Anjou, and Raymond Bernier, advocate, 6792 Lemay, Montreal, for the following purposes:

To provide entertainment to the public, under the name of "Disco Prestige Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000

de $1 chacune, 150 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 150 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1755-65

Domaine des Lacs inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: André L'Abbé, commerçant, 3202, rue Taillon, Guy Nadon, arpenteur, 1672, rue Leclaire, et Raymond Lavigne, comptable agréé, 5100, rue Lacordaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domaine des Lacs inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3202, rue Taillon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1896-65

Domo Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, C.R., 4918, avenue Mayfair, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, tous deux de Montréal, et Max Sidney Kaufman, C.R., 574, avenue Claremont, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Domo Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1902-65

Donnan Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: James Andrews Grant, avocat, Margot Mary Quinn, secrétaire, célibataire, et Denise-Marie Landry, secrétaire, célibataire, tous trois de 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

common shares of $1 each, 150 class "A" preferred shares of $100 each and 150 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1755-65

Domaine des Lacs inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André L'Abbé, trader, 3202 Taillon Street, Guy Nadon, surveyor, 1672 Leclaire, and Raymond Lavigne, chartered accountant, 5100 Lacordaire Street, all three from Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company and construction company, under the name of "Domaine des Lacs inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3202 Taillon St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1896-65

Domo Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Roy Hoffman, Q.C., 4918 Mayfair Avenue, Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, both of Montreal, and Max Sidney Kaufman, Q.C., 574 Claremont Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Domo Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1902-65

Donnan Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Andrews Grant, advocate, Margot Mary Quinn, secretary, spinster, and Denise-Marie Landry, secretary, spinster, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Donnan Holdings Ltd. », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 149,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11834, rue De Meulles, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1843-65

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Donnan Holdings Ltd.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 149,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 11834 De Meulles Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1843-65

Armand Duhamel & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Armand Duhamel, Paul Duhamel et André Duhamel, industriels, de St-Ignace-de-Stanbridge, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Armand Duhamel & fils inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Ignace-de-Stanbridge, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1752-65

Armand Duhamel & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Duhamel, Paul Duhamel and André Duhamel, industrialists, from St-Ignace-de-Stanbridge, for the following purposes:

Industry and lumber business, under the name of "Armand Duhamel & fils inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ignace-de-Stanbridge, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1752-65

Endema Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Armand Leonard, 1080, rue Vanier, Frank F. Lipsz, 1160, rue Dutrisac, tous deux de St-Laurent, et Montague T. Matthews, 6367, boulevard Lasalle, Verdun, tous trois dessinateurs d'outils, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de machinerie, outils et équipement, sous le nom de « Endema Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1160, rue Dutrisac, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1908-65

Endema Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Leonard, 1080 Vanier Street, Frank F. Lipsz, 1160 Dutrisac Street, both of St-Laurent, and Montague T. Matthews, 6367 Lasalle Boulevard, Verdun, all three tool designers, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machinery, tools and equipment, under the name of "Endema Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1160 Dutrisac Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1908-65

Les Entreprises B. C. M. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Gilles Ménard, courtier d'assurance, 7140, rue Dollier, St-Léonard, Gilles Cérat, commerçant, 9A, rue Guilbault, Laval-des-Rapides,

Les Entreprises B. C. M. ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Ménard, insurance broker, 7140 Dollier St., St-Léonard, Gilles Cérat, trader, 9A Guilbault St., Laval-des-Rapides, Dr. Jacques Cérat, physi-

Dr Jacques Cérat, médecin, 5425, rue Bellechasse, et Marcel Basque, rentier, 10794, rue Christophe-Colomb, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de « Les Entreprises B. C. M. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4869, rue St-Denis, Montréal, district jusiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1739-65

cian, 5425 Bellechasse St., and Marcel Basque, annuitant, 10794 Christophe-Colomb St., the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and investment company, under the anme of "Les Entreprises B. C. M. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4869 St-Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1739-65

Les Entreprises D. A. M. ltée
D. A. M. Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1965, constituant en corporation: Denis Mallette, représentant, Anita Montpetit, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Denis Mallette, tous deux de 2277, rue Viel, Montréal, et Marguerite Montpetit, ménagère, épouse séparée de faits et de biens de Gaston Laurier, 1800, de Salaberry, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme coiffeurs, sous le nom de « Les Entreprises D. A. M. ltée — D. A. M. Enterprises Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisée en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 252-65

Les Entreprises D. A. M. ltée
D. A. M. Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denis Mallette, representative, Anita Montpetit, housewife, wife contractually separate as to property of the said Denis Mallette, both from 2277 Viel Street, Montreal, and Marguerite Montpetit, housewife, wife separate as to property of Gaston Laurier, 1800, de Salaberry, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hairdressers, under the name of "Les Entreprises D. A. M. ltée — D. A. M. Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 252-65

Les Entreprises Jad inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Alfred Demers, cultivateur, Dermoth O'Hurley, commis, tous deux de St-Gilles, et Jean-Louis Mercier, électricien, 20, rue Chaumont, Neufchâtel, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Entreprises Jad inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune

Le siège social de la compagnie sera à St-Gilles, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1759-65

Les Entreprises Jad inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Demers, farmer, Dermoth O'Hurley, clerk, both of St-Gilles, and Jean-Louis Mercier, electrician, 20 Chaumont St., Neufchâtel, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Les Entreprises Jad inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Gilles, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1759-65

Les Entreprises M.G. ltée
M.G. Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Les Entreprises M.G. ltée
M.G. Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jacques Delisle, avocat, 1240, De Samos, Sillery, Lise Bernier, 763, Place Philippe, Ste-Foy, et Suzette, 24, rue Wolfe, Lévis, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières, sous le nom de « Les Entreprises M.G. ltée — M.G. Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Marc-des-Carrières, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1819-65-o

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Delisle, advocate, 1240 De Samos, Sillery, Lise Bernier, 763 Place Philippe, Ste-Foy, and Suzette Bilodeau, 24 Wolfe St., Lévis, the two latter secretaries, spinster, for the following purposes:

To operate quarries, under the name of "Les Entreprises M.G. ltée — M.G. Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $5 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at St-Marc-des-Carrières, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1819-65

Entreprises mobiles Privé inc.
Privé Mobile Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Ubald Privé, entrepreneur-soudeur, Shirley Schultz, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ubald Privé, tous deux de 228, Notre-Dame, est, Repentigny, et Régis Vachon, spécialiste soudeur, 815, St-Martin, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Entreprises mobiles Privé inc.— Privé Mobile Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1900-65

Entreprises mobiles Privé inc.
Privé Mobile Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ubald Privé, welding contractor, Shirley Schultz, housewife, wife separate as to property of the said Ubald Privé, both of 228 Notre-Dame East, Repentigny, and Régis Vachon, welding specialist, 815 St-Martin, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Entreprises mobiles Privé inc.— Privé Mobile Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Repentigny, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1900-65

Les Entreprises Participex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: André Drouin, 6790, Louis-Hémon, Montréal, Jacques Lamontagne, 7535, Verdier, St-Léonard, et Claudel Sirois, 3445, Papineau, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Entreprises Participex inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune, 5,000 actions classe « A » de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-David, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1591-65

Les Entreprises Participex inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Drouin, 6790 Louis-Hémon, Montreal, Jacques Lamontagne, 7535 Verdier, St-Léonard and Claudel Sirois, 3445 Papineau, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, construction and investment, under the name of "Les Entreprises Participex inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of $10 each, 5,000 shares class "A" of $10 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Val-David, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1591-65

Fairview Dairy Inc.
La Laiterie Fairview inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Joseph Wera, Henri L. Beaulieu, Gordon Herring, Lorne W. Butler, tous quatre de Lennoxville, Edward Johann, Coaticook, Nelson D. Nichols, Compton, et Robert D. Sparkes, Cookshire, tous les sept fermiers, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de laiterie, sous le nom de « Fairview Dairy Inc. — La Laiterie Fairview inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lennoxville, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1604-65

Fairview Dairy Inc.
La Laiterie Fairview inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Wera, Henri L. Beaulieu, Gordon Herring, Lorne W. Butler, all four of Lennoxville, Edward Johann, Coaticook, Nelson D. Nichols, Compton, and Robert D. Sparkes, Cookshire, all seven farmers, for the following purposes:

To carry on a general dairy business, under the name of "Fairview Dairy Inc. — La Laiterie Fairview inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Lennoxville, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1604-65

La Ferme avicole de Wickham inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Joseph Marier, 222, rue Hériot, Marcel Marier, C.R., 8, rue Bellevue, tous deux avocats, et Gertrude Bessette, secrétaire, fille majeure, 231, rue Lindsay, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter des poulaillers et faire le commerce de la volaille et des oeufs, sous le nom de « La Ferme avicole de Wickham inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie à Wickham, district judiciaire de Drummond.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1780-65

La Ferme avicole de Wickham inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Marier, 222, Hériot St., Marcel Marier, Q.C., 8 Bellevue St., both advocates, and Gertrude Bessette, secretary, fille majeure, 231 Lindsay St., all three of Drummondville, for the following purposes:

To operate hen-houses and to deal in poultry and eggs, under the name of "La Ferme avicole de Wickham inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of a nominal value of $10 each, 2,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $10 each and 2,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Wickham, judicial district of Drummond.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1780-65

Fiesta Bar-B-Q inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Robert Pigeon, avocat, 11250, Ste-Julie, Montréal-Est, Jacques Clément, avocat, 3508, Marcil, Montréal et Jean Guilbeault, avocat, 2010, Chomedey, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Fiesta Bar-B-Q inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Fiesta Bar-B-Q inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Pigeon, advocate, 11250 Ste-Julie, Montreal-East, Jacques Clément, advocate, 3508 Marcil, Montreal, and Jean Guilbeault, advocate, 2010 Chomedey, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Fiesta Bar-B-Q inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 250 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1874-65

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1874-65

Forestube inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Bertrand Lacombe, 3260, avenue Ridgewood, Michel Gagnon, 3475, avenue Vendôme, tous deux de Montréal, et Lambert Toupin, 227, Lockhart, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincailleries de toutes sortes, sous le nom de « Forestube inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1875-65

Forestube inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bertrand Lacombe, 3260 Ridgewood Avenue, Michel Gagnon, 3475 Vendôme Avenue, both of Montreal, and Lambert Toupin, 227 Lockhart, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in machines, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Forestube inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1875-65

Fortier & Mercier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Paul Mercier, restaurateur, Antoinette Bombardier, ménagère, épouse commune en biens dudit Paul Mercier, tous deux de 430, Merry, sud, et Raymond Fortier, hôtelier, 187, Merry, sud, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, stations estivales, salles de danse et « Marina », sous le nom de « Fortier & Mercier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 187, rue Merry, sud, Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1887-65

Fortier & Mercier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Mercier, restaurateur, Antoinette Bombardier, housewife, wife common as to property of the said Paul Mercier, both of 430 Merry South, and Raymond Fortier, hotel keeper, 187 Merry South, all three of Magog, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, summer resorts, dancing halls and "Marina", under the name of "Fortier & Mercier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 187 Merry Street, South, Magog, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1887-65

Foyer Notre-Dame des Champs, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1964, constituant en corporation: Georges Dupont, marchand, Cécile Bédard, administratrice, fille majeure, et Colette Dupont, commis de magasin, fille majeure, tous trois de Plessisville, pour les objets suivants:

Diriger une institution spécialisée pour enfants infirmes, sous le nom de « Foyer Notre-Dame des Champs, inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Foyer Notre-Dame des Champs, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Dupont, merchant, Cécile Bédard, administrator, fille majeure, and Colette Dupont, store clerk, fille majeure, all three from Plessisville, for the following purposes:

To direct an institution specialized for crippled children, under the name of "Foyer Notre-Dame des Champs, inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 700 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 1406, rue St-Calixte, Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 3238-64

The head office of the company will be at 1406 St-Calixte, Plessisville, judicial district of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 3238-64

Franco-American Fur Skins Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Albert Richman, fourreur, 715, rue Bertrand, St-Laurent, Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en Loi de la reine, 10, avenue Renfrew, Westmount, et Jack Shayne, avocat, 5781, avenue Melling, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la fourrure, sous le nom de « Franco-American Fur Skins Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1717-65

Franco-American Fur Skins Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Richman, furrier, 715 Bertrand Street, St-Laurent, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, 10 Renfrew Avenue, Westmount, and Jack Shayne, advocate, 5781 Melling Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in fur, under the name of "Franco-American Fur Skins Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1717-65

G. B. trophées inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Gerald Bizier, industriel, Irène Bolduc, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gérald Bizier, tous deux de Courcelles, et Robert Bousquet, vendeur, 387, rue St-David, Magog, pour les objets suivants:

Faire le commerce de trophées et de toutes sortes d'articles et marchandises fabriqués, totalement ou en partie, de bois, de métal et de matière plastique, sous le nom de « G. B. trophées inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Inverness, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1882-65

G. B. trophées inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald Bizier, industrialist, Irene Bolduc, housewife, wife separate as to property of Gérald Bizier, both of Courcelles, and Robert Bousquet, salesman, of 387 St. David Street, Magog, for the following purposes:

To carry on business dealing with trophees and all kinds of articles and merchandise fabricated, totally or partially, of wood, metal and plastic matter, under the name of "G. B. trophées inc.", with a total capital of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Inverness, judicial district of Mégantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1882-65

G. D. Commodity Sales Company Limited
La Compagnie de vente de commodités G. D. limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Pierre Hébert, avocat, 146, rue Roy, LeMoyne, Cécile Messier, secrétaire, fille majeure, 6601, Joseph-Renaud, Anjou, et Raymond Bernier, avocat, 6792, Lemay, Montréal, pour les objets suivants:

G. D. Commodity Sales Company Limited
La Compagnie de vente de commodités G. D. limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Hébert, advocate, 146 Roy St., LeMoyne, Cécile Messier, secretary, fille majeure, 6601 Joseph-Renaud, Anjou, and Raymond Bernier, advocate, 6792 Lemay, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « G. D. Commodity Sales Company Limited — La Compagnie de vente de commodités G. D. limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1754-65

To deal in all products, articles and goods, under the name of "G. D. Commodity Sales Company Limited — La Compagnie de vente de commodités G. D. limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1754-65

Galica incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Gilles Juteau, Claude Quidoz et Pierrette Moisan, avocats, de 1195, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines automatiques pour la vente ou la distribution de tous genres de produits alimentaires ou d'utilité, sous le nom de « Galica incorporée », avec un capital total de $50,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1830-65

Galica incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Juteau, Claude Quidoz and Pierrette Moisan, advocates, of 1195 Berri St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automatic machines for the sale or distribution of all kinds of good products or utilities, under the name of "Galica incorporée", with a total capital stock of $50,000, divided into 400 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1830-65

Général récréation & sports, ltée
General Recreation & Sports, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Maurice Martel, C.R., avocat, 1301, St-Viateur, ouest, Outremont, Gertrude Bourdeau, 2560, Bercy, et Marguerite Bourdeau, 6755, 21e avenue, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Général récréation & sports, ltée — General Recreation & Sports, Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1, rue Corbeil, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1652-65

Général récréation & sports, ltée
General Recreation & Sports, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Martel, Q.C., lawyer, 1301 St-Viateur west, Outremont, Gertrude Bourdeau, 2560 Bercy, and Marguerite Bourdeau, 6755, 21st Avenue, the latter two secretaries, filles majeures, from Montreal, for the following purposes:

To operate a business which consists to furnish recreation to the public, under the name of "Général récréation & sports, ltée — General Recreation & Sports, Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1 Corbeil Street, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1652-65

Grand Lolge Knights of Pythias (K of P) of Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corpora-

Grand Lolge Knights of Pythias (K of P) of Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corpo-

tion sans capital-actions: Samuel D. Kadanoff, manufacturier, 2217, avenue Barclay, Jack Shapiro, garagiste, 3835, Plamondon, app. 3, Theodore Baker, courtier d'assurance, 1932, avenue Ekers, Larry Silverman, gérant de bureau, 4700, Bourret, app. 304, Hyman Costin, importateur, 3510, rue Mountain, tous les cinq de Montréal, Ben Perlman, vendeur, 1071, Reynald, Chomedey, I. B. Shapiro, gérant, 5775, Davies, Cecil A. Labow, pharmacien, 5718, Wildwood, tous deux de Côte-St-Luc, and Theodore Goldberg, manufacturier, 789, chemin Johnson, Mont Royal, pour les objets suivants:

Entretenir et stimuler l'amitié, la charité, la bienveillance et la culture morale et sociale entre les membres de l'Ordre des Chevaliers de Pythias, sous le nom de « Grand Lodge Knights of Pythias (K of P) of Quebec Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $300,000.

Le siège social de la corporation sera 5775, Davies, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1823-65

Har-Mar Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Lewis D. Batshaw, 4804, chemin Côte-des-Neiges, Montréal, Frederick L. Solomon, 4685, avenue Westmount, Westmount, tous deux avocats, et Henry S. Pesner, comptable agréé, 4721, avenue Dornal, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Har-Mar Holdings Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et 7,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1886-65

Holland Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Pierrette Moisan, 1416, rue Aird, Claude Quidoz, 7922, rue Papineau, et Gilles Juteau, 6387, rue Viau, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Holland Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

poration without share capital: Samuel D. Kadanoff, manufacturer, 2217 Barclay Avenue, Jack Shapiro, garage owner, 3835 Plamondon, Apt. 3, Theodore Baker, insurance broker, 1932 Ekers Avenue, Larry Silverman, office manager, 4700 Bourret, Apt. 304, Hyman Costin, importer, 3510 Mountain Street, all five of Montreal, Ben Perlman, salesman, 1071 Reynald, Chomedey, I. B. Shapiro, manager, 5775 Davies, Cecil A. Labow, pharmaceutist, 5718 Wildwood, both of Côte-St-Luc, and Theodore Goldberg, manufacturer, 789 Johnson Road, Mount Royal, for the following purposes:

To cultivate and promote friendship, charity and benevolence and moral and social culture among the members of the order of the Knights of Pythias, under the name of "Grand Lodge Knights of Pythias (K of P) of Quebec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation will be at 5775 Davies, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1823-65

Har-Mar Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lewis D. Batshaw, 4804 Côte-des-Neiges Road, Montreal, Frederick L. Solomon, 4685 Westmount Avenue, Westmount, both attorneys, and Henry S. Pesner, chartered accountant, 4721 Dornal Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Har-Mar Holdings Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 7,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1886-65

Holland Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierrette Moisan, 1416 Aird Street, Claude Quidoz, 7922 Papineau Street, and Gilles Juteau, 6387 Viau Street, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Holland Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal North, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1551-65

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1551-65

Emery Holzl et associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Emery Holzl, séismologue, Jeanne-Catherine-Elvire Neyens, ménagère, épouse commune en biens dudit Emery Holzl, tous deux de 688, rue Laflamme, Ste-Dorothée, et André Laurence, avocat, 715, Place Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise d'exécution de travaux géophysiques et de mécanique du sol, sur terre et sur eau, sous le nom de « Emery Holzl et associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 688, rue Laflamme, Ste-Dorothée, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1581-65

Emery Holzl et associés inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Emery Holzl, seismologist, Jeanne-Catherine-Elvire Neyens, housewife, wife common as to property of the said Emery Holzl, both of 688 Laflamme St., Ste-Dorothée, and André Laurence, advocate, 715 Place Victoria, Montreal, for the following purposes:

To operate an enterprise for the carrying out of geophysical works and soil mechanics on land and water, under the name of "Emery Holzl et associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 688 Laflamme St., Ste-Dorothée, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1581-65

Hôtel Larocque (1965) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1965, constituant en corporation: Georges Buisson, surintendant, Georgette Richard, ménagère, épouse dudit Georges Buisson, tous deux de 451, 1e avenue, Fabreville, et Lucien Buisson, cultivateur, St-Stanislas-de-Kostka, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, motels, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Hôtel Larocque (1965) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1949-65

Hôtel Larocque (1965) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Buisson, superintendent, Georgette Richard, housewife, wife of the said Georges Buisson, both of 451, 1st Ave., Fabreville, and Lucien Buisson, farmer, St-Stanislas-de-Kostka, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, motels, tourist camps and homes and summer resorts, under the name of "Hôtel Larocque (1965) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1949-65

Howbev Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Murray Lapin, conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, et Norman May, 7915, chemin Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Howbev Investment Corp. », avec un

Howbev Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, and Norman May, 7915 Côte-St-Luc Road, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Howbev Investment Corp.", with a

capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 615, boulevard Dorchester, ouest, chambre 630, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1846-65

total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 615 Dorchester Boulevard West, suite 630, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1846-65

Immeubles Bruyère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Roland Bourret, Pierre-Luc Blain et René Bédard, avocats, de 801, rue Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeubles Bruyère inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2116, rue Jean-Talon, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1802-65

Immeubles Bruyère inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Bourret, Pierre-Luc Blain and René Bédard, advocates, of 801 Sherbrooke St. East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Immeubles Bruyère inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2116 Jean-Talon St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1802-65

Immeubles Egan inc.
Egan Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: J.-Pierre Gatien, 1154, rue Stephens, Verdun, Paul Jokubanskas, 1490, rue Decelles, Montréal, et Joseph Mac Dowell, 322, 90e avenue, LaSalle, tous trois courtiers en immeubles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en immeubles, sous le nom de « Immeubles Egan inc. — Egan Realties Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5344, Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1809-65

Immeubles Egan inc.
Egan Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Pierre Gatien, 1154 Stephens Street, Verdun, Paul Jokubanskas, 1490 Decelles Street, Montreal, and Joseph Mac Dowell, 322, 90th Avenue, LaSalle, all three real estate brokers, for the following purposes:

To carry on the business of real estate brokers, under the name of "Immeubles Egan inc.— Egan Realties Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 5344 Verdun, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1809-65

William Inkster Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: David A. Schwartz, avocat, 90, avenue Elgin, Valois, Stanley Lyon Selinger, étudiant en droit, 6265 avenue Mountain Sights, et Claire Wilisky, secrétaire, célibataire, 3420, rue Hutchison, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

William Inkster Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David A. Schwartz, advocate, 90 Elgin Avenue, Valois, Stanley Lyon Selinger, law-student, 6265 Mountain Sights Avenue, and Claire Wilisky, secretary, spinster, 3240 Hutchison Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « William Inkster Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1899-65

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "William Inkster Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1899-65

Institut international de programmation et d'automation inc.
International Institute of Programming and Automation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: André J. Duchesnay, homme d'affaires, 3435, Drummond, René Chapleau, administrateur, 50, Place Crémazie, suite 1406, et André Dénommée, assureur, 1675, Prieur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Donner des cours de programmation et d'automation électronique ou mécanique, sous le nom de « Institut international de programmation et d'automation inc.— International Institute of Programming and Automation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 50, Place Crémazie, suite 1406, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1893-65

Institut international de programmation et d'automation inc.
International Institute of Programming and Automation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André J. Duchesnay, businessman, 3435 Drummond, René Chapleau, administrator, 50 Place Crémazie, suite 1406, and André Dénommée, insurer, 1675, Prieur, all three of Montreal, for the following purposes:

To give courses in programming and electronic or mechanical automation, under the name of "Institut international de programmation et d'automation inc.— International Institute of Programming and Automation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 3,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 50 Place Crémazie, suite 1406, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1893-65

International Electronic Components Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: James Stone, vendeur, 2676, rue McCarthy, St-Laurent, Sam Eidel, marchand, 2940, avenue Brighton, app. 7, Montréal, et Morris Schwartz, manufacturier, 271, de l'Épée, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents de manufacturiers et de marchands à commission pour des composants électroniques et mécaniques, pièces d'automobiles et machinerie pour industrie et commerce, sous le nom de « International Electronic Components Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2055, rue Mountain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1895-65

International Electronic Components Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Stone, salesman, 2676 McCarthy Street, St-Laurent, Sam Eidel, merchant, 2940 Brighton Avenue, Apt. 7, Montreal, and Morris Schwartz, manufacturer, 271 de l'Épée, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers' agents and commission merchants for electronic and mechanical components, auto parts and machinery for industry and commerce, under the name of "International Electronic Components Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2055 Mountain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1895-65

J. M. aluminium inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, avocat, 800, Carré Victoria, Montréal, John H. Dawson, avocat, 28, chemin Stratford, Montréal, et Eileen Murphy, secrétaire, fille majeure, 18, chemin Salisbury, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles de toutes sortes en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « J. M. aluminium inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1905-65

J. M. aluminium inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dessaulles, advocate, 800 Victoria Square, Montreal, John H. Dawson, advocate, 28 Stratford Road, Montreal, and Eileen Murphy, secretary, fille majeure, 18 Salisbury Road, Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise and articles of all kinds made of aluminum, enamelled iron, tin, granite, galvanized metal, sheet metal and in other articles made wholly or partially of metals or wood, under the name of "J. M. aluminium inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1905-65

Jean Paul Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jean Paul Tzimokas, manufacturier, Cleopatra Tzimokas, marchande de fourrure, tous deux de 869, Dollard, Montréal, et Paul Kyriasis, manufacturier, 356, rue Mayor, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de fourrure, sous le nom de « Jean Paul Furs Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1844-65

Jean Paul Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Paul Tzimokas, manufacturer, Cleopatra Tzimokas, furrier, both of 869 Dollard, Montreal, and Paul Kyriazis, manufacturer, 356 Mayor Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on generally a fur business, under the name of "Jean Paul Furs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1844-65

May Kay Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: George Lee, marchand, 5965, rue Hutchison, app. 1, David Wong Chin, ingénieur, 6081, rue Hutchison, et Gérard Desjardins, comptable, 2033, rue Jean-Talon Est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « May Kay Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1769-65

May Kay Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Lee, merchant, 5965 Hutchison Street, Apt. 1, David Wong Chin, engineer, 6081 Hutchison Street, and Gérard Desjardins, accountant, 2033 Jean-Talon Street East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "May Kay Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1769-65

Joseph Lamontagne ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Joseph Lamontagne, constructeur, 6591, Lacordaire, Yvonne Lepage, ménagère, épouse dudit Joseph Lamontagne, 6591, Lacordaire, et Benoit Gonthier, avocat, 8521, St-Gérard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Joseph Lamontagne ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1740-65

Joseph Lamontagne ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Lamontagne, builder, 6591 Lacordaire, Yvonne Lepage, housewife, wife of the said Joseph Lamontagne, 6591 Lacordaire, and Benoit Gonthier, advocate, 8521 St-Gérard, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Joseph Lamontagne ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1740-65

Langelier Boulevard Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Maximilien Polak, avocat, 455, rue Craig ouest, Montréal, Doris Chazonoff, secrétaire, célibataire, 1412, Elizabeth, Chomedey, et Nicole Graf, secrétaire, célibataire, 3880, Linton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Langelier Boulevard Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1894-65

Langelier Boulevard Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maximilien Polak, attorney, 455 Craig Street West, Montreal, Doris Chazonoff, secretary, spinster, 1412 Elizabeth, Chomedey, and Nicole Graf, secretary, spinster, 3880 Linton, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Langelier Boulevard Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1894-65

J. B. Lanouette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Gilles St-Pierre, comptable agréé, 2189, rue de la Jonquière, Yvon Martineau, comptable, 657, rue Godbout, tous deux de Trois-Rivières, et Jacques Désilets, comptable, 257, rue Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « J. B. Lanouette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 30, rue St-Philippe, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1053-65

J. B. Lanouette inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles St-Pierre, chartered accountant, 2189 de la Jonquière St., Yvon Martineau, accountant, 657 Godbout St., both of Trois-Rivières, and Jacques Désilets, accountant, 257 Rochefort St., Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "J. B. Lanouette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 30 St-Philippe St., Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1053-65

Legault Tire Service ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Marcel Cinq-Mars, avocat, 144, rue Saguenay, Normand Grimard, avocat, 99, rue Tremoy, Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e rue, tous trois de Noranda, Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, 169, rue Monseigneur-Latulipe, ouest, Rouyn, et Paul Denoncourt, secrétaire, 121, rue Monseigneur-Latulipe, ouest, Rouyn, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Legault Tire Service ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1710-65

Legault Tire Service ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Cinq-Mars, advocate, 144 Saguenay St., Normand Grimard, advocate, 99 Tremoy St., Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th St., all three of Noranda, Julienne Pilon, secretary, spinster of the full age of majority, 169 Monseigneur-Latulipe St. West, Rouyn, and Paul Denoncourt, secretary, 121 Monseigneur-Latulipe St. West, Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as garagemen, under the name of "Legault Tire Service ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of a nominal value of $100 each and 250 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1710-65

Litterama Inc.

Avis est donné qu'en verru de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1965, constituant en corporation: George K. Habib, administrateur, 2278, Rockland, George Assaly, marchand, et Leona Habib, marchand, épouse séparée de biens dudit George Assaly, ces deux derniers de 395, avenue Revere, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir en la capacité d'agents et conseillers en publicité, sous le nom de « Litterama Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2546, rue Belanger est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1353-65

Litterama Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George K. Habib, executive, 2278 Rockland, George Assaly, merchant, and Leona Habib, merchant, wife separate as to property of the said George Assaly, the latter two of 395 Revere Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To act in the capacity of advertising agents and counsel, under the name of "Litterama Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2546 Belanger Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1353-65

Loisirs du Plateau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Simard, contremaître, 9025, Place du Berger, Georges Roy, inspecteur, 8465, du Plateau, Marcel Robitaille, vendeur, 8980, Place du Berger, Yves Plante, voyageur, 215, 88e rue, ouest, Serge Daigle, policier, 9375, avenue Lavoie, et Paul Blais, gerant, 8450, des Lonchamps, tous six de Charlesbourg, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs du Plateau inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Loisirs du Plateau inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Fernand Simard, foreman, 9025 Place du Berger, Georges Roy, inspector, 8465 du Plateau, Marcel Robitaille, salesman, 8980 Place du Berger, Yves Plante, traveller, 215, 88th Street West, Serge Daigle, policeman, 9375 Lavoie Ave., and Paul Blais, manager 8450, des Lonchamps, all six from Charlesbourg, for the following purposes:

To organize recreational center, under the name of "Loisirs du Plateau inc.".

The amount to with the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1634-65

M. C. L. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Olivier Gauthier, avocat, Ghislaine St-Aubin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Olivier Gauthier, tous deux de 10420, Clark, et Marie-Andrée Bourassa, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de René Martel, 8825, Pie IX, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « M. C. L. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1606-65

Maden construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Serge Desrochers, avocat, 732, rue Wilder, Outremont, Pierre M. Verdy, avocat, 546, avenue Bloomfield, Outremont, et Simon Fortier, avocat, 5258, avenue du Parc, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Maden construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 36, rue Legault, Ste-Philomène, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1691-65

Malo Corporate Insvestments (Que.) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec,des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Julian Kotler, Harold W. Ashenmil et Stanley R. Shuster, avocats, de 901, rue Bleury, chambre 450, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Malo Corporate Investments (Que.) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

The head office of the corporation will be at Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1634-65

M. C. L. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Olivier Gauthier, lawyer, Ghislaine St-Aubin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Olivier Gauthier, both from 10420, Clark, and Marie-Andrée Bourassa, secretary, wife contractually separate as to property of René Martel, 8825 Pie IX, all three from Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "M. C. L. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1606-65

Maden construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Serge Desrochers, advocate, 732 Wilder St., Outremont, Pierre M. Verdy, advocate, 546 Bloomfield Ave., Outremont, and Simon Fortier, advocate, 5258 Park Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Maden construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 36 Legault St., Ste-Philomène, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1691-65

Malo Corporate Insvestments (Que.) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julian Kotler, Harold W. Ashenmil and Stanley R. Shuster, advocates, of 901 Bleury Street, suite 350, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Malo Corporate Investments (Que.) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera 5485, rue Sherbrooke ouest, chambre 204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1824-65

McGarr Marine Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Albert Malouf, C.R., 1100 Marlboro Drive, Mont Royal, Bruno Pateras, 11818, rue Frigon, Yvan Macerola, 2090, place Étienne-Brûlé, et Carmen Galileo, 6959, avenue Stuart, ces trois derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des accessoires pour la navigation et en faire le commerce sous le nom de « McGarr Marine Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune, 3,400 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1204, rue St-Laurent, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1832-65

Hervay McLean inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: André Perreault, 4353, Girouard, Normand Duval, 2185, Nicolas-Perrot, tous deux avocats, et Hervay McLean, commerçant, 1554, rue Viel, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Hervay McLean inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1554, rue Viel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1800-65

Media Advertising (1965) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Claudette Tremblay, 136, boulevard Montcalm, app. 1, Jocelyne Lacoste, 113, rue Clarence, toutes deux de Granby, et Pierrette Desjardins, Warden, toutes trois secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneurs et de conseillers en publicité, sous le nom de « Media

The head office of the company will be at 5485 Sherbrooke Street West, suite 204, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1824-65

McGarr Marine Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Malouf, Q.C., 1100 Marlboro Drive, Mount Royal, Bruno Pateras, 11818 Frigon Street, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé, Place, and Carmen Galileo, 6959 Stuart Avenue, the latter three of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in marine supplies, under the name of "McGarr Marine Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each, 3,400 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1204 St-Laurent Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1832-65

Hervay McLean inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Perreault, 4353 Girouard, Normand Duval, 2185 Nicolas-Perrot, both advocates, and Hervay McLean, trader, 1554 Viel St., all three of Montreal, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Hervay McLean inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1554 Viel St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1800-65

Media Advertising (1965) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claudette Tremblay, 136 Montcalm Blvd., Apt. 1, Jocelyne, Lacoste, 113 Clarence St., both of Granby, and Pierrette Desjardins, Warden, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as contractors and advisers in publicity, under the name of "Media

Advertising (1965) Inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1460, rue Union, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1836-65

Advertising (1965) Inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1460 Union St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1836-65

Métal ouvré du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Raymond Lelièvre, représentant de commerce, 6600, 7e avenue, est, Charlesbourg, Yves-Marie Bégin, mécanicien en fer, 750, 18e rue, St-Georges-Ouest, et Gérard Pelletier, comptable, 1464, avenue Champfleury, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Métal ouvré du Québec inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1810-65

Métal ouvré du Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Lelièvre, business representative, 6600, 7th Avenue East, Charlesbourg, Yves-Marie Bégin, steel fitter, 750, 18th St., St-Georges-West, and Gérard Pelletier, accountant, 1464 Champfleury Avenue, Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of metals, their products and by-products, under the name of "Métal ouvré du Québec inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1810-65

Metro Mobile Cafeterias Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Julian Kotler, Stanley R. Shuster et Harold W. Ashenmil, avocats, de 901, rue Bleury, chambre 450, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de cantine mobile et l'exploiter, sous le nom de « Metro Mobile Cafeterias Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 775, avenue Crémazie, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1847-65

Metro Mobile Cafeterias Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julian Kotler, Stanley R. Shuster and Harold W. Ashenmil, advocates, of 901 Bleury Street, Suite 450, Montreal, for the following purposes:

To carry on and operate the business of a mobile restaurant, under the name of "Metro Mobile Cafeterias Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 775 Crémazie Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1847-65

Mets de Lachine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Chartier, entrepreneur, 530, 19e avenue, Jean-Gilles Gagnon, professeur d'éducation physique, 1300, Provost, tous deux de Lachine, et Maurice

Mets de Lachine inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Guy Chartier, contractor, 530, 19th Ave., Jean-Gilles Gagnon, physical education professor, 1300 Provost, both of Lachine, and Maurice Cloutier, professor,

Cloutier, professeur, 8570, Marie-Victorin, Brossard, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Mets de Lachine inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 530, 19e avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1753-65

8570 Marie-Victorin, Brossard, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Mets de Lachine inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 530, 19th Ave., Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1753-65

Meubles Caprice ltée
Caprice Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, 5520, Place Campden, Montréal, Irwin S. Brodie, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 1110, rue Sherbrooke ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés en ameublement, sous le nom de « Meubles Caprice ltée — Caprice Furniture Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1965-65

Meubles Caprice ltée
Caprice Furniture Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Theodore H. Polisuk, 5520 Campden Place, Montreal, Irwin S. Brodie, 7521 Mountbatten Road, Côte-St-Luc, both advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 1110 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Meubles Caprice ltée — Caprice Furniture Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1965-65

Les Meubles Roussin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Fernand Roussin, commerçant, Rigaud, Jacques Déom, avocat, 10590, Place L'Acadie, app. 24, Montréal, et Monique Kéroack, secrétaire, fille majeure, 2174, des Cèdres, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et d'accessoires électriques, sous le nom de « Les Meubles Roussin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1734-65

Les Meubles Roussin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Roussin, merchant, Rigaud, Jacques Déom, lawyer, 10590, Place L'Acadie, app. 24, Montreal and Monique Kéroack, secretary, fille majeure, 2174 des Cèdres, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and electrical appliances, under the name of "Les Meubles Roussin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Rigaud, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1734-65

Modern Auto Leasing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corpo-

Modern Auto Leasing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harvey M.

ration: Harvey M. Cooperstone, avocat, 455, rue Craig, ouest, Montréal, Doris Chazonoff, 1412, boulevard Elizabeth, Chomedey, et Nicole Graf, 3880, avenue Linton, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de location de véhicules automobiles, sous le nom de « Modern Auto Leasing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1833-65

Cooperstone, advocate, 455 Craig Street West, Montreal, Doris Chazonoff, 1412 Elizabeth Boulevard, Chomedey, and Nicole Graf, 3880 Linton Avenue, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles leasing, under the name of "Modern Auto Leasing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1833-65

Momic ltée
Momic Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Yves Lauzon, avocat, route rurale 1, Vaudreuil, Clarence A. Fiske, avocat, 1230, McGregor, app. 205, Montréal, et Charles E. Emery, avocat, 227, Elizabeth Circle, Rosemère, pour les objets suivants:

Faire commerce dans la propriété mobilière et immobilière, sous le nom de « Momic ltée — Momic Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 497,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 222, 36e Avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1749-65

Momic ltée
Momic Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yves Lauzon, advocate, rural route 1, Vaudreuil, Clarence A. Fiske, advocate, 1230 McGregor, apt. 205, Montreal, and Charles E. Emery, advocate, 227 Elizabeth Circle, Rosemère, for the following purposes:

To carry on business dealing in moveable and immovable property, under the name of "Momic ltée — Momic Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 2,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $1 each and 497,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company will be at 222, 36th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1749-65

Montclair fournitures & accessoires de bureau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Norman C. Denys, 116, avenue Jasper, Mont-Royal, René Beaulac, 6296, rue Louis-Hémon, Montréal, tous deux avocats, et Michèle Lavoie, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 1383, rue St-Louis, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de librairie en général, sous le nom de « Montclair fournitures & accessoires de bureau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1501, rue Fleury, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1763-65

Montclair fournitures & accessoires de bureau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norman C. Denys, 116 Jasper Avenue, Mount-Royal, René Beaulac, 6296, Louis-Hémon Street, Montreal, both lawyers and Michèle Lavoie, secretary, fille majeure using of her rights, 1383 St-Louis Street, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as a general book-shop, under the name of "Montclair fournitures & accessoires de bureau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 1501 Fleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1763-65

Montreal Pest Control Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Abraham Shuster, 5710, avenue Wolseley, Côte-St-Luc, Abraham Gruman, 485, rue McGill, Montréal, tous deux avocats, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, avenue Kingsley, Côte-St-Luc, et Meta Csirinyi, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Csirinyi, 2700, rue Goyer, Montréal, pour les objets suivants:

Contrôler l'extermination des insectes et animaux de toute nature, sous le nom de « Montreal Pest Control Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1826-65

Montreal Pest Control Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Shuster, 5710 Wolseley Avenue, Côte-St-Luc, Abraham Gruman, 485 McGill Street, Montreal, both advocates, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley Avenue, Côte-St-Luc, and Meta Csirinyi, secretary, wife separate as to property of Julius Csirinyi, 2700 Goyer Street, Montreal, for the following purposes:

To control extermination of insects and animals of any nature, under the name of "Montreal Pest Control Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 9,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1826-65

Natofin Management Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Ivan Edward Phillips, avocat, 48, Place Belvedère, Westmount, Eleanor Johnson, secrétaire, fille majeure, 5020, Clanranald, Montréal, et Nessie Borland, secrétaire, fille majeure, 1850, Lincoln, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents et courtiers d'immeuble, dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Natofin Management Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 40,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1966-65

Natofin Management Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ivan Edward Phillips, advocate, 48 Belvedere Place, Westmount, Eleanor Johnson, secretary, fille majeure, 5020 Clanranald, Montreal, and Nessie Borland, secretary, fille majeure, 1850 Lincoln, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents and brokers in all of its branches, under the name of "Natofin Management Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 40,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1966-65

Normandin transport ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1965, constituant en corporation: Jean-Claude Plourde, avocat, Pauline Lapointe et Geneviève Poliquin, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Normandin transport ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Normandin, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1310-65

Normandin transport ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Plourde, advocate, Pauline Lapointe and Geneviève Poliquin, the latter two secretaries, filles majeures, all three of St-Félicien, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Normandin transport ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Normandin, judicial district of Normandin.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1310-65

North End Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1965, constituant en corporation: François Payette, avocat, 9029, boulevard Gouin, ouest, Saraguay, Jacques L. Auger, avocat, 2830, boulevard Rosemont, Montréal, et Andrée Dupuis, secrétaire, fille majeure, 4704, Adam, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « North End Building Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et en 3,660 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1599-65

North End Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Payette, advocate, of 9029 Gouin Boulevard, West, Saraguay, Jacques L. Auger, advocate, of 2830 Rosemont Boulevard, Montreal, and Andrée Dupuis, secretary, fille majeure, of 4704 Adam, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general contractors in construction, under the name of "North End Building Corporation", with a total capital of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each, and into 3,660 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1599-65

La Nouvelle compagnie théâtrale inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Françoise Graton, comédienne, célibataire, 27, Jasper, Mont-Royal, Georges Groulx, comédien, 823, Hartland, Outremont, et Gilles Pelletier, comédien, 4053, avenue Vendôme, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une troupe de théâtre sans intention de faire un gain pécuniaire, et donner des représentations dramatiques et musicales de toutes sortes, sous le nom de « La Nouvelle compagnie théâtrale inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1183-65

La Nouvelle compagnie théâtrale inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Françoise Graton, comedian, spinster, 27 Jasper, Mount-Royal, Georges Groulx, comedian, 823 Hartland, Outremont and Gilles Pelletier, comedian, 4053 Vendôme Ave. Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a theatrical troupe, without any intentions of making any financial gain and to give dramatical and musical representations of all kinds, under the name of "La Nouvelle compagnie théâtrale inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1183-65

Olympic Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: André P. Limoges, notaire, 2434, rue Jolicoeur, Bernard A. Cousineau, courtier, 4858, rue Parthenais, et Florise Bisaillon, secrétaire, célibataire, 1821, rue Holy Cross, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Olympic Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2434, rue Jolicoeur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1068-65

Olympic Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André P. Limoges notary, 2434 Jolicoeur Street, Bernard A. Cousineau, broker, 4858, Parthenais Street and Florise Bisaillon, secretary spinster, 1821, Holy Cross Street, all three from Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Olympic Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2434 Jolicoeur St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1068-65

Park Plaza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: J. Roy Hoffman, avocat et conseil en Loi de la reine, 4918, rue Mayfair, Montréal, Oscar Respitz, avocat, 4945, Glencairn, Montréal et Sydney B. Sederoff, avocat, 80, avenue Crestwood, Montréal ouest, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Park Plaza Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1829-65

Park Plaza Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J. Roy Hoffman, advocate and Queen's Counsel, 4918 Mayfair Street, Montreal, Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, advocate, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Park Plaza Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1829-65

Pelletier Heating Ltd.
Le Chauffage Pelletier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling, William Levitt, 4869, Dornal, Richard Gottlieb, 2960, Maplewood, tous trois de Montréal, et Arthur Marcovitch, 5525, Trent, Côte-St-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Pelletier Heating Ltd. — Le Chauffage Pelletier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1584-65

Pelletier Heating Ltd.
Le Chauffage Pelletier ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, William Levitt, 4869 Dornal, Richard Gottlieb, 2960 Maplewood, all three of Montreal, and Arthur Marcovitch, 5525 Trent, Côte-St-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Pelletier Heating Ltd. — Le Chauffage Pelletier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1584-65

Fernand Philion & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Fernand Philion, 19, Talon, Hull, Robert Corneau, 100, Mary, Aylmer, Jacques Danis, 59, Montclair, Hull, et Léo Lafrenière, 199, Archambault, Hull, tous quatre agents, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Fernand Philion & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1647-65

Fernand Philion & associés inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Philion, 19 Talon, Hull, Robert Corneau, 100, Mary, Aylmer, Jacques Danis, 59 Montclair, Hull and Léo Lafrenière, 199, Archambault, Hull all four agents, for the following purposes:

To carry on business as brokers and insurance agents; under the name of "Fernand Philion & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull,

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1647-65

Pièces Etchemin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première parie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: René Bégin, mécanicien-garagiste, Monique St-Hilaire, fonctionnaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit René Bégin, et dument autorisée par lui aux fins des présentes, et Marcel Fortin, commis tous trois de Lac-Etchemin, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de quincaillerie et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Pièces Etchemin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social dé la compagnie sera à Lac-Etchemin, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1761-65

Pièces Etchemin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René Bégin, mechanic-garageman, Monique St-Hilaire, civil servant, wife contractually separate as to property of the said René Bégin, and duly authorized by him for these presents, and Marcel Fortin, clerk, all three of Lac-Etchemin, for the following purposes:

To carry on business dealing in hardware and to act as garagemen, under the name of "Pièces Etchemin inc.", with a total capital stock of $40,000, fivided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lac-Etchemin, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1761-65

Les Placements Vega ltée
Vega Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Michel A. Gagnon, avocat, 3769, avenue Grey, Montréal, Paul Fortin, avocat, 1533, avenue McGregor, Montréal, et André Guertin, commis, 222, Lacharité, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de placement, sous le nom de « Les Placements Vega ltée — Vega Investments Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 6 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 300 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 99,694 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1756-65

Les Placements Vega ltée
Vega Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel A. Gagnon, advocate, 3769, Grey Avenue, Montreal, Paul Fortin, advocate, 1533, McGregor Avenue, Montreal, and André Guertin, clerk, 222 Lacharité, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as a management and investment company, under the name of "Les Placements Vega ltée — Vega Investments Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 6 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 300 class "B" shares of a nominal value of $1 each and 99,694 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1756-65

Plateau Jouvence inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Marcel Morin, ingénieur, 2725, rue Pagé, Renald Émond, vendeur, 2440, rue Notre-Dame, et Albany Archambault, opérateur, 795, rue Choquette, tous trois de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Plateau Jouvence inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2480, avenue St-Germain, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1776-65

Plateau Jouvence inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Morin, engineer, 2725 Pagé Street, Renald Émond, salesman, 2440 Notre-Dame Street, and Albany Archambault, operator, 795 Choquette Street, all three of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Plateau Jouvence inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 600 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2480 St-Germain Avenue, St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office ofithe Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1776-65

Platis Electrical Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, Stanley Cytrynbaum et Morton Bell, tous trois avocats, 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Platis Electrical Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3611, avenue de l'hôtel de ville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1884-65

Platis Electrical Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence L. Fligel, Stanley Cytrynbaum and Morton Bell, all three advocates, of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, under the name of "Platis Electrical Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 3611 City Hall Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1884-65

Pomerleau & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la prewière partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jean M. Morissette, avocat, 255, 65 rue, ouest, Charlesbourg, Micheline L. Lachance, secrétaire, épouse séparée de biens d'Yves Lachance, 334, rue Marquis, Duberger, et Jacqueline R. Dubeau, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel Dubeau, 88, Seigneuriale, Beauport, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'animaux et faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Pomerleau & frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Marie, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1723-65

Pomerleau & frères inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean M. Morissette, lawyer, 255, 65th Street, west, Charlesbourg, Micheline L. Lachance, secretary, wife separate as to property of Yves Lachance, 334, Marquis Street, Duberger, and Jacqueline R. Dubeau, secretary, wife separate as to property of Marcel Dubeau, 88 Seigneuriale, Beauport, for the following purposes:

To carry on business dealing in animals and to carry on business as grocers-butchers, under the name of "Pomerleau & frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Marie, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1723-65

President Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Michel Cogger, St-Pierre, Ile-d'Orléans, Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, Ste-Foy, et Pierre Verge, 11, des Remparts, Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme grossite en approvisionnements industriels, sous le nom de « President Supplies Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1369-65

President Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Cogger, St-Pierre, Ile-d'Orléans, Pierre LaRue, 3034, de la Retraite, Ste-Foy, and Pierre Verge, 11 des Remparts, Quebec, all three advocates, for the following purposes:

To act as wholesaler in industrial supplies, under the name of "President Supplies Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each and 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1369-65

Les Presses Publicitaires inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Pauline Laplante, secrétaire, célibataire, 381, Querbes, Montréal, Denise Chéné, secrétaire, célibataire, 3333, chemin Ste-Catherine, Montréal, et Lise Cloutier, secrétaire, célibataire, 271, Létourneau, St-Constant, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de propriétaires de journaux, d'imprimeurs et de publicitaires généraux, sous le nom de « Les Presses Publicitaires inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400 avenue Kensington, appartement 48, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 12930-62

Les Presses Publicitaires inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pauline Laplante, secretary, spinster, 381 Querbes, Montreal, Denise Chéné, secretary, spinster, 3333 Ste-Catherine Road, Montreal, and Lise Cloutier, secretary, spinster, 271 Létourneau, St-Constant, for the following purposes:

To carry on the business of newspaper proprietors and general printers and publishers, under the name of "Les Presses Publicitaires inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 400 Kensington Avenue, Apartment 48, Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 12930-62

Prestige Development Ltd.
Développement Prestige ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Georges Arcouette, notaire, Suzanne Ouellet, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Georges Arcouette, tous deux de 7466, Christophe-Colomb, Montréal, et Peter Evdokias, homme d'affaires, 8120, Yves Prévost, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Prestige Development Ltd.— Développement Prestige ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1400-65

Prestige Development Ltd.
Développement Prestige ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Arcouette, notary, Suzanne Ouellet, secretary, wife separate as to property of Georges Arcouette, both of 7466, Christophe-Colomb, Montreal, and Peter Evdokias, businessman, of 8120 Yves Prévost, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Prestige Development Ltd.— Développement Prestige Ltée », with a total capital of $100,000, divided into 6,000 common shares of a nominal value of $10 each, 200 preferred shares class "A" of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares class "B" of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1400-65

Quincaillerie Panoramique (1965) inc.
Panoramic Hardware (1965) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1965, constituant en corporation: Dominique Dallaire, industriel, Rose-Hélène Dallaire, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Dominique Dallaire, tous deux de St-David, et Stéphane Dallaire, menuisier, Ste-Hénédine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Quincaillerie Paroramique (1965) inc.— Panoramic Hardware (1965) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordi-

Quincaillerie Panoramique (1965) inc.
Panoramic Hardware (1965) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dominique Dallaire, industrialist, Rose-Hélène Dallaire, housewife, wife contractually separate as to property of the said Dominique Dallaire, both of St-David, and Stéphane Dallaire, joiner, Ste-Hénédine, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants, under the name of "Quincaillerie Panoramique (1965) inc.— Panoramic Hardware (1965) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided

naires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-David, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1211-65

into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-David, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1211-65

Refdot Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Hilda Hooper, secrétaire, célibataire, 2439, avenue West Hill, Montréal, Leonard Charles Bull, gérant de bureau, 4065, avenue Carlton, Montréal, Andrea F. Durso, notaire, 11803, James Morrice, Montréal, et John Everett Todd, notaire, 4218, avenue Hampton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements hypothécaires, sous le nom de « Refdot Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1638-65

Refdot Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hilda Hooper, secretary, spinter, 2439 West Hill Avenue, Montreal, Leonard Charles Bull, office manager, 4065 Carlton Avenue, Montreal, Andrea F. Durso, notary 11803 James Morrice, Montreal, and John Everett Todd, notary, 4218 Hampton Avenu, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a mortage investment company, under the name of "Refdot Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1638-65

Renaud & fils assurances inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jean-Guy Renaud, courtier d'assurance, Marie-Antoinette De Marco, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Guy Renaud, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Lesage, et Henri Renaud, courtier d'assurance, Lesage, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Renaud & fils assurances inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lesage, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1471-65

Renaud & fils assurances inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Renaud, insurance broker, Marie-Antoinette De Marco, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Guy Renaud, and duly authorized by him for these presents, both of Lesage, and Henri Renaud, insurance broker, Lesage, for the following purposes:

To carry on business as insutance brokers and agents, under the name of "Renaud & fils assurances inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and 700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lesage, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1471-65

Richelieu transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies dé Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Aldée Cournoyer, Rosaire Cournoyer, camionneurs, et Léo Chapdelaine, cultivateur, tous trois de St-Pierre-de-Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Richelieu transport inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 10,000

Richelieu transport inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aldée Cournoyer, Rosaire Cournoyer, truck-drivers, and Léo Chapdelaine, farmer, all three from St-Pierre-de-Sorel, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company under the name of "Richelieu transport inc.", with a tota capital stock of $20,000,

actions ordinaires de $1 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1835-65

Rogue Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: David M. Notkin, Maurice J. Boxer, J. Stephen Bless, Bernard S. Mergler, avocats, 132, rue St-Jacques ouest, Montréal, et Nina Askinasy, secrétaire, épouse séparée de biens de William Kingsley, 3565, rue Durocher, #19, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles de toilette et de cosmétiques de toutes sortes pour hommes, sous le nom de « Rogue Products Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 355, rue St-Pierre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1760-65

Raymond Roy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Raymond Roy, courtier, Marie-Reine Tessier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Roy, tous deux de 31, rue Pelletier, et Claudette Arseneault, secrétaire, célibataire, 4, rue Marcoux, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'immeubles, sous le nom de « Raymond Roy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1820-65

A. Shlien & Son Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Harold Gossacks, avocat, 7025, avenue Chester, Montréal, Rosa Gualtieri, avocat, célibataire, 80, avenue Hudson, Mont Royal, et Issie Gossack, marchand, 7025, avenue Chester, Montréal, pour les objets suivants:

divided into 10,000 common shares of $1 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1835-65

Rogue Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David M. Notkin, Maurice J. Boxer, J. Stephen Bless, Bernard S. Mergler, advocates, of 132 St. James Street West, Montreal, and Nina Askinasy, secretary, wife separate as to property of William Kingsley, 3565 Durocher Street, #19, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's toiletries and cosmetics of all kinds, under the name of "Rogue Products Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 355 St. Peter Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1760-65

Raymond Roy inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Roy, broker, Marie-Reine Tessier, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Roy, both from 31 Pelletier Street and Claudette Arseneault, secretary, spinster, 4, Marcoux Street, all three from Roberval, for the following purposes:

To carry on business as brokers and real estate agents, under the name of "Raymond Roy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1820-65

A. Shlien & Son Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Gossack, advocate, 7025 Chester Avenue, Montreal, Rosa Gualtieri, advocate, spinster, 80 Hudson Avenue, Mount Royal, and Issie Gossack, merchant, 7025 Chester Avenue, Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « A. Shlien & Son Construction Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1580-65

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "A. Shlien & Son Construction Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1580-65

Willie Simard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Willie Simard, entrepreneur, Madeleine Durand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Willie Simard, tous deux de 77, rue Paul-Comtois, Iles-Laval, et André Simard, entrepreneur, 1274, Islesmere, Ste-Dorothée, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Willie Simard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 77, rue Paul-Comtois, Iles-Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1431-65

Willie Simard ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Willie Simard, contractor, Madeleine Durand, housewife, wife contractually separate as to property of the said Willie Simard, both of 77 Paul Comtois St., Iles-Laval, and André Simard, contractor, 1274 Islesmere, Ste-Dorothée, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, and to deal in construction materials, under the name of "Willie Simard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 77 Paul-Comtois St., Iles-Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1431-65

La Société du musée militaire et maritime de Montréal
The Society of the Military and Maritime Museum of Montreal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Hugh M. Wallis, colonel, 251, Senneville, Senneville, J.-Paul-Émile Bernatchez, major général, 1545, avenue McGregor, Montréal, J. Redmond Roche, juge, 1321, Sherbrooke, ouest, Montréal, David M. Stewart, industriel, 164, Lakeshore, Pointe-Claire, Roland R. Bibeau, 70, Terrasse Ballantyne, Dorval, Kenilworth Q. de Jersey, 236, Ste-Claire, Pointe-Claire, Pierre Denis, 945, Dunsmuir, Mont-Royal, Charles P. De Volpi, 3555, Côte-des-Neiges, Montréal, Réal Gagnon, 206, Morrisson, Mont-Royal, Rufus D. P. Gilday, 63, Thornhill, Montréal, J. Ralph Harper, 3425, avenue Redpath, Montréal, Louis J. Lacoste, Val-Morin (Station), André Marcil, 87, McCulloch, Outremont, et T. Rodgie McLagan, 36, Sunnyside, Westmount, ces dix derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Établir, exploiter et administrer des musées militaires ou maritimes, sous le nom de « La Société du musée militaire et maritime de Montréal — The Society of the Military and Maritime Museum of Montreal ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

La Société du musée militaire et maritime de Montréal
The Society of the Military and Maritime Museum of Montreal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without sahre capital: Hugh M. Wallis, colonel 251 Senneville, Senneville, J.-Paul-Émile Bernatchez, major general, 1545 McGregor avenue, Montreal, J. Redmont Roche, judge, 1321 Sherbrooke west, Montreal, David M. Stewart, industrialist, 164 Lakeshore, Pointe-Claire, Roland R. Bibeau, 70 Terrasse Ballantyne, Dorval, Kenilworth Q. de Jersey, 236 Ste-Claire, Pointe-Claire, Pierre Denis, 945 Dunsmuir, Mount-Royal, Charles P. De Volpi, 3555 Côte-des-Neiges, Montreal, Réal Gagnon, 206 Morrisson, Mount-Royal, Rufus D. P. Gilday, 63 Thornhill, Montreal, J. Ralph Harper, 3425, avenue Redpath, Montreal, Louis J. Lacoste, Val-Morin (station) André Marcil, 87 McCulloch, Outremont and T. Rodgie McLagan, 36 Sunnyside, Westmount, the latter ten, administrators, for the following purpose:

To establish and operate military and maritime Museums, under the name of "La Société du musée militaire et maritime de Montréal — The Society of the Military and Maritime Museum of Montreal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1433-65

Société Petroval ltée
Petroval Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Valentino Brunelli, représentant, Lucille Brunelli, ménagère, épouse séparée de biens dudit Valentino Brunelli, tous deux de 10352, Clark, Montréal, et Jacques Brunet, avocat, 3310, Place de Léry, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Société Petroval ltée — Petroval Corporation Ltd. », avec un capital divisé en 3,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1786-65

Spec Publication Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1965, constituant en corporation: Henri Quintal, vendeur et publiciste, 3425, rue Papineau, app. 306, Suzanne Fournier, comptable, célibataire majeure, 6697, rue de Vimy, tous deux de Montréal, et Alain Létourneau, avocat, 11813, rue de Tracy, Cartierville, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de publication, sous le nom de « Spec Publication Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1324-65

Sports Dorion inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, Roma Cousineau, 5652, Drake, tous deux de Montréal, et Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de sports, sous le nom de « Sports Dorion inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1433-65

Société Petroval ltée
Petroval Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Valentino Brunelli, representative, Lucille Brunelli, housewife, wife separate as to property of said Valentino Brunelli, both of 10352 Clark, Montreal, and Jacques Brunet, advocate, 3310 de Léry Place, Montreal, for the following purposes:

To deal in fuels and lubricants of all kinds, under the name of "Société Petroval ltée — Petroval Corporation Ltd.", with a total capital divided in 3,000 common shares without nominal value and 200 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1786-65

Spec Publication Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Quintal, salesman and publicist, 3425 Papineau St., Apt. 306, Suzanne Fournier, accountant, spinster of the full age of majority, 6697 de Vimy St., both of Montreal, and Alain Létourneau, advocate, 11813 de Tracy St., Cartierville, for the following purposes:

To operate a publication business, under the name of "Spec Publication Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1324-65

Sports Dorion inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, Roma Cousineau, 5652 Drake, both of Montreal, and Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in sports equipment, under the name of "Sports Dorion inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 111, rue St-Charles, Dorion, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1838-65

The head office of the company will be at 111 St-Charles Street, Dorion, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1838-65

Stationnement Rapide ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Jules Leavitt, avocat, 4001, Place Kindersley, Montréal, Michael Marchand, avocat, 6416, avenue Trans Island, Montréal, et Audrey Sutherland, secrétaire, veuve de John Sutherland, 1641, rue St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « Stationnement Rapide ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1831-65

Stationnement Rapide ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Leavitt, advocate, 4001 Kindersley, Place Montreal, Michael Marchand, advocate, 6416 Trans Island Avenue, Montreal, and Audrey Sutherland, secretary, widow of John Sutherland, 1641 St. Luke Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of "Stationnement Rapide ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $10 each and 3,800 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1831-65

Structural Exhibit Producers & Designers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: George Harol Macdonnell Campbell, conseil en Loi de la reine, 25, avenue Rosemont, Westmount, Harold Digby Clarke, 7920, chemin Kingsley, Côte-St-Luc, et Roger Stanley Ackman, 4575, Grand Boulevard, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Administrer, en général, un commerce de publicité, sous le nom de « Structural Exhibit Producers & Designers Ltd. », avec un capital divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1724-65

Structural Exhibit Producers & Designers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, insorporating: George Harold Macdonnell Campbell, Queen's Counsel, 25 Rosemount Avenue, Westmount, Harold Digby Clarke, 7920 Kingsley Road, Côte-St-Luc, and Roger Stanley Ackman, 4575 Grand Boulevard, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To generally conduct and advertising business, under the name of "Structural Exhibit Producers & Designers Ltd.", with a capital divided into 8,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1724-65

Sunrise Spring Developments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1965, constituant en corporation: John W. Finless, gérant, Jean E. Dinning, ménagère, épouse séparée de biens dudit John W. Finless, tous deux de 70, rue Geneva, Ottawa, province d'Ontario, et Donald O. McLean, comptable agréé, Aylmer, pour les objets suivants:

Sunrise Spring Developments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John W. Finless, manager, Jean E. Dinning, housewife, wife separate as to property of the John W. Finless, both of 70 Geneva Street, Ottawa, Province of Ontario, and Donald O. McLean, chartered accountant, Aylmer, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de développement, sous le nom de « Sunrise Spring Developments Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Aylmer, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1850-65

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Sunrise Spring Developments Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Aylmer, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1850-65

Sutton Place Restaurant Inc.
Restaurant Place Sutton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Maximilien Polak, avocat, 455, rue Craig ouest, Montréal, Doris Chazonoff, secrétaire, célibataire, 1412, Elizabeth, Chomedey, et Nicole Graf, secrétaire, célibataire, 3880, Linton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un restaurant et casse-croûte, sous le nom de « Sutton Place Restaurant Inc.— Restaurant Place Sutton inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1855-65

Sutton Place Restaurant Inc.
Restaurant Place Sutton inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maximilien Polak, advocate, 455 Craig Street West, Montreal, Doris Chazonoff, secretary, spinster, 1412 Elizabeth, Chomedey, and Nicole Graf, secretary, spinster, 3880 Linton, Montreal, for the following purposes:

To carry on a restaurant and snack bar business, under the name of "Sutton Place Restaurant Inc.— Restaurant Place Sutton inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1855-65

Textile Artcraft Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et conseil en Loi de la reine, Richard Boucher, agent d'immeubles, et Isabel Brodeur, secrétaire, fille majeure, tous trois de 1010, rue Ste-Catherine, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des substances synthétiques, drapeaux, articles pour pavoisements et autres semblables et en faire le commerce, sous le nom de « Textile Artcraft Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 37, rue Notre-Dame, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1719-65

Textile Artcraft Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Wolfson, advocate and Queen's Counsel, Richard Boucher, realtor, and Isabel Brodeur, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 1010 Ste-Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in synthetic substances and in flags, bunting and similar articles, under the name of "Textile Artcraft Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each, 1,500 class "A" preferred shares of $10 each and 2,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 37 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1719-65

J.-Albert Thibault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1965, constituant en corporation: Léon Thibault, Roland Thibault et Ange-

J.-Albert Thibault inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léon Thibault, Roland Thibault and Ange-Marie

Marie Thibault, marchands, de Port-Alfred, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de vêtements, sous le nom de « J.-Albert Thibault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 5514-64

Thibault, merchants, of Port-Alfred, for the following purposes:

The industry and business dealing in wearing apparel, under the name of "J.-Albert Thibault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 5514-64

Les Toitures Économiques inc. Economic Roofing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lattres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Raymond Lachapelle, ferblantier-couvreur, Rita Bilodeau, ménagère, épouse commune en biens dudit Raymond Lachapelle, tous deux de 10031, boulevard St-Michel, Jean-Guy Giguère, électricien, 5562, rue Ubald-Paquin, tous trois de Montréal-Nord, et Jean Robert, avocat, 6762, rue De Lorimier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ferblantiers-couvreurs, sous le nom de « Les Toitures Économiques inc. — Economic Roofing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10031, boulevard St-Michel, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1727-65

Les Toitures Économiques inc. Economic Roofing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Lachapelle, roofer, Rita Bilodeau, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Lachapelle, both from 10031, St-Michel Blvd., Jean-Guy Giguère, electrician, 5562 Ubald-Paquin St., all three from Montreal-North and Jean Robert, lawyer, 6762 De Lorimier St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as roofers, under the name of "Les Toitures Économiques inc. — Economic Roofing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10031 St-Michel Blvd., Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1727-65

John Trudel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1965, constituant en corporation: John Trudel, artiste commercial, 965, avenue Hartland, Outremont, Robert Gerard Sampson, avocat, 980, rue St-Aubin, St-Laurent, et Pauline Harriet Hutchins, secrétaire, fille majeure, 791, rue Dollard, Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'artistes commerciaux, sous le nom de « John Trudel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1788-65

John Trudel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Trudel, commercial artist, 965 Hartland Avenue, Outremont, Robert Gerard Sampson, advocate, 980 St. Aubin Street, St-Laurent, and Pauline Harriet Hutchins, secretary, spinster of the full age of majority, 791 Dollard Street, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business generally as commercial artists, under the name of "John Trudel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1788-65

Twinvestments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Twinvestments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Melvin Rothman, 638, avenue Roslyn, Westmount, Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, Daniel Miller, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, et Alan Golden, 4067, avenue Vendôme, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Twinvestments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1778-65

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melvin Rothman, 638 Roslyn Avenue, Westmount, Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, Daniel Miller, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, and Alan Golden, 4067 Vendôme Avenue, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Twinvestments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1778-65

Uniformes Modernes (Montréal) inc.
Modern Uniforms (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1965, constituant en corporation: Olivier Gauthier, avocat, 10420, rue Clark, Jean-Guy Rousseau, comptable agréé, 11190, rue Verville, et Marie-Andrée Bourassa, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de René Martel, 8825, boulevard Pie IX, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et toutes sortes d'uniformes et faire affaires comme buandiers et nettoyeurs, sous le nom de « Uniformes Modernes (Montréal) inc.— Modern Uniforms (Montreal) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1203-65

Uniformes Modernes (Montréal) inc.
Modern Uniforms (Montreal) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Olivier Gauthier, advocate, 10420 Clark Street, Jean-Guy Rousseau, chartered accountant, 11190 Verville Street, and Marie-Andrée Bourassa, secretary, wife contractually separate as to property of René Martel, 8825 Pie IX Boulevard, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing and all kinds of uniforms, and to act as laundrymen and cleaners, under the name of "Uniformes Modernes (Montréal) inc.— Modern Uniforms (Montreal) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1203-65

Village Service Station Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Marie Allain, ménagère, épouse judiciairement séparée de biens de Fernand Pilon, Nicole Pilon, secrétaire, célibataire majeure, toutes deux de 27, Victoria, Pointe-Claire, et Simone Pilon, vendeuse, célibataire majeure, 6984, De Lorimier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Village Service Station Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 275, Bord du Lac, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1742-65

Village Service Station Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marie Allain, housewife, wife judicially separate as to property of Fernand Pilon, Nicole Pilon, secretary, spinster, both from 27 Victoria, Pointe-Claire, et Simone Pilon, saleslady, spinster, 6984 De Lorimier, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles and to carry on as garage-keepers, under the name of "Village Service Station Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 275, Bord du Lac, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1742-65

Vimont buanderie automatique inc.
Vimont Automatic Laundry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Louis Abraham De Zwirek, conseil en Loi de la reine, 4850, Fulton, Montréal, Stephen Marcovitch, 2785, Maplewood, Montréal, et Lawrence Diner, 4085, Harvard, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une buanderie à vapeur et générale, sous le nom de « Vimont buanderie automatique inc. — Vimont Automatic Laundry Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1568, boulevard des Laurentides, Vimont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1779-65

Vimont buanderie automatique inc.
Vimont Automatic Laundry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Abraham De Zwirek, Queen's Counsel, 4850 Fulton, Montreal, Stephen Marcovitch, 2785 Maplewood, Montreal, and Lawrence Diner, 4085 Harvard, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a steam and general laundry, under the name of "Vimont buanderie automatique inc. — Vimont Automatic Laundry Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1568 Des Laurentides Boulevard, Vimont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1779-65

Waswanipi Inn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Germain Simard, avocat, Réginald Gauthier, assistant-comptable, et Léo Gauthier, comptable, tous trois de 760, 3e avenue, Val-d'Or, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Waswanipi Inn Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 760, 3e avenue, Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1708-65

Waswanipi Inn Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Germain Simard, lawyer, Réginald Gauthier, assistant-accountant and Léo Gauthier, accountant, all three from 760, 3rd avenue, Val d'Or, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurents, under the name of "Waswanipi Inn Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 760, 3rd avenue, Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1708-65

Leonard Wendman Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1965, constituant en corporation: Leonard Wendman, représentant de manufacturiers, Sandra Levine, ménagère, épouse séparée de biens dudit Leonard Wendman, tous deux de 5728, Eldridge, et David Kirshenblatt, avocat, 5636, Greenwood, tous trois de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Agir en qualité d'agents et représentants de manufacturiers, sous le nom de « Leonard Wendman Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 370 actions privilégiées catégorie « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5728, Eldridge, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Leonard Wendman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leonard Wendman, manufacturers' representative, Sandra Levine, housewife, wife separate as to property of the said Leonard Wendman, both of 5728 Eldridge, and David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood, all three of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To act as manufacturers' agents and representatives, under the name of "Leonard Wendman Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 2,000 class "A" preferred shares of $1 each and 370 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5728 Eldridge, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1714-65

Westbury Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Ivan Edward Phillips, avocat, 48, place Belvédère, Westmount, Eleanor Johnson, 5020, avenue Clanranald, et Nessie Borland, 1850, avenue Lincoln, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Westbury Holdings Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1682-65

Westgate Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Norbert Wehrle, courtier en immeubles, Gertrud Raschke, ménagère, épouse commune en biens dudit Norbert Wehrle, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 65, avenue des Érables, St-Hilaire, Steve Peizler, agent d'immeubles, et Klara Mandel, réceptionniste, épouse commune en biens dudit Steve Peizler, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 3305, Barclay, app. 6, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers d'immeubles, sous le nom de « Westgate Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1588-65

Westmount Medical Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1965, constituant en corporation: Melvin Salmon, 5570, avenue Pinedale, Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, 6077, avenue Wilderton, Montréal, tous deux avocats, et Gloria Grostern, secrétaire, célibataire, 5593, rue Plantagenet, Montréal, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1714-65

Westbury Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ivan Edward Phillips, advocate, 48 Belvedere Place, Westmount, Eleanor Johnson, 5020 Clanranald Avenue, and Nessie Borland, 1850 Lincoln Avenue, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Westbury Holdings Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1682-65

Westgate Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norbert Wehrle, real estate broker, Gertrud Raschke, housewife, wife common as to property of the said Norbert Wehrle, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 65 des Érables Avenue, St-Hilaire, Steve Peizler, real estate operator, and Klara Mandel, receptionist, wife common as to property of the said Steve Peizler, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 3305 Barclay, Apt. 6, Montreal, for the following purposes:

To act as real estate brokers and agents, under the name of "Westgate Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1588-65

Westmount Medical Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melvin Salmon, 5570 Pinedale Avenue, Côte-St-Luc, Moe Mosconetch, 6077 Wilderton Avenue, Montreal, both advocates, and Gloria Grostern, secretary, spinster, 5593 Plantagenet Street, Montreal, for the following purposes:

Administrer et exploiter un centre médical, sous le nom de « Westmount Medical Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5025, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1785-65

To administer and operate a medical center, under the name of "Westmount Medical Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 5025 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1785-65

Lettres patentes supplémentaires

Aero Hydraulics Corporation
La Corporation Aero Hydraulique

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour d'avril 1965, à la compagnie « Aero Hydraulics Corporation », constituée par lettres patentes en date du 4e jour d'août 1961, 1° changeant son nom en celui de « Aero Hydraulics Corporation — La Corporation Aero Hydraulique »; 2° augmentant son capital de 10,000 actions sans valeur nominale ou au pair à 20,000 actions sans valeur nominale ou au pair, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 13981-61 — 1271/48

Alloy Manufacturing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour d'avril 1965, à la compagnie « Alloy Manufacturing Ltd. », 1° convertissant ses 1,504 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de $10 chacune en 1,504 actions ordinaires émises sans aucune valeur nominale ou au pair et ses 296 actions ordinaires non-émises de $10 chacune en 296 actions ordinaires sans aucune valeur nominale ou au pair; 2° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1518-63 — 1270/14

Associated Paper Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1965, à la compagnie « Associated Paper Mills Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 2820-38 — 1271/4

Supplementary Letters Patent

Aero Hydraulics Corporation
La Corporation Aero Hydraulique

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Aero Hydraulics Corporation", incorporated by letters patent dated the 4th day of August, 1961, 1. changing its name to that of "Aero Hydraulics Corporation — La Corporation Aero Hydraulique"; 2. increasing its capital from 10,000 shares without nominal or par value to 20,000 shares without nominal or par value, the additional capital stock being divided into 10,000 shares without nominal or par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 13981-61 — 1271/48

Alloy Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Alloy Manufacturing Ltd.", 1. converting its 1,504 issued common shares of the par value of $10 each into 1,504 issued common shares without any nominal or par value and its 296 unissued common shares of $10 each into 296 common shares without any nominal or par value; 2. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 6,000 common shares without par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1518-63 — 1270/14

Associated Paper Mills Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Associated Paper Mills Ltd.", modifying the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 2820-38 — 1271/4

Barnabe Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour d'avril 1965, à la compagnie « Barnabe Motors Ltd. », 1° convertissant ses 1,000 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $10 chacune en 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° convertissant ses 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune en 15,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune; 3° augmentant son capital de $210,000 à $210,166, le capital-actions additionnel étant divisé en 166 actions privilégiées catégorie « C » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 12329-54 — 1269/109

Barnabe Motors Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Barnabe Motors Ltd.", 1. converting its 1,000 prior preferred shares of the par value of $10 each into 1,000 class "A" preferred shares of the par value of $10 each; 2. converting its 15,000 preferred shares of the par value of $10 each into 15,000 class "B" preferred shares of the par value of $10 each; 3. increasing its capital from $210,000 to $210,166, the additional capital stock being divided into 166 class "C" preferred shares of the par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 12329-54 — 1269/109

Bas-Mart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour d'avril 1965, à la compagnie « Bas-Mart Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 14961-61 — 1270/15

Bas-Mart Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bas-Mart Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 14961-61 — 1270/15

Better Built Cloak Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour d'avril 1965, à la compagnie « Better Built Cloak Co. Limited » 1° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant son capital de $75,000 à $120,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 3127-44 — 1270/83

Better Built Cloak Co. Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Better Built Cloak Co. Limited", 1. modifying certain provisions of its letters patent; 2. increasing its capital from $75,000 to $120,000, the additional capital stock being divided into 4,500 preferred shares of the par value of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 3127-44 — 1270/83

Casualty Adjustment Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26e jour de mars 1965, à la compagnie « Casualty Adjustment Company Limited », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 7747-53 — 1269/110

Casualty Adjustment Company Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Casualty Adjustment Company Limited", modifying the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 7747-53 — 1269/110

Chez Ercole inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Chez Ercole inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary let-

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour d'avril 1965, à la compagnie « Chez Pasquali inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de mars 1965, changeant son nom en celui de « Chez Ercole inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1320-65 — 1270/55

Citadel Plumbing & Heating Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour d'avril 1965, à la compagnie « Citadel Plumbing & Heating Corp. », augmentant son capital de $10,000 à $310,000, le capital-actions additional étant divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 11518-62 — 1271/53

Copy Cats Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour d'avril 1965, à la compagnie « Lew Shedlack (1962) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de janvier 1963, changeant son nom en celui de « Copy Cats Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 143-63 — 1270/1

Coronet Sportswear Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1965, à la compagnie « Coronet Sportswear Mfg. Ltd. », changeant ses 500 actions privilégiées de $100 chacune en 500 actions privilégiées catégorie « A » de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $75,000 à $275,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 47678-53 — 1271/11

La Corporation des premiers jeux d'hiver canadiens inc.
Canadian First Winter Games Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26e jour d'avril 1965, à la

ters patent, bearing date the 5th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Chez Pasquali inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of March, 1965, changing its name to that of "Chez Ercole inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1320-65 — 1270/55

Citadel Plumbing & Heating Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Citadel Plumbing & Heating Corp.", increasing its capital from $10,000 to $310,000, the additional capital stock being divided into 3,000 preferred shares of a par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 11518-62 — 1271/53

Copy Cats Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lew Shedlack (1962) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 9th day of January, 1963, changing its name to that of "Copy Cats Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 143-63 — 1270/1

Coronet Sportswear Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Coronet Sportswear Mfg. Ltd.", changing its 500 preferred shares of $100 each into 500 class "A" preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital from $75,000 to $275,000, the additional capital stock being divided into 2,000 class "B" preferred shares of the par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 47678-53 — 1271/11

La Corporation des premiers jeux d'hiver canadiens inc.
Canadian First Winter Games Association Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Société

« Société des premiers jeux d'hiver du Canada inc.— Canadian First Winter Games Association Inc. », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17e jour d'avril 1963, 1° changeant son nom en celui de « La Corporation des premiers jeux d'hiver canadiens inc.— Canadian First Winter Games Association Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1447-63 — 1271/55

des premiers jeux d'hiver du Canada inc.— Canadian First Winter Games Association Inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of April, 1963, 1. changing its name to that of "La Corporation des premiers jeux d'hiver canadiens inc.— Canadian First Winter Games Association Inc.", 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1447-63 — 1271/55

Corporation d'Expansion Financière

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de mars 1965, à la « Corporation d'Expansion Financière », 1° refondant ses 1,000,000 d'actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune en 100,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune; 2° modifiant les droits afférents aux actions privilégiées; 3° augmentant son capital de $8,987,500 à $16,500,000, le capital-actions additionel étant divisé en 612,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $9 chacune et en 200,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 13300-57 — 1270/49

Corporation d'Expansion Financière

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Corporation d'Expansion Financière", 1. consolidating its 1,000,000 preferred shares of a nominal value of $1 each into 100,000 preferred shares of a nominal value of $10 each; 2. modifying the afferent rights to the preferred shares; 3. increasing its capital from $8,987,500 to $16,500,000, the additional capital stock being divided into 612,500 common shares of a nominal value of $9 each and into 200,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th, day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 13300-57 — 1270/49

Floriculture Laurentide inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour d'avril 1965, à la compagnie « Floriculture La Haye ltée », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de mai 1950, changeant son nom en celui de « Floriculture Laurentide inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 4415-50 — 1270/2

Floriculture Laurentide inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Floriculture La Haye ltée", incorporated by letters patent dated the 27th day of May, 1950, changing its name to that of "Floriculture Laurentide inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 4415-50 — 1270/2

Fontaine & Lavoie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1965, à la compagnie « Fontaine & Lévesque inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de juillet 1952, changeant son nom en celui de « Fontaine & Lavoie inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 9842-52 — 1271/18

Fontaine & Lavoie inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Fontaine & Lévesque inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of July, 1952, changing its name to that of "Fontaine & Lavoie inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 9842-52 — 1271/18

Industrial Life Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Industrial Life Holding Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour de mars 1965, à la compagnie « Industrial Life Holding Ltd. », réduisant son capital de $20,000,000 à $9,500,000, le capital-actions annulé étant divisé en 105,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 14196-61 — 1270/30

letters patent, bearing date the 19th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Industrial Life Holding Ltd.", reducing its capital from $20,000,000 to $9,500,000, the annulled capital stock being divided into 105,000 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 14196-61 — 1270/30

J.-C. Martel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour d'avril 1965, à la compagnie « Northwood Lumber Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de novembre 1954, changeant son nom en celui de « J.-C. Martel inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 12852-54 — 1270/67

J.-C. Martel inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Northwood Lumber inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of November, 1954, changing its name to that of "J.-C. Martel inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 12852-54 — 1270/67

Metrocan Leasing Limited

Avis est donné que'n vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour d'avril 1965, à la compagnie « Metrocan Leasing Limited », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 14460-60 — 1269/125

Metrocan Leasing Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Metrocan Leasing Limited", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 14460-60 — 1269/125

Ant. Morel & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour d'avril 1965, à la compagnie « Ant. Morel & fils ltée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 6036-48 — 1269/126

Ant. Morel & fils ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ant. Morel & fils ltée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 6036-48 — 1269/126

Motel Chez Tony inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour de décembre 1963, à la compagnie « Motel Chez Tony inc. », 1° réduisant son capital de $40,000 à $12,000, le capital-actions annulé étant divisé en 800 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune; 2° convertissant ses 1,000 actions privilégiées émises de $10 chacune en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune; 3° augmentant son capital de $12,000

Motel Chez Tony inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Qiebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Motel Chez Tony inc.", 1. reducing its capital from $40,000 to $12,000, the annulled capital stock being divided into 800 common shares of $10 each and onto 2,000 preferred shares of $10 each; 2. concerting its 1,000 preferred shares issued at $10 each into 1,000 preferred shares class "B" of $10 each; 3. increasing its capital from $12,000 to $50,000, the additional capital

à $50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 2276-63 — 1270-37

Les Placements Rochette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour d'avril 1965, à la compagnie « Charcuterie Hygiénique inc. — Hygienic Delicatessen Inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour d'août 1960, 1° changeant son nom en celui de « Les Placements Rochette inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 13710-60 — 1269/131

Les Placements Tétrault inc.
Tétrault Holding Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1965, à la compagnie « Den-Mar Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de février 1958, changeant son nom en celui de « Les Placements Tétrault inc. — Tétrault Holding Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 10533-58 — 1271/31

Potvin & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour d'avril 1965, à la compagnie « Potvin & fils inc. », 1° convertissant ses 300 actions ordinaires de $100 chacune en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $40,000 à $90,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 390-65 — 1270/75

Publicité Chomedey inc.
Chomedey Advertising Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour d'avril 1965, à la compagnie « Publicité Chomedey inc. — Chomedey Advertising Inc. », augmentant son capital de $5,000 à $40,000, le capital-actions

stock being divided into 800 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares class "A" of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day fo April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 2276-63 — 1270/37

Les Placements Rochette inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Charcuterie Hygiénique inc. — Hygienic Delicatessen Ltd.", incorporated by letters patent dated the 29th day of August, 1960, 1. changing its name to that of "Les Placements Rochette inc.", 2. modifying its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 13710-60 — 1269/131

Les Placements Tétrault inc.
Tétrault Holding Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Den-Mar Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of February, 1958, changing its name to that of "Les Placements Tétrault inc. — Tétrault Holding Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11925 10533-58 — 1271/31

Potvin & fils inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Potvin & fils inc.", 1. converting its 300 common shares of $100 each into 300 preferred shares of a par value of $100 each; 2. increasing its capital stock from $40,000 to $90,000, the additional share capital being divided into 500 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 390-65 — 1270/75

Publicité Chomedey inc.
Chomedey Advertising Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of April 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Publicité Chomedey inc. — Chomedey Advertising Inc.", increasing its capital from $5,000 to $40,000, the additional capital stock being

additionnel étant divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 1596-64 — 1270/100

divided into 500 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 1596-64 — 1270/100

Puretest Dairy Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour d'avril 1965, à la compagnie « Puretest Dairy Limited », 1° diminuant son capital de $200,000 à $155,000, le capital-actions annulé étant divisé en 4,500 actions ordinaires non-émises d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° changeant et subdivisant ses 500 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de $10 chacune en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° changeant et subdivisant ses 5,000 actions privilégiées non-émises catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune en 160,000 actions privilégiées catégorie « B » sans valeur au pair; 4° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 14625-60 — 1270/41

Puretest Dairy Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Puretest Dairy Limited", 1. reducing its capital from $200,000 to $155,000, the capital stock annulled being divided into 4,500 unissued common shares of a par value of $10 each; 2. changing and subdividing its 500 issued common shares of the par value of $10 each into 40,000 common shares without par value; 3. changing and subdividing its 5,000 unissued class "B" preferred shares of a par value of $10 each into 160,000 preferred shares class "B" without par value; 4. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 7,000 class "A" preferred shares of a par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 14625-60 — 1270/41

Racine Snack-Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour d'avril 1965, à la compagnie « Racine Snack-Bar Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 908-64 — 1269/134

Racine Snack-Bar Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Racine Snack-Bar Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 908-64 — 1269/134

Redpath Insurance Agencies Ltd.
Agences d'assurance Redpath ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour d'avril 1965, à la compagnie « Redpath Insurance Agencies Ltd. — Agences d'assurance Redpath ltée », augmentant son capital de $25,000 à $50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions d'une valeur au pair de $5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 6582-47 — 1269/135

Redpath Insurance Agencies Ltd.
Agences d'assurance Redpath ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Redpath Insurance Agencies Ltd. — Agences d'assurance Redpath ltée", increasing its capital from $25,000 to $50,000, the additional capital stock being divided into 5,000 shares of the par value of $5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 6582-47 — 1269/135

Regent Equipment & Paving Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Regent Equipment & Paving Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April,

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour d'avril 1965, à la compagnie « Regent Equipment Leasing Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « Regent Equipment & Paving Corp. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 133-64 — 1270/4

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour d'avril 1965, à la compagnie « Regent Equipment Leasing Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « Regent Equipment & Paving Corp. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 133-64 — 1270/4

Rosenbloom Paper Supply Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1965, à la compagnie « Rosenbloom Paper Supply Co. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 2826-38 — 1270/139

Rosenbloom Paper Supply Co.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Rosenbloom Paper Supply Co.", modifying the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 2826-38 — 1270/139

Rubenstein Bros. Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour d'avril 1965, à la compagnie « Rubenstein Bros. Co. Inc. », 1° convertissant et consolidant ses 8,000 actions priviélgiées d'une valeur au pair de $5 chacune en 400 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $40,000 à $540,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,900 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 11035-59 — 1270/140

Rubenstein Bros. Co. Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Rubenstein Bros. Co. Inc.", 1. converting and consolidating its 8,000 preferred shares of the par value of $5 each into 400 class "A" preferred shares of the par value of $100 each; 2. increasing its capital from $40,000 to $540,000, the additional capital stock being divided into 4,900 class "A" preferred shares of the par value of $100 each and into 10,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 11035-59 — 1270/140

St. Roberts Metals Corporation (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi dex compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour d'avril 1965, à la compagnie « St. Roberts Metals Corporation » (No Personal Liability), augmentant son capital de $4,000,000 à $6,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000,000 d'actions ordinaires de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 9811-52 — 1270/79

St. Roberts Metals Corporation (No Personal Liability)

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "St. Roberts Metals Corporation" (No Personal Liability), increasing its capital from $4,000,000 to $6,000,000, the additional capital stock being divided into 2,000,000 common shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 9811-52 — 1270/79

Edward Saykaly Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

Edward Saykaly Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, beating date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-

mentaires, en date du 20e jour d'avril 1965, à la compagnie « Edward Saykaly Inc. », 1° changeant ses 1,300 actions privilégiées de $100 chacune en 1,300 actions privilégiées catégorie « B » de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $150,000 à $400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées catégorie « A » de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 10291-60 — 1271/38

Governor of the Province of Quebec, to "Edward Saykaly Inc.". 1. changing its 1,300 preferred shares of $100 each into 1,300 class "B" preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital from $150,000 to $400,000, the additional capital stock being divided into 2,500 class "A" preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 10291-60 — 1271/38

Solocat inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour d'avril 1965, à la compagnie « Solocat inc. », 1° modifiant les droits afférents aux actions ordinaires et privilégiées existantes; 2° refondant ses 4,500 actions privilégiées de $10 chacune et les 1,000 actions ordinaires de $5 chacune en 50,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune; 3° augmentant son capital de $50,000 à $1,800,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 250,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et en 500,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $3 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 592-64 — 1270/44

Solocat inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Solocat inc.", 1. amending the rights attached to existing common and preferred shares; 2. consolidating its 4,500 preferred shares of $10 each and the 1,000 common shares of $5 each into 50,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each; 3. increasing its capital stock from $50,000 to $1,800,000, the additional share capital being divided into 250,000 class "B" shares of a par value of $1 each and 500,000 class "A" shares of a nominal value of $3 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 592-64 — 1270/44

Summerhill Park Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1965, à la compagnie « Beacon Hill Development Corp. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 8e jour de mars 1965, changeant son nom en celui de « Summerhill Park Development Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 1032-65 — 1271/42

Summerhill Park Development Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Beacon Hill Development Corp.", incorporated by letters patent dated the 8th day of March, 1965, changing its name to that of "Summerhill Park Development Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 1032-65 — 1271/42

Action en séparation de biens

Lachapelle *vs* Gauthier

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 682 396. Dame Aldea Lachapelle, épouse commune en biens de Lionel Gauthier, des cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* Lionel Gauthier, chauffeur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 13e jour de mai 1965.

Montréal, le 17 mai 1965.

YVAN MERCURE, C.R.
170 est rue Dorchester, Montréal. 10943-o

Action for separation as to property

Lachapelle *vs* Gauthier

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 682 396. Dame Aldea Lachapelle, wife common as to property of Lionel Gauthier, of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* Lionel Gauthier, driver, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 13th day of May 1965.

Montreal, May 17, 1965.

YVAN MERCURE, Q.C.
170 Dorchester St. East, Montreal. 10943-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 869

Québec, le 4 mai 1965.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'octroi d'une subvention pour la construction ou l'équipement d'une laiterie de ferme.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi visant à améliorer la qualité du lait destiné à la fabrication, sanctionnée le 8 avril 1965, soit édicté le règlement, dont texte ci-joint, intitulé: « Règlement relatif à l'octroi d'une subvention pour la construction ou l'équipement d'une laiterie de ferme ».

JACQUES PRÉMONT,
Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

Règlement realtif à l'octroi d'une subvention pour la construction ou l'équipement d'une laiterie de ferme

1. Le présent règlement a pour but de déterminer, sous le régime de la Loi visant à améliorer la qualité du lait destiné à la fabrication, les conditions de l'octroi d'une subvention pour la construction ou l'équipement d'une laiterie de ferme.

2. Seul peut bénéficier de la subvention l'agriculteur:

1° Qui habite en permanence une ferme d'au moins dix arpents en superficie et dont la culture ou l'exploitation pour des fins connexes à l'agriculture est sa principale occupation;

2° Qui livre à un fabricant de produits laitiers, exclusivement pour fin de fabrication, le lait ou la crème provenant de son troupeau.

3. Cet agriculteur peut bénéficier, aux conditions fixées ci-après, soit d'une subvention de cinq cents dollars pour la construction d'une laiterie, soit d'une subvention de quatre cents dollars pour l'achat et l'installation dans sa laiterie d'un bassin réfrigérant ou d'un refroidisseur à bidons.

4. Nul n'a droit de recevoir plus d'une subvention en vertu du présent règlement.

Nul n'a droit de recevoir la subvention si la construction de la laiterie ou l'achat du bassin réfrigérant ou du refroidisseur à bidons a été effectué avant le 1er avril 1965.

Nul n'a droit de recevoir une subvention pour la reconstruction d'une laiterie, si une subvention a déjà été accordée pour la construction de la laiterie à reconstruire.

Nul n'a droit de recevoir une subvention pour l'achat et l'installation dans une laiterie d'un bassin réfrigérant ou d'un refroidisseur à bidons, si une subvention a déjà été accordée pour la construction de cette laiterie ou pour l'achat et l'installation dans cette laiterie d'un bassin réfrigérant ou d'un refroidisseur à bidons.

5. L'agriculteur peut obtenir une subvention de cinq cents dollars pour la construction d'une laiterie conforme aux normes suivantes:

1° La laiterie doit être suffisamment spacieuse pour répondre aux besoins de la ferme laitière et avoir au moins douze pieds de largeur et quatorze pieds de longueur;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 869

Quebec, May 4, 1965.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the granting of a subsidy for the construction or equipment of a farm dairy.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT, pursuant to the provisions of the Act to improve the quality of milk for manufacturing, assented to on April 8, 1965, the regulations, the text of which is annexed hereto, entitled: Regulations relative to the granting of a subsidy for the construction or equipment of a farm dairy", be enacted.

JACQUES PRÉMONT,
Associate Clerk of the Executive Council.

Regulation relative to the granting of a subsidy for the construction or equipment of a farm dairy

1. The purpose of the present regulations is to determine, pursuant to the Act to improve the quality of milk for manufacturing, the conditions on which a subsidy is issued for the construction or equipment of a farm dairy.

2. The only one who may benefit from the subsidy is the farmer:

(1) Who lives permanently on a farm at least ten arpents in area, and whose principal occupation is the cultivation thereof or the use thereof for purposes relating to agriculture;

(2) Who delivers, exclusively for manufacturing purposes, milk or cream from his herd to a manufacturer of dairy products.

3. This farmer may benefit, on the conditions fixed below, either from a subsidy of five hundred dollars for the construction of a dairy, or from a subsidy of four hundred dollars for the purchase and installation in his dairy of a bulk milk cooling tank or a can cooling tank.

4. Under the present regulations, no one has the right to receive more than one subsidy.

No one has the right to receive the subsidy if the dairy was constructed or the bulk tank or can cooling tank purchased before April 1, 1965.

No one has the right to receive a subsidy for the reconstruction of a dairy, if a subsidy was already granted for the construction of such dairy.

No one has the right to receive a subsidy for the purchase and installation in a dairy of a bulk tank or can cooling tank, if a subsidy was already granted for the construction of said dairy or for the purchase and installation in the dairy of a bulk tank or can cooling tank.

5. The farmer may obtain a subsidy of five hundred dollars for the construction of a dairy in compliance with the following standards:

(1) The dairy must be sufficiently spacious to fulfil the needs of the dairy farm, and measure at least twelve feet in width and fourteen feet in length;

2° Elle doit être conforme aux indications des plans et devis fournis par le ministre;

3° Elle doit être isolée de la vacherie et de toute habitation ou autre local, être éloignée de tout lieu insalubre et être à l'abri de tout danger de contamination;

4° Elle doit avoir un bon éclairage diurne et norturne, être bien aérée et ventilée, être bien pourvue en eau courante et potable et être munie d'un bon système de drainage;

5° Elle doit être munie de tous les moyens nécessaires à la conservation du lait et des autres produits laitiers, au dépôt et au nettoyage du matériel laitier de la ferme;

6° Tous les matériaux employés doivent être neufs et de bonne qualité.

6. L'agriculteur qui possède une laiterie conforme aux normes prévues à l'article 5 peut obtenir une subvention de quatre cents dollars pour l'achat et l'installation dans sa laiterie d'un bassin réfrigérant d'une capacité d'au moins cent gallons ou d'un refroidisseur pouvant contenir au moins quatre bidons d'une capacité de huit gallons chacun.

Ce bassin ou ce refroidisseur doit être neuf, de bonne qualité et d'une capacité suffisante pour contenir la production laitière de la ferme entre chaque livraison de cette production.

7. L'agriculteur qui désire bénéficier de la subvention doit soumettre une demande à cette fin, suivant une formule fournie par le ministre, et donner tous les renseignements requis pour justifier sa demande.

Il doit attendre que sa demande soit agréée par le ministre avant de procéder à la construction de la laiterie ou, suivant le cas, à l'achat et à l'installation du bassin réfrigérant ou du refroidisseur.

L'agrément est donné par écrit par le ministre ou son préposé.

8. L'agriculteur n'a droit de recevoir la subvention qu'après avoir satisfait aux exigences du présent règlement et avoir démontré:

a) Dans le cas de la construction d'une laiterie, que celle-ci est conforme aux normes prescrites;

b) Dans le cas de l'achat et de l'installation d'un bassin réfrigérant ou d'un refroidisseur, que ce bassin ou ce refroidisseur est conforme aux normes prescrites, qu'il a été installé dans sa laiterie suivant les règles de l'art et que le prix d'achat en a été acquitté par l'agriculteur.

Il doit produire une demande de paiement, suivant une formule fournie par le ministre, ainsi que tout document ou renseignement requis pour justifier sa demande.

9° Quiconque fait une fausse déclaration perd tout droit à la subvention.

Quiconque reçoit la subvention sans droit est tenu de la rembourser.

10750-o

(2) It must comply with the indications of the plans and specifications supplied by the Minister;

(3) It must be isolated from the cow-house and any dwelling or other building, be remote from any insanitary place and sheltered from any danger of contamination;

(4) It must be well lit, day and night, be well aired and ventilated, be well provided with running and drinking water, and be equipped with a good drainage system;

(5) It must be equipped with all the means necessary to preserve milk and other dairy products, to store and clean dairy material on the farm;

(6) All materials used must be new and of good quality.

6. The farmer who owns a dairy which complies with the standards prescribed in section 5 may obtain a subsidy of four hundred dollars for the purchase and installation in his dairy of a bulk tank having a capacity of at least one hundred gallons, or a cooler which can hold at least four cans having a capacity of eight gallons each.

This bulk tank or cooler must be new, of good quality and large enough to be able to hold the dairy production of the farm between successive deliveries.

7. The farmer who wishes to benefit from the subsidy must submit a request for this purpose, according to the form supplied by the Minister, and give all the information required to justify his request.

He must wait for his request to be approved by the Minister before proceeding to construct the dairy or, as the case may be, to purchase and install the bulk tank or cooler.

Approval is given in writing by the Minister or his agent.

8. The farmer may receive the subsidy only after he has fulfilled the requirements of the present regulations and has shown:

(*a*) In the case of construction of a dairy, that it complies with the prescribed standards;

(*b*) In the case of purchase and installation of a bulk tank or cooler, that this bulk tank or cooler complies with the prescribed standards, that it was installed in his dairy according to professional standards, and that the purchase price was paid by the farmer.

He must produce a request for payment, according to the form supplied by the Minister, as well as any document or information required to justify his request.

9. Whosoever makes a false declaration loses all right to the subsidy.

Whosoever receives the subsidy without having a right thereto is obliged to repay it.

10750

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 870

Québec, le 4 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le paiement d'une prime pour le lait destiné à la fabrication.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi visant à augmenter le revenu des producteurs de lait destiné à la fabrication, sanctionnée le 8 avril 1965, soit édicté le règlement, dont le

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 870

Quebec, May 4, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the payment of a premium for milk for manufacturing.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT, pursuant to the provisions of the Act to increase the income of producers of milk for manufacturing, assented to on April 8, 1965, the regulations, the text of which is annexed hereto,

texte ci-joint intitulé: « Règlement relatif au paiement d'une prime pour le lait destiné à la fabrication ».

JACQUES PRÉMONT,
Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

Règlement relatif au paiement d'une prime pour le lait destiné à la fabrication

1. Le présent règlement a pour but de déterminer, sous le régime de la Loi visant à augmenter le revenu des producteurs de lait destiné à la fabrication, les conditions de paiement d'une prime pour le lait destiné à la fabrication.

2. Seul peut bénéficier de la prime l'agriculteur:

1° Qui habite en permanence une ferme d'au moins dix arpents en superficie et dont la culture ou l'exploitation pour des fins connexes à l'agriculture est sa principale occupation;

2° Qui livre à un fabricant de produits laitiers, exclusivement pour fin de fabrication, le lait ou la crème provenant de son troupeau.

3. Cet agriculteur peut, à compter du 1er avril 1965, bénéficier de la prime ci-après mentionnée pour chaque livre de gras contenue dans le lait ou la crème provenant de son troupeau, qu'il livre au fabricant de produits laitiers.

La prime est de cinq cents par livre de gras du produit livré du 1er avril au 30 septembre de chaque année et de dix cents par livre de gras du produit livré du 1er octobre au 31 mars de chaque année.

4. Nul n'a droit de recevoir la prime pour plus de 5,300 livres de gras pendant les douze mois commençant le 1er octobre de chaque année, à compter du 1er octobre 1965.

Nul n'a droit de recevoir la prime s'il livre du lait ou de la crème provenant de son troupeau à une personne autre qu'un fabricant de produits laitiers ou pour une fin autre qu'une fin de fabrication.

5. Le ministre de l'agriculture et de la colonisation peut payer la prime directement au bénéficiaire ou par l'intermédiaire du fabricant.

Il peut à cette fin faire toute entente avec le fabricant et déterminer les conditions dans lesquelles se fera la remise de la prime par le fabricant au bénéficiaire.

Il peut en tout temps mettre fin à l'entente au moyen d'un préavis de huit jours.

6. Le bénéficiaire de la prime doit, dans tous les cas, produire une demande de paiement de la prime, suivant une formule fournie par le ministre, ainsi que tout document ou renseignement requis pour justifier sa demande.

Dans le cas du paiement de la prime par l'intermédiaire du fabricant, le bénéficiaire a un délai de trente jours, après réception de la formule, pour produire sa demande.

7. Le fabricant qui sert d'intermédiaire doit produire au moins une fois par mois, suivant une formule fournie par le ministre, la liste des bénéficiaires qui lui ont livré leur produit, ainsi que tout renseignement requis pour déterminer l'identité du bénéficiaire de la prime et le montant de la prime revenant à celui-ci.

Il doit faire remise de la prime au bénéficiaire, s'il ne l'a pas déjà fait, dans les trente jours de la réception du paiement effectué par le gouvernement.

Le fabricant doit, en outre, lors de la remise de la prime au bénéficiaire, lui donner par écrit des indications suffisantes pour déterminer le montant de la prime qui lui revient, et tenir une

entitled: "Regulations relative to the payment of a premium for milk for manufacturing", be enacted.

JACQUES PRÉMONT,
Associate Clerk of the Executive Council.

Regulations relative to the payment of a premium for milk for manufacturing

1. The purpose of the present regulations is to determine, pursuant to the Act to increase the income of producers of milk for manufacturing, conditions for payment of a premium for milk manufacturing.

2. The only one who may benefit from the premium is the farmer:

(1) Who lives permanently on a farm at least ten arpents in area, and whose principal occupation is the cultivation thereof or the use thereof for purposes relating to agriculture;

(2) Who delivers, exclusively for manufacturing purposes, milk or cream from his herd to a manufacturer of dairy products.

3. This farmer may benefit, from the 1st of April, 1965, from the premium hereinafter mentioned, for each pound of fat contained in milk or cream from his herd, which he delivers to the manufacturer of dairy products.

The premium is five cents per pound of fat of the product delivered from April 1 to September 30 of each year and ten cents per pound of fat of the product delivered from October 1 to March 31 of each year.

4. No one has the right to receive the premium for more than 5,300 pounds of fat during the twelve months starting October 1 of each year, from the 1st of October, 1965.

No one has the right to receive the premium if he delivers milk or cream from his herd to someone other than a manufacturer of dairy products or for a purpose other than manufacturing.

5. The Minister of Agriculture and Colonization may pay the premium to the beneficiary himself or by the intermediary of the manufacturer.

The Minister may, for this purpose, make any agreement with the manufacturer to determine the conditions in which the remittance of the premium will be made by the manufacturer to the beneficiary.

The Minister may, at any time, end the agreement by means of an eight-day previous notice.

6. The beneficiary of the premium must, in every case, produce a request for the payment of this premium, according to a form supplied by the Minister, as well as any document or information needed to justify his request.

In the case of the payment of the premium by the intermediary of the manufacturer, the beneficiary has a thirty-day delay, after receipt of the form, to send his request.

7. The manufacturer who serves as an intermediary must produce at least once a month, according to a form supplied by the Minister, the list of beneficiaries who delivered their products, as well as all information required to determine the identity of the beneficiary of the premium and the amount of premium coming to him.

He must remit the premium to the beneficiary, if he has not already done so, within thirty days of receipt of payment effected by the government.

Furthermore, at the time of the remittance of the premium to the beneficiary, the manufacturer must give him, in writing, sufficient indications to determine the amount of the premium

copie de ce document à la disposition du ministre ou de son préposé pendant au moins un an après la date de la remise de la prime au bénéficiaire.

8. Quiconque fait une fausse déclaration perd tout droit à la prime.

Quiconque reçoit la prime sans droit, que ce soit directement du gouvernement ou par l'intermédiaire du fabricant, est tenu de la rembourser au gouvernement.

Le fabricant est également tenu de rembourser au gouvernement le montant qu'il en a reçu, s'il fait défaut de remettre ce montant au bénéficiaire.

10750-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 871

Québec, le 4 mai 1965.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le paiement d'une prime pour les agneaux abattus.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi visant à améliorer la qualité des agneaux à la ferme, sanctionnée le 8 avril 1965, soit édicté le règlement, dont texte ci-joint, intitulé: « Règlement relatif au paiement d'une prime pour les agneaux abattus ».

JACQUES PRÉMONT,
Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

Règlement relatif au paiement d'une prime pour les agneaux abattus

1. Le présent règlement a pour but de déterminer, sous le régime de la Loi visant à améliorer la qualité des agneaux à la ferme, les conditions de paiement d'une prime pour les agneaux abattus.

2. Seul peut bénéficier de la prime l'agriculteur qui habite en permanence une ferme d'au moins dix arpents en superficie et dont la culture ou l'exploitation pour des fins connexes à l'agriculture est sa principale occupation.

3. Cet agriculteur peut bénéficier de la prime ci-après mentionnée pour chaque agneau:

a) qui provient de son troupeau;

b) qui est abattu par l'exploitant d'un abattoir qui satisfait aux exigences du présent règlement.

La prime est de trois dollars pour un agneau conforme aux normes de la classe 1 ou 2 de la catégorie de Choix et de deux dollars pour un agneau conforme aux normes de la classe 1 ou 2 de la catégorie Bon, selon les normes alors applicables au classement des agneaux abattus, sous le régime de la Loi sur les normes des produits agricoles du Canada.

4. Satisfait aux exigences du présent règlement:

a) tout abattoir où le classement des agneaux abattus se fait sous le régime de la Loi sur les normes des produits agricoles du Canada;

b) tout abattoir où un inspecteur désigné à cette fin par le ministre détermine les agneaux abattus qui sont conformes aux normes prévues à l'article 3.

5. Nul n'a droit de recevoir la prime pour un agneau abattu avant le 1er avril 1965.

6. Pour avoir droit à la prime, l'agriculteur doit démontrer qu'il s'est conformé aux dispositions

which is coming to him, and to keep copy of this document at the disposal of the Minister or his agent during at least a year after the date of the remittance of the premium to the beneficiary.

8. Whoever makes a false statement loses all right to the premium.

Whoever receives a premium without having a right to it, either directly from the government or through the intermediary of the manufacturer, must refund it to the government.

The manufacturer must also refund to the government the amount he received therefrom if he fails to remit this amount to the beneficiary.

10750

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 871

Quebec, May 4, 1965.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the payment of a premium for slaughtered lambs.

IT IS ORDAINED, upon the recommandation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT, pursuant to the provisions of the Act to improve the quality of lambs on the farm, assented to on April 8, 1965, the regulations, the text of which is annexed hereto, entitled: "Regulations relative to the payment of a premium for slaughtered lambs", be enacted.

JACQUES PRÉMONT,
Associate Clerk of the Executive Council.

Regulations relative to the payment of a premium for slaughtered lambs

1. The purpose of these regulations is to determine under the Act to improve the quality of lambs on the farm, payment conditions for a premium for slaughtered lambs.

2. Only the farmer who lives permanently on a farm at least ten arpents in area and whose principal occupation is the cultivation thereof or the use thereof for purposes relating to agriculture, may benefit from the premium.

3. This farmer may benefit from the premium thereafter mentioned for each lamb:

(*a*) which comes from his flock;

(*b*) which is slaughtered by the operator of an abattoir complying with the requirements of the present regulations.

The premium is three dollars for a lamb, in conformity with the standards of class 1 or 2 of the grade "Choice", and two dollars for a lamb in conformity with the standards of class 1 or 2 of the grade "Good", according to the standards then applicable to the classification of slaughtered lambs, under the Canada Agricultural Products Standards Act.

4. Complies with the requirements of these regulations:

(*a*) any abattoir where slaughtered lamb classification is made under The Canada Agricultural Products Standards Act;

(*b*) any abattoir where an inspector appointed by the Minister determines the slaughtered lambs which are in conformity with the standards prescribed in section 3.

5. No one has the right to receive a premium for a lamb slaughtered before the 1st of April, 1965.

6. To have a right to the premium, the farmer must prove that he complied with the provisions

tions du présent règlement, produire une demande de paiement, suivant une formule fournie par le ministre, ainsi que tout document ou renseignement requis pour justifier sa demande.

7. Quiconque fait une fausse déclaration perd tout droit à la prime.

Quiconque reçoit la prime sans droit est tenu de la rembourser.

10750-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 872

Québec, le 4 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le paiement d'une prime pour les porcs abattus

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi visant à améliorer la qualité du porc à la ferme, sanctionnée le 8 avril 1965, soit édicté le règlement, dont texte ci-joint, intitulé: « Règlement relatif au paiement d'une prime pour les porcs abattus ».

JACQUES PRÉMONT,
Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

Règlement relatif au paiement d'une prime pour les porcs abattus

1. Le présent règlement a pour but de déterminer, sous le régime de la Loi visant à améliorer la qualité du porc à la ferme, les conditions de paiement d'une prime pour les porcs abattus.

2. Seul peut bénéficier de la prime l'agriculteur qui habite en permanence une ferme d'au moins dix arpents en superficie et dont la culture ou l'exploitation pour des fins connexes à l'agriculture est sa principale occupation.

3. Cet agriculteur peut bénéficier d'une prime de trois dollars pour chaque porc:

a) qui provient de son troupeau;

b) qui est abattu par l'exploitant d'un abattoir qui satisfait aux exigences du présent règlement;

c) qui est conforme aux normes de la catégorie A alors applicables au classement des porcs abattus, sous le régime de la Loi sur les normes des produits agricoles du Canada.

4. Satisfait aux exigences du présent règlement:

a) tout abattoir où le classement des porcs abattus se fait sous le régime de la Loi sur les normes des produits agricoles du Canada;

b) tout abattoir où un inspecteur désigné à cette fin par le ministre détermine les porcs abattus qui sont conformes aux normes de la catégorie A prévues à l'article 3.

5. Nul n'a droit de recevoir la prime pour un porc abattu avant le 1er avril 1965.

Nul n'a droit de recevoir la prime pour plus de cent porcs abattus du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante.

6. Pour avoir droit à la prime, l'agriculteur doit démontrer qu'il s'est conformé aux dispositions du présent règlement, produire une demande de paiement, suivant une formule fournie par le ministre, ainsi que tout document ou renseignement requis pour justifier sa demande.

7. Quiconque fait une fausse déclaration perd tout droit à la prime.

Quiconque reçoit la prime sans droit est tenu de la rembourser.

10750-o

of the present regulations, produce a request for payment, according to a form supplied by the Minister, as well as any document or information needed to justify his request.

7. Whoever makes a false statement loses all right to the premium.

Whoever receives the premium without having a right thereto is obliged to repay it.

10750

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 872

Quebec, May 4, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the payment of a premium for slaughtered hogs.

IT IS ORDAINED upon the recommandation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT, pursuant to the provisions to the Act to improve the quality of hogs of the farm, assented to on April 8, 1965, by the regulation, the text of which annexed hereto, entitled: "Regulations relating to the payment of a premium for slaughtered hogs", be enacted.

JACQUES PRÉMONT,
Associate Clerk of the Executive Council.

Regulations relative to the payment of a premium for slaughtered hogs

1. The purpose of these regulations is to determine under the Act to improve the quality of hogs on the farm, payment conditions for a premium for slaughtered hogs.

2. Only the farmer who lives permanently on a farm at least ten arpents in area and whose principal occupation is the cultivation thereof or the use thereof for purposes relating to agriculture, may benefit from the premium.

3. This farmer may benefit from a three-dollar premium for each hog:

(*a*) which comes from his herd;

(*b*) which is slaughtered by the operator of an abattoir complying with the requirements of the present regulations;

(*c*) according to the standards of Class A then applicable to the slaughtered hogs classification, under The Canada Agricultural Products Standards Act.

4. Complies with the requirements of the present regulations:

(*a*) any abattoir where slaughtered hog classification is made under The Canada Agricultural Products Standards Act;

(*b*) any abattoir where an inspector appointed by the Minister determines the slaughtered hogs which are in conformity with the standards of Grade A, prescribed in section 3.

5. No one has the right to receive a premium for a hog slaughtered before the 1st of April, 1965.

No one has the right to receive the premium for more than one hundred hogs slaughtered from April 1 of any given year to March 31 of the following year.

6. To have a right to the premium, the farmer must prove that he complied with the provisions of the present regulations, produce a request for payment, according to a form supplied by the Minister, as well as any document or information needed to justify his request.

7. Whoever makes a false statement loses all right to the premium.

Whoever receives the premium without having a right thereto is obliged to repay it.

10750

Avis

Les textes de arrêtés en conseil Nos 869, 870, 871 et 872 qui précèdent remplacent ceux publiés dans l'édition du 15 mai 1965, de la *Gazette officielle de Québec*, aux pages 2851 et suivantes.
10925-o

Notice

The texts of Orders in Council Nos. 869, 870, 871 and 872 preceding replace those published in the May 15, 1965, edition of the *Quebec Official Gazette* on pages 2851 and following.
10925

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1043

Section « A »

Québec, le 18 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux métiers de bâtiment dans les comtés de Terrebonne et Labelle.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Terrebonne et Labelle, soit prolongé jusqu'au 30 juin 1965.

JACQUES PRÉMONT,
10942 *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1043

Section "A"

Quebec, May 18, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Building trades in the counties of Terrebonne and Labelle.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT decree number 657 of May 13, 1948 and amendments respecting the Building Trades in the counties of Terrebonne and Labelle, be extended until June 30, 1965.

JACQUES PRÉMONT,
10942-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1043

Section « B »

Québec, le 18 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Lac-Mégantic et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 548 du 28 mai 1954 et amendements, relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Lac-Mégantic et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, soit annulé et abrogé à toute fin que de droit à compter du 5 juin 1965.

QUE la constitution et les règlements généraux et spéciaux du Comité paritaire du commerce de Mégantic, chargé d'assurer l'observance dudit décret, approuvés par les arrêtés en conseil numéro 1151-A du 18 novembre 1954 et 1181-D du 24 novembre 1954, soient également abrogés à toute fin que de droit.

JACQUES PRÉMONT,
10942-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1043

Section "B"

Quebec, May 18, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the repeal of the decree respecting Commercial establishments in the town of Lac-Mégantic and a radius of five (5) miles of its limits.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, as of June 5, 1965, decree number 548 of May 28, 1954 and amendments (Commercial establishments in the town of Lac-Mégantic and a radius of five (5) miles of its limits) be annulled and repealed for all purposes of the law.

THAT the constitution, special and general by-laws of the *Comité paritaire du commerce de Mégantic*, charged with ensuring the said decree's observance, (approved by Orders in Council number 1151-A of November 18, 1954 and 1181-D of November 24, 1954) also be repealed for all purposes of the law.

JACQUES PRÉMONT,
10942-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1044

Section « A »

Québec, le 18 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de quincaillerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1044

Section "A"

Quebec, May 18, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the hardware, plumbing supplies, paint and building materials trade, Quebec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, article de plomberie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 20 mars 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1090, soit modifié comme suit:

1° L'article V-A suivant est ajouté:

« V-A. *Jours fériés: a)* Tout employé régulier doit être rémunéré pour les jours fériés et chômés suivants, où les magasins sont fermés, soit: le Premier jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël, le Vendredi-Saint à partir de midi jusqu'à 6 h. du soir, la fête de la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération), la fête du travail et le 2 janvier. Cependant, lorsque le 2 janvier est un dimanche, le jour suivant doit être un jour férié chômé et rémunéré selon les termes du présent décret.

b) Les dimanches, ainsi que tous les jours fériés énumérés au paragraphe « *a* » du présent article sont chômés. Tout travail exécuté par un employé autre que les veilleurs de nuit et les chauffeurs de chaudières durant un jour chômé, doit être rémunéré à raison du salaire effectif majoré de 100%. Les veilleurs de nuit sont rémunérés au taux de salaire effectif et les chauffeurs de chaudières au taux de salaire majoré de 50% pourvu qu'ils soient des employés réguliers de l'établissement.

c) Toutefois, si un employeur fait travailler ses employés un des jours fériés suivants: la Toussaint, l'Immaculée-Conception, l'Épiphanie et l'Ascension, chaque jour férié non chômé devra être remplacé par un des jours chômés suivants: le 26 décembre, le lundi de Pâques, la fête de la reine et le jour d'action de grâces. »

2° L'article V-B suivant est ajouté:

« V-B. *Congés annuels payés: a)* La période de temps pendant laquelle un employé acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral s'étend du 1er juin d'une année au 31 mai de l'année suivante et s'appelle la période de référence.

b) L'employé qui, le premier juin, ne justifie pas d'une année de service continu pour le même employeur ou dans le même établissement commercial, a droit à autant de demi-journées de congé qu'il a de mois d'emploi.

c) Tout employé régulier qui, le premier juin, justifie d'une année de service continu dans le même établissement ou chez le même employeur, a droit à une semaine de congé payé.

d) Tout employé régulier qui, le premier juin justifie de cinq (5) ans de service continu dans le même établissement ou chez le même employeur, a droit à deux semaines de congé payé.

e) Les semaines de congé établies au présent alinéa sont de sept (7) jours consécutifs et doivent être payées au taux de salaire effectif pour la semaine normale de travail de l'établissement.

Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the hardware, plumbing supplies, paint and building materials in the Quebec region (made binding by decree number 1090 of March 7, 1940 and amendments), have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of March 20, 1965;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 1090 be amended as follows:

1. The following section V-A is added:

"V-A. *Holidays:* (*a*) Every regular employee must by paid for observed holidays when stores are closed, i.e.: New Year's Day, the Epiphany, the Ascension, All Saints' Day, the Immaculate Conception, Christmas Day, Good Friday (from noon to 6:00 p.m.), Saint John the Baptist Day, July 1st (Confederation Day), Labour Day and January 2nd. However, when the January 2nd falls on a Sunday, the following day must be observed and paid, according to this decree.

(*b*) Sunday and the days listed in sub-section *a*" of this section are observed. All work performed by an employee (except night watchmen and firemen) during an observed holiday must be paid at double-time. Night watchmen are paid at the regular rate and firemen at time and one-half, provided that they be regular employees of the establishment.

(*c*) However, should an employer have his employees work one of the following holidays: All Saints' Day, the Immaculate Conception, the Epiphany and the Ascension, each of the holidays worked should be replaced by one of the following observed holidays: Boxing Day (December 26) Easter Monday, the Queen's Birthday and Thanksgiving Day."

2. The following section V-B is added:

"V-B. *Annual vacations with pay:* (*a*) The period during which an employee gradually acquires the right to a full annual vacation runs from June 1st of one year to May 31st of the next. It is termed the qualifying period".

(*b*) An employee who, on June 1st, does not have one year of continuous service with the same employer or in the same commercial establishment, is entitled to one-half day's vacation for each month worked.

(*c*) Every regular employee who, on June 1st has completed one year of continuous service in the same establishment or with the same employer, is entitled to one week's vacation with pay.

(*d*) Every regular employee who, on June 1st has completed five (5) years of continuous service in the same establishment or with the same employer, is entitled to two weeks' vacation with pay.

(*e*) The vacation week provided in this subsection consists of seven (7) consecutive days. These must be paid at the regular wage rate for the regular work-week of the establishment. The

La première semaine de congé doit être donnée à l'employé entre le premier juin et le 31 octobre suivant immédiatement l'année de référence, c'est-à-dire la période pendant laquelle le droit aux congés a été acquis.

La deuxième semaine de congé pour les employés qui y ont droit, doit être donnée dans les douze mois qui suivent la fin de la période de référence, pourvu que l'employé soit avisé au moins trente (30) jours à l'avance de la date à laquelle il pourra prendre cette semaine de vacance.

Cette deuxième semaine de congé doit être constituée de sept (7) jours de travail consécutifs.

f) L'employeur peut se libérer de l'obligation de donner une deuxième semaine de congé en payant à l'employé une semaine supplémentaire de salaire, pourvu qu'il y ait une entente écrite à cet effet entre lui et l'intéressé et que le comité paritaire reçoive une copie de ladite entente dans les quinze (15) jours de sa signature.

L'employé qui n'a pas bénéficié de la deuxième semaine de congé de la manière ci-haut décrite a le droit de réclamer de l'employeur, lorsque la période pour prendre ledit congé est expirée, une indemnité compensatrice de congé payé.

g) Le salaire dû pour la période des vacances doit être payé avant le départ en congé.

h) L'employé qui laisse son emploi ou est congédié pour quelque motif que ce soit avant le premier juin d'une année sans avoir bénéficié des congés auxquels il a droit, doit recevoir une indemnité compensatrice de congés payés égale à une demi-journée (½) de congé pour chaque mois de travail depuis le premier juin précédent s'il est à l'emploi du même employeur ou dans le même établissement depuis moins de cinq (5) ans. S'il est à l'emploi du même employeur ou dans le même établissement depuis plus de cinq (5) ans, il a droit à une indemnité compensatrice égale à une journée de congé par mois de service depuis le premier juin précédent.

De plus, si l'employé laisse son emploi ou est congédié pour quelque cause que ce soit à partir du 1er juin d'une année ou après cette date sans avoir bénéficié des congés auxquels il avait des droits acquis au début de la période de référence précédente, il doit recevoir une indemnité compensatrice calculée de la même façon qu'à l'alinéa précédent.

L'indemnité afférente auxdits congés doit être versée en espèces à l'employé au moment de la cessation de l'emploi.

i) Aucune rémunération versée en plus du salaire effectif, à titre de boni, de commission, de prime ou autrement, ne peut tenir lieu d'indemnité de congés payés auxquels un employé a droit. »

JACQUES PRÉMONT,
10942-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

first week's vacation must be given the employee between June 1st and October 31st immediately following the qualifying period.

The second week's vacation, for employees who are entitled thereto, must be given within the year following the end of the qualifying period, provided that the employee be notified at least thirty (30) days before the date on which this week's vacation may be taken.

This second week's vacation must be given in seven (7) consecutive working days.

(*f*) When a written agreement is made between employer and employee and a copy of this agreement has been submitted to the Parity Committee within fifteen (15) days of its signing, the employer may free himself of the obligation of giving a second week's vacation by paying an extra week's salary.

An employee who has not availed himself of the vacations outlined above is entitled to claim a monetary equivalence from the employer, when the vacation period has expired.

(*g*) Vacation pay must be given an employee before his leaving on vacation.

(*h*) An employee who quits his employ or is dismissed for any reason before June 1st of each year, without having taken the vacations due him, is entitled to a monetary compensation equal to one-half (½) day for each month worked since the preceding June 1st, provided that he has been in the same establishment or in the same employer's service at least five (5) years. If he has more than five (5) years' service, he is entitled to a monetary compensation equal to one day's vacation for each month worked since the preceding June 1st.

Furthermore, if an employee quits his employ or is dismissed for any reason whatever after June 1st of a year or thereafter without having taken the vacations due him at the beginning of the qualifying period, he is entitled to a monetary compensation calculated as outlined above.

At the time of separation, vacation pay must be given to the employee in cash.

(*i*) Payment of bonuses, commissions, premiums or others besides the regular salary, cannot be considered as an employee's due vacation pay."

JACQUES PRÉMONT,
10942-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1044

Section « B »

Québec, le 18 mai 1965.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du gant de cuir dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1044

Section "B"

Quebec, May 18, 1965.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Leather glove industry in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Leather glove industry

gant de cuir dans la Province, rendue obligatoire par le décret numéro 1071-E du 7 octobre 1959 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 mars 1965;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1071-E, soit modifié comme suit:

1° L'Association des Manufacturiers de Gants de la Province de Québec Inc. est acceptée comme partie contractante de première part.

2° L'article II est remplacé par le suivant:

« II. *Champ d'application industriel:* Le présent décret régit la coupe, la couture, la pose des boutons, le retournement, le dressage, le choix, l'étiquetage, l'attachage et l'emballage des gants et mitaines en cuir ou en cuir combiné avec toute autre matière. »

3° Le paragraphe « *a* » de l'article IV est remplacé par le suivant:

« IV. *Durée du travail:* a) *Travail normal:* 1° La semaine normale de travail consiste en un maximum de quarante (40) heures de travail, réparties sur cinq (5) jours de travail comme suit:

Du lundi au vendredi inclusivement, de 8 heures du matin à 5 heures de l'après-midi, avec un intervalle d'une heure pour le repas du midi, soit de midi à 1 heure de l'après-midi.

2° La semaine de travail pour toute autre équipe d'employés travaillant entre 5 heures de l'après-midi et 7.30 du matin consiste en un maximum de quarante (40) heures de travail, réparties sur cinq (5) jours de travail comme suit:

Du lundi au vendredi inclusivement, un maximum de huit (8) heures de travail par jour avec un intervalle d'une heure pour le repas. »

4° Le paragraphe « *d* » suivant est ajouté à l'article IV:

« *d*) *Primes d'équipe:* Tout employé qui travaille dans une équipe entre 5 heures de l'après-midi et minuit doit recevoir en plus de son salaire normal, un supplément de huit cents (8¢) par heure travaillée.

Tout employé qui travaille dans une équipe entre minuit et 7.30 heures du matin doit recevoir en plus de son salaire normal, un supplément de dix cents (10¢) par heure travaillée. »

5° Le paragraphe « *e* » suivant est ajouté à l'article IV:

« *e*) *Période de repos:* Une période de repos de dix (10) minutes dans l'avant-midi et de dix (10) minutes dans l'après-midi doit être accordée à tous les employés. Il ne doit y avoir aucune réduction de salaire pour les employés rémunérés sur une base horaire, vu que cette période de repos est comprise dans la durée normale de travail de la semaine. »

6° Le paragraphe « *a* » de l'article VI est remplacé par le suivant:

« VI. *Jours fériés chômés payés:* a) Les sept (7) jours fériés suivants, soit: le Premier jour de l'An, le Vendredi Saint, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Confédération et le jour de Noël doivent être chômés pour tous les employés et payés au taux du salaire horaire moyen multiplié par (8) huit heures. »

in the Province (made binding by decree number 1071-E of October 7, 1959 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of March 6, 1965;

WHEREAS the objections made were duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 1071-E be amended as follows:

1. *L'Association des Manufacturiers de Gants de la Province de Québec Inc.* is accepted as contracting party of the first part.

2. Section II is superseded by the following:

"II. *Industrial jurisdiction:* This decree governs, the cutting, stitching, setting fasteners, turning, blocking, labelling, tieing and packing of gloves and mitts, made entirely or partly of leather."

3. Sub-section "*a*" of section IV is replaced by the following:

"IV. *Hours of work:* (*a*) *Regular work:* 1. The regular work-week consists of a forty (40) hour maximum, divided into five (5) working days as follows:

Monday to Friday inclusively: 8:00 a.m. to 5:00 p.m. with one hour off for lunch from 12:00 noon to 1:00 p.m.

2. The work-week for any other shift working between 5:00 p.m. and 7:30 a.m. consists of a forty (40) hour maximum, divided into five (5) working days as follows:

Monday to Friday inclusively; a maximum of eight (8) hours with one hour off for meals."

4. The following sub-section "*d*" is added to section IV:

"(*d*) *Shifts bonus:* Every employee working on a shift between 5:00 p.m. and 12:00 midnight, shall receive, over and above his regular earnings, an extra eight cents (8¢) per hour worked.

Every employee working on a shift between 12:00 midnight and 7:30 a.m. shall receive, over and above his regular earnings, an extra ten cents (10¢) per hour worked."

5. The following sub-section "*e*" will be added to section IV:

"(*e*) *Rest period:* A rest period of ten (10) minutes in the morning and ten (10) minutes in the afternoon shall be granted to all employees. As these rest periods are part of the regular work-week there shall be no reduction in wages for the hourly-paid employees."

6. Sub-section "*a*" of section VI is superseded by the following:

"VI. *Observed and paid holidays:* (*a*) The following seven (7) holidays must be observed by all employees and paid at the average hourly wage multiplied by eight (8) hours: New Year's Day, Good Friday, Easter Monday, Saint-Jean-Baptiste Day, Labour Day, Dominion Day and Christmas Day."

7° Le paragraphe « *b* » de l'article VI est remplacé par le suivant:

« *b*) Pour bénéficier de chacun des jours fériés chômés payés ci-haut mentionnés, un employé doit avoir été au travail pendant toute la journée ouvrable qui précède et toute la journée ouvrable qui suit chaque jour férié, à moins que son absence ne soit motivée par une période de maladie ou de chômage ne dépassant pas trois (3) mois avant ledit congé. »

7. Sub-section "*b*" of section VI is superseded by the following:

"(*b*) To be entitled to each of the above-mentioned observed and paid holidays, an employee must have worked a full day before and after each holiday, unless his absence be due to sickness or lay-off not exceeding three (3) months prior to the said holiday."

8° Le paragraphe « *f* » de l'article VIII est remplacé par le suivant:

« *f*) *Augmentation de salaire:* Tous les employés qui travaillent dans l'atelier et qui sont rémunérés à l'heure, aux pièces, à la semaine ou autrement, doivent recevoir une augmentation de salaire de dix pour cent (10%) calculée sur le salaire actuellement payé et en bénéficier à chaque semaine. »

8. Sub-section "*f*" of section VIII is replaced by the following:

"(*f*) *Increase of wages:* All employees working in the factory, whether they are paid on an hourly, weekly, piece-rate basis or otherwise, shall receive, each week, an increase of ten per cent (10%) based on the wages actually paid."

9° Le paragraphe « *g* » suivant est ajouté à l'article VIII:

« *g*) Tout employé qui travaille dans l'atelier, à l'exception des apprentis durant leur première *période de trois (3) mois* d'apprentissage, doit recevoir, en plus de ses gains effectifs, le montant de cinq cents (5¢) par heure travaillée, accordé par l'arrêté en conseil numéro 592-A du 5 avril 1963.

i. À compter du 1er mars 1966, tout employé qui travaille dans l'atelier, à l'exception des apprentis durant leur première période de trois mois (3) d'apprentissage, recevra en plus de ses gains effectifs, un montant supplémentaire de cinq cents (5¢) par heure travaillée.

ii. À compter du 1er septembre 1966, tout employé qui travaille dans l'atelier recevra en plus de ses gains effectifs, un montant supplémentaire de un demi-cent (½¢) par heure travaillée.

iii. La mention du paiement desdits montants doit apparaître sous un article distinct sur le bulletin de paie de l'employé ou être incluse dans son enveloppe de paie et figurer dans le rapport mensuel de l'employeur au comité paritaire.

iv. Dans les paragraphes qui précèdent, les mots « gains effectifs » signifient dans le cas des employés qui travaillent sur une base de temps, les taux de salaire payés ou dus aux employés plus tous les rajustements et augmentations en vigueur par décret ou autrement, même s'ils sont supérieurs aux taux minimaux ci-dessus, et, dans le cas des employés qui travaillent aux pièces, les salaires gagnés aux pièces suivant le système adopté par leur employeur, plus tous les rajustements et augmentations en vigueur par décret ou autrement. »

9. The following sub-section "*g*" is added to section VIII:

"(*g*) Every employee working in the factory (with the exception of apprentices during their first three-month (3) period of apprenticeship) shall receive, over and above his regular earnings, the amount of five cents (5¢) per hour worked, as granted by Order in Council number 592-A of April 5, 1963.

i. As of March 1, 1966, every employee working in the factory, (with the exception of apprentices during their first three-month (3) period of apprenticeship) shall receive over and above his regular earnings, an additional amount of five cents (5¢) per hour worked.

ii. As of September 1, 1966, every employee working in the factory shall receive, over and above his regular earnings, an additional amount of one-half cent (½¢) per hour worked.

iii. Payment of the aforesaid amounts shall be clearly indicated on each employee's pay envelope or statement and on the Joint Committee's monthly reports.

iv. In the preceding sub-sections, the words "regular earnings" mean, in the case of employees hired on a time basis, wage rates paid or due to employees plus all adjustments and increases enforced by decree or otherwise notwithstanding that such rates be in excess of the minimum rates of the decree. In the case of employees paid on a piece-rate basis, the wages earned under the piece-rate system of their employers, plus the adjustments and increases enforced by decree or otherwise."

10° Le paragraphe « *h* » suivant est ajouté à l'article VIII:

« *h*) Lorsqu'un employeur introduit un système de taux aux pièces dans son atelier, la moyenne horaire générale pour tous les employés intéressés ne peut être réduite et les employés qui ont un an d'expérience et plus doivent recevoir au moins dix pour cent (10%) de plus que l'échelle horaire des taux minimaux qui est établie pour les employés travaillant aux pièces dans leur classification respective. »

10. The following sub-section "*h*" is added to section VIII:

"(*h*) Whenever an employer introduces a piece-rate system in his factory, the general hourly average for the employees concerned shall not be reduced. Employees having one year or more of experience shall earn at least ten per cent (10%) more than the minimum wage scale for piece workers in their respective classification."

11° L'article VIII-A, (i, ii, iii, iv) est remplacé par le suivant:

« VIII-A. i. *Gants et mitaines de travail de toutes descriptions, soit tout en cuir, soit en cuir combiné avec toute autre matière:*

11. Section VIII-A, (i, ii, iii, iv) is superseded by the following:

"VIII-A. i. *All types of work-gloves and mitts entirely or partly made of leather:*

Salaires horaires minimaux pour employés payés à l'heure
Minimum hourly rates for hourly paid employees:

De — From:			Zones I Homme Male	Zones I Femme Female	Zones II Homme Male	Zones II Femme Female
0 à-to	499	heures-hours	85¢	63¢	77¢	57¢
500 à-to	999	heures-hours	92¢	70¢	84¢	64¢
1,000 à-to	1,499	heures-hours	$1.18	81¢	$1.07	74¢
1,500 à-to	1,999	heures-hours	1.36	95¢	1.23	86¢
2,000 à-to	2,499	heures-hours	1.55	$1.02	1.40	92¢

Après deux mille cinq cents (2,500) heures de service, l'employé doit être considéré comme qualifié et doit être rémunéré selon son métier et conformément à l'échelle suivante — After two thousand five hundred (2,500) hours' service, the employee shall be considered qualified and be remunerated in accordance with his trade and the following scale:

Métiers:	Zones I	Zones II	Trades:	Zones I	Zones II
Coupeur (tailleur)	$1.93	$1.74	Cutter	$1.93	$1.74
Couturière (opératrice)	1.27	1.14	Operator (female)	1.27	1.14
Retourneur (tourneur)	1.82	1.64	Turner	1.82	1.64
Dresseur (bloqueur)	1.93	1.74	Blocker	1.93	1.74
Choisisseuse (examinatrice)	1.16	1.05	Examiner (female)	1.16	1.05
Emballeur (homme)	1.71	1.54	Packer (male)	1.71	1.54
Ouvrier non spécialisé	1.60	1.44	Unskilled worker (male)	1.60	1.44
Ouvrière spécialisée	1.10	99¢	Unskilled worker (female)	1.10	99¢

FABRICATION DE DOUBLURES POUR GANTS ET MITAINES DE TRAVAIL

PRODUCTION OF LININGS FOR WORK-GLOVES AND MITTS

Métiers:	Zones I	Zones II	Trades:	Zones I	Zones II
Coupeur (tailleur)	$1.60	$1.44	Cutter	$1.60	$1.44
Couturière (opératrice)	1.02	92¢	Operator	1.02	92¢
Ouvrière non spécialisée	88¢	79¢	Unskilled worker (female)	88¢	79¢

ii. *Gants et mitaines de travail de toutes descriptions*, soit en cuir, soit en cuir combiné avec toute autre matière:

ii. *All types of work-gloves and mitts (entirely or partly made of leather:*

Salaires horaires minimaux pour employés payés aux pièces
Minimum hourly rates for piece-rate paid employees:

De — From:			Zones I Homme Male	Zones I Femme Female	Zones II Homme Male	Zones II Femme Female
0 à-to	6	mois-months	83¢	61¢	75¢	55¢
7 à-to	12	mois-months	90¢	74¢	81¢	67¢
13 à-to	18	mois-months	$1.13	77¢	$1.03	70¢
19 à-to	21	mois-months	1.32	90¢	1.20	83¢
22 à-to	24	mois-months	1.50	97¢	1.35	88¢

Après vingt-quatre (24) mois de service, l'employé doit être considéré comme qualifié et doit être rémunéré selon son métier et conformément à l'échelle suivante — After twenty-four (24) months' service, the employee shall be considered qualified and be remunerated in accordance with his trade and the following scale:

Métiers:	Zones I	Zones II	Trades:	Zones I	Zones II
Coupeur (tailleur)	$1.76	$1.60	Cutter	$1.76	$1.60
Couturière (opératrice)	1.12	1.02	Operator (female)	1.12	1.02
Retourneur (tourneur)	1.65	1.50	Turner	1.65	1.50
Dresseur (bloqueur)	1.76	1.60	Blocker	1.76	1.60
Choisisseuse (examinatrice)	1.07	97¢	Examiner (female)	1.07	97¢

FABRICATION DE DOUBLURES POUR GANTS ET MITAINES DE TRAVAIL

PRODUCTION OF LININGS FOR WORK-GLOVES AND MITTS

Métiers:			Trades:		
Coupeur (tailleur)	$1.41	$1.27	Cutter	$1.41	$1.27
Couturière (opératrice)	90¢	81¢	Operator (female)	90¢	81¢
Ouvrière non spécialisée	79¢	72¢	Unskilled worked (female)	79¢	72¢

iii. Mitaines et gants fins soit tout en cuir, soit en cuir combiné avec toute autre matière:

iii. Fine mitts and gloves (entirely or partly made of leather):

Salaires horaires minimaux pour employés payés à l'heure
Minimum hourly rates for hourly paid employees:

De — From:			Zones I Homme Male	Zones I Femme Female	Zones II Homme Male	Zones II Femme Female
0 à-to	499	heures-hours	85¢	63¢	77¢	57¢
500 à-to	999	heures-hours	92¢	70¢	84¢	64¢
1.000 à-to	1,499	heures-hours	$1.18	81¢	$1.07	74¢
1,500 à-to	1,999	heures-hours	1.36	95¢	1.23	86¢
2,000 à-to	2,499	heures-hours	1.55	$1.02	1.40	92¢

Après deux mille cinq cents (2,500) heures de service, l'employé doit être considéré comme qualifié et doit être rémunéré selon son métier et conformément à l'échelle suivante — After two thousand five hundred (2,500) hours' service, the employee shall be considered qualified and be remunerated in accordance with his trade and the following scale:

Métiers:	*Zones* I	II	*Trades:*	*Zones* I	II
Coupeur (tailleur)	$1.92	$1.47	Cutter	$1.92	$1.74
Couturière (opératrice)	1.15	1.04	Operator (female)	1.15	1.04
Dresseur (bloqueur)	1.87	1.68	Blocker	1.87	1.68
Choisisseuse (examinatrice)	1.04	95¢	Examiner (female)	1.04	95¢
Ouvrier non spécialisé	1.54	1.39	Unskilled worker (male)	1.54	1.39
Ouvrière non spécialisée	1.02	92¢	Unskilled worker (female)	1.02	92¢

FABRICATION DES DOUBLURES POUR MITAINES ET GANTS FINS

PRODUCTION OF LININGS FOR FINE MITTS AND GLOVES

Métiers:			*Trades:*		
Coupeur (tailleur)	$1.56	$1.41	Cutter	$1.56	$1.41
Couturière (opératrice)	92¢	84¢	Operator (female)	92¢	84¢
Ouvrière non spécialisée	84¢	75¢	Unskilled worker (female)	84¢	75¢

iv. Mitaines et gants fins soit tout en cuir, soit en cuir combiné avec toute autre matière:

iv. Fine mitts and gloves (entirely or partly made of leather):

Salaires horaires minimaux pour employés payés à l'heure
Minimum hourly rates for hourly paid employees:

	Zones I		II	
	Homme Male	*Femme Female*	*Homme Male*	*Femme Female*
De — From: 0 à-to 6 mois-months	82¢	60¢	75¢	55¢
7 à-to 12 mois-months	90¢	68¢	81¢	62¢
13 à-to 18 mois-months	$1.13	77¢	$1.03	70¢
19 à-to 21 mois-months	1.32	90¢	1.20	82¢
22 à-to 24 mois-months	1.50	97¢	1.35	88¢

Après vingt-quatre (24) mois de service, l'employé doit être considéré comme qualifié et doit être rémunéré selon son métier et conformément à l'échelle suivante — After twenty-four (24) months service, the employee shall be considered qualified and be remunerated in accordance with his trade and she following scale:

Métiers:	*Zones* I	II	*Trades:*	*Zones* I	II
Coupeur (tailleur)	$1.76	$1.59	Cutter	$1.76	$1.59
Couturière (opératrice)	1.04	95¢	Operator (female)	1.04	95¢
Dresseur (bloqueur)	1.70	1.55	Blocker	1.70	1.50
Choisisseuse (examinatrice)	99¢	90¢	Examiner (female)	99¢	95¢

FABRICATION DES DOUBLURES POUR MITAINES ET GANTS FINS

PRODUCTION OF LININGS FOR FINE MITTS AND GLOVES

Métiers:			*Trades:*		
Coupeur (tailleur)	$1.41	$1.26	Cutter	$1.41	$1.26
Couturière (opératrice)	84¢	75¢	Operator (female)	84¢	75¢
Ouvrière non spécialisée	79¢	71¢	Unskilled worker (female)	79¢	71¢

v. *Disposition spéciale:* Toutefois, dans le cas des employés qui deviendront assujettis au présent décret par suite des changements apportés par les présents amendements à son champ d'application industriel déterminé à l'article II, les taux horaires minimaux stipulés au présent article VIII-A seront inférieurs de 10% jusqu'au premier octobre 1965, puis inférieures de 5% jusqu'au premier mars 1966. »

v. *Special provision:* In the case of employees who will come under this decree as a result of these amendments to the industrial jurisdiction given in section II, the minimum hourly rates listed in the present section VIII-A will be 10% less until October 1, 1965 and 5% less until March 1, 1966."

12° À l'article VIII-B, l'alinéa qui précède les tableaux de taux aux pièces est remplacé par les suivants:

« *a*) Les taux aux pièces suivants, majorés de 21%, doivent être payés pour chacune des opérations ci-après mentionnées et exécutées à domicile sur une machine à coudre.

b) À compter du 1er mars 1966, le pourcentage mentionné au paragraphe « *a* » précédent sera porté à 25%. »

12. In section VIII-B, the paragraph before the piece-work rate scale will be superseded by the following:

"(*a*) The following piece-work rates increased by 21% must be paid for each operation listed below when performed at home on a swing machine.

(*b*) As of March 1, 1966, the percentage mentioned in sub-section *a*" above will be raised to 25%."

13° À l'article VIII-C, l'alinéa qui précède les cédules de taux aux pièces est remplacé par les suivants:

« *a*) Les taux aux pièces suivants, majorés de 21%, doivent être payés pour chacune des opérations ci-après mentionnées et exécutées à domicile sur une machine à coudre.

13. In section VIII-C, the paragraph before the piece-work rate scale will be superseded by the following:

"(*a*) The following piece-work rates increased by 21% must be paid for each operation listed below when performed at home on a swing machine.

b) À compter du 1er mars 1966, le pourcentage mentionné au paragraphe « *a* » précédent sera porté à 25%.

c) Les taux aux pièces suivants, majorés de 5%, doivent être payés pour chacune des opérations ci-après mentionnées, exécutées à domicile et à la main. »

14° L'article VIII-D est biffé.

15° Les mots « aller et retour » sont ajoutés à la suite du mot « transport » dans le paragraphe « *d* » de l'article X.

16° La phrase suivante est ajoutée au paragraphe « *h* » de l'article X:

« Pour faire ce rajustement, le comité paritaire tiendra compte des patrons, de la machinerie et du matériel. »

17° La note explicative suivante est ajoutée à la fin de l'article VIII-A:

« *Note explicative:* Les appellations de certains métiers ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes. Afin d'éviter toute confusion on a placé, entre parenthèses, le terme utilisé jusqu'à maintenant.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour lesdits métiers qui ont une autre appellation dans le décret numéro 1071-E du 7 octobre 1959 et amendements, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures. »

JACQUES PRÉMONT,
10942-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 990

Québec, le 11 mai 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement d'objets mobiliers et artistiques appartenant à l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Louis, Ile-aux-Coudres.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des Affaires culturelles:

QUE soit approuvé le classement comme objets mobiliers et artistiques, fait par résolution de la Commission des Monuments historiques du Québec, en date du 26 avril 1965, du consentement du propriétaire, des objets mobiliers suivants, savoir:

a) *Sculpture:* 4 croix du cimétière en fer forgé; crucifix en bois sculpté et argenté de Charles Vézina.

b) *Orfèvrerie:* Aiguière baptismale en argent de Laurent Amyot (1828); Encensoir en argent massif de l'École française; Calice en argent massif de François Ranvoyzé (1777); Piscine en argent de François Sasseville (1840).

QUE le présent décret soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et ait force de loi à compter de la date de sa publication.

JACQUES PRÉMONT,
10979-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

(*b*) As of March 1, 1966, the percentage mentioned in sub-section *a*" above will be raised to 25%.

(*c*) The following piece-work rates increased by 5% must be paid for each operation listed below when performed at home and by hand."

14. Section VIII-D is deleted.

15. The words "there and back" are added after the word "transportation" in sub-section "*d*" of section X.

16. The following sentence is added to subsection "*h*" of section X:

"In doing such adjustment, the Parity Committee shall take patterns, machinery and material into consideration."

17. The following explanatory note is added at the end of section VIII-A:

"*Explanatory note:* The names of certain trades have been modified in the French text of this Order in Council, so that they be consistent with the internationally-accepted French terminology. The English nomenclature remains unchanged. To eliminte any possible confusion the term used up to the present time has been inserted between brackets.

The substitution of new terms for the old ones does not affect any vested or current interests. In particular, it does not prevent the application of the new wage rates for the said trades which bear another name in decree number 1071-E of October 7, 1959 and amendments; nor does it alter the validity of competency certificates, apprenticeship certificates and certificates for handicapped worked issued in accordance with the terms previously in use."

JACQUES PRÉMONT,
10942-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 990

Quebec, May 11, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of moveable and artistic objects belonging to Oeuvre et Fabrique of the parish of Saint-Louis, Ile-aux-Coudres.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the classification as moveable and artistic objects, made by resolution of the Quebec Historic Monuments Commission on April 26, 1965, with the consent of the proprietor, of the following moveable objects, be approved, to wit:

(*a*) *Sculpture:* 4 cemetery crosses of forged iron; a carved silver-plated crucifix by Charles Vézina.

(*b*) *Silverware:* Silver baptismal font by Laurent Amyot (1828); solid silver censor of the French school; solid silver chalice by François Ranvoyzé (1777); silver sacrarium by François Sasseville (1840).

THAT the present decree be published in the *Quebec Official Gazette* and have the force of law from and after the date of its publication.

JACQUES PRÉMONT,
10979 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Association coopérative

Association coopérative des pêcheurs indiens de La Romaine

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative des pêcheurs indiens de La Romaine ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à La Romaine, Québec, dans le district électoral de Duplessis.

Québec, le 25 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

10975-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Association

Association coopérative des pêcheurs indiens de La Romaine

(*Co-operative Associations Act*)

Notice is given that the Honourable Provincial Secretary has approved the formation of the co-operative association "Association coopérative des pêcheurs indiens de La Romaine".

The head office of this co-operative association is situated at La Romaine, Quebec, in the electoral district of Duplessis.

Quebec, May 25, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

10975 *Assistant Secretary of the Province.*

Avis

Village de Saint-Boniface-de-Shawinigan

Conformément aux dispositions de la Loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 99, ainsi qu'à une résolution adoptée par le conseil de la corporation municipale du village de St-Boniface de Shawinigan en date du 15 février 1965, avis est par les présentes donné de la publication de ladite loi dont le texte est contenu ci-après.

CHAPITRE 99

Loi prévoyant l'appropriation de certains immeubles par la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan

[*Sanctionnée le 16 juillet 1964*]

Attendu que la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle est une corporation locale régie par le Code municipal;

Que dans les limites de son territoire, il existe quelque 7000 lots sur lesquels aucun acte de propriétaire ne semble avoir été posé par qui que ce soit depuis environ 40 ans;

Que la majorité de ces lots semble être la propriété de Canada Realty Company et de Shawinigan Falls Construction and Realty Company, qui semblent inactives depuis 1914;

Qu'aucune taxe scolaire ou municipale n'a été payée depuis 1914 pour ces lots;

Qu'un grand nombre de personnes s'aventurent sur ces terrains sans permission, ce qui constitue un danger constant d'incendie et de pillage;

Que pour la bonne administration de ses affaires et pour le bénéfice de ses contribuables, il serait avantageux que la pétitionnaire devienne propriétaire de ces lots;

Que la totalité de ces lots ont été subdivisés en 1913 sans tenir compte des accidents géographiques et que certains de ces lots sont même entièrement submergés;

Que pour assurer le développement harmonieux de la municipalité, il importe que ces subdivisions soient annulées;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans cette pétition;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Sous réserve des articles suivants, la municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawini-

Notices

Village of Saint-Boniface-de-Shawinigan

Pursuant to the provisions of Act 12-13 Elizabeth II, chapter 99, as well as to a resolution adopted by the Council of the municipal Corporation of the village of St-Boniface de Shawinigan, dated February 15, 1965, notice is hereby given of the publication of the said law the text of which follows.

CHAPTER 99

An Act to provide for the appropriation of certain immoveables by the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan

[*Assented to 16th July 1964*]

Whereas the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan has, by its petition, represented:

That it is a local corporation governed by the Municipal Code;

That within the limits of its territory there are some 7000 lots to which no deed of ownership seems to have been made by anyone for about 40 years;

That the majority of such lots appear to belong to the Canada Realty Company and the Shawinigan Falls Construction and Realty Company which seem to have been inactive since 1914;

That no school or municipal taxes have been paid on such lots since 1914;

That a great number of people venture upon such lands without permission, thereby constituting a constant danger of fire and theft

That for the good administration of its affairs and for the benefit of the ratepayers it would be advantageous for the petitioner to become the owner of such lots;

That all of such lots were subdivided in 1913 without regard for geographical features and some of them are completely under water;

That to ensure a harmonious development of the municipality it is essential that such subdivisions be cancelled;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Subject to the following sections, the municipality of the village of Saint-Boniface-de-

gan deviendra propriétaire des lots originaires portant les numéros 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 299, 300, 301 et 302 du cadastre de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan ainsi que de la moitié nord du lot originaire numéro 291 dudit cadastre, laquelle mesure 2.25 arpents par 28 arpents plus ou moins.

2. Dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, la municipalité doit en faire publier le texte intégral deux fois dans la *Gazette officielle de Québec* et dans un quotidien publié dans le district judiciaire de Trois-Rivières, le texte français deux fois dans deux quotidiens de langue française, un publié à Montréal et un à Québec, et le texte anglais deux fois dans deux quotidiens de langue anglaise, un publié à Montréal et un à Québec.

Un intervalle d'au moins trois mois doit s'écouler entre chaque publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou dans un quotidien.

3. Toute personne qui prétend avoir des droits sur les lots visés à l'article 1 doit les faire valoir dans les vingt-quatre mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, au moyen d'une requête adressée à un juge de la Cour supérieure du district de Trois-Rivières et signifiée au secrétaire-trésorier de la municipalité.

Il y a appel du jugement final rendu par le juge de la même manière que d'un jugement final de la Cour supérieure.

La juridiction attribuée à un juge de la Cour supérieure par le premier alinéa ne peut en aucun cas être exercée par le protonotaire.

4. Après l'expiration des vingt-quatre mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, la municipalité pourra se faire déclarer propriétaire de la totalité ou d'une partie des lots visés à l'article 1 sur simple requête adressée à un juge de la Cour supérieure du district de Trois-Rivières.

Cette requête devra être accompagnée d'une déclaration sous serment, signée par le secrétaire-trésorier de la municipalité, attestant qu'aucune requête visée à l'article 3 ne lui a été signifiée au sujet des lots dont la municipalité désire se faire reconnaître propriétaire, ou que si une telle requête lui a été signifiée, elle a été renvoyée par un jugement définitif.

Le juge saisi de cette requête doit s'assurer que les formalités prescrites par la présente loi ont été remplies avant d'y accéder, et il peut ordonner la signification de cette requête selon qu'il le juge à propos.

Un jugement rendu en vertu du présent article équivaut à un juste titre définitif.

5. Sur demande de la municipalité, les subdivisions cadastrales des lots originaires visés à l'article 1 devront être annulées par l'autorité compétente à l'égard seulement des lots ou parties de lots dont la municipalité aura été reconnue propriétaire.

La demande de la municipalité devra être accompagnée d'une copie certifiée du jugement la déclarant propriétaire.

Cette demande devra être signifiée au registrateur de la division d'enregistrement où sont situés ces lots.

La municipalité ne sera pas tenue de fournir un certificat de recherches d'hypothèque pour les lots faisant l'objet de sa demande.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Signé à St-Boniface de Shawinigan, ce 16e jour de février 1965.

Le Secrétaire-trésorier,

9737-9-2-o RAYMOND RACINE.

Shawinigan shall become the owner of the original lots bearing numbers 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 299, 300, 301 and 302 of the cadastre for the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan as well as the northern half of original lot number 291 of the said cadastre, which measures 2.25 arpents by 28 arpents more or less.

2. Within twelve months after the coming into force of this act, the municipality shall cause to be published the entire text thereof twice in the *Quebec Official Gazette* and in a daily newspaper published in the judicial district of Three Rivers, the French text twice in two French daily newspapers, one published at Montreal and one at Quebec, and the English text twice in two English daily newspapers, one published at Montreal and one at Quebec.

An interval of at least three months must elapse between each publication in the *Quebec Official Gazette* and each daily newspaper.

3. Every person claiming to have rights in the lots referred to in section 1 must assert such rights within twenty-four months after the coming into force of this act, by means of a petition to a judge of the Superior Court of the district of Three Rivers and served on the secretary-treasurer of the municipality.

An appeal shall lie from the final judgment rendered by the judge in the same manner as from a final judgement of the Superior Court.

The jurisdiction assigned to a judge of the Superior Court by the first paragraph shall in no case be exercised by the prothonotary.

4. After the expiry of twenty-four months following the coming into force of this act, the municipality may have itself declared the owner of the whole or a part of the lots referred to in section 1 upon simple petition addressed to a judge of the Superior Court of the district of Three Rivers.

Such petition must be accompanied by a sworn statement, signed by the secretary-treasurer of the municipality, establishing that no petition contemplated in section 3 has been served upon him respecting the lots of which the municipality wishes to be recognized as the owner or, if he was served with such a petition, that it was dismissed by a final judgment.

The judge seized of such petition, before granting it, shall make sure that the formalities prescribed by this act have been complied with, and may order such service of the petition as he deems proper.

A judgment rendered under this section shall confer a valid definitive title.

5. Upon petition by the municipality, the cadastral subdivisions of the original lots referred to in section 1 shall be cancelled by competent authority with regard only to the lots or parts of lots of which the municipality shall have been recognized as the owner.

The petition by the municipality must be accompanied by a certified copy of the judgment declaring its right of ownership.

Such petition must be served on the registrar of the registration division where such lots are situated.

The municipality shall not be obliged to provide a certificate of hypothecs for the lots which are the subject of its petition.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Signed at St-Boniface de Shawinigan, this 16th day of February, 1965.

RAYMOND RACINE,

9737-9-2-o *Secretary-Treasurer.*

La Commission scolaire protestante du Montréal métropolitain

Avis de rachat

Obligations à 6% du Fonds d'Amortissement en date du 2 juillet 1960, échéant le 2 juillet 1980.

Avis est, par les présentes, donné aux détenteurs d'obligations à 6% du fonds d'amortissement de la Commission scolaire protestante du Montréal métropolitain, en date du 2 juillet 1960, échéant le 2 juillet 1980, que, conformément aux dispositions indiquées sur lesdites obligations et en vertu de l'autorité de la résolution en ladite commission scolaire passée le 14 juillet 1960, et dh chapitre 212 des statuts refondus de Québec 1941, les obligations suivantes se montant à cent six mille cinq cents dollars, ($106,500.00) et numérotées comme suit, à savoir:

Les obligations en coupures de $500.00 portant le préfixe « QD – 041 ».

Les obligations en coupures de $1,000.00 portant le préfixe « QM ».

0017	0018	0025	0028	0031	0032	0061
0275	0278	0281	0282	0314	0337	0351
0572	0594	0598	0632	0653	0670	0685
0896	0910	0975	1054	1056	1059	1093
1286	1330	1334	1366	1465	1492	1512
1845	1872	2000	2034	2057	2101	2122
2297	2320	2342	2349	2374	2381	2428
2791	2822	2886	2893	2919	2922	2925

ont été tirées au sort pour rachat le 2 juillet 1965 pour les fins du fonds d'amortissement et que lesdites obligations sont, par les présentes, appelées pour rachat à cette date à 100% de leur montant principal avec ensemble les intérêts accrus et impayés sur icelles à ladite date de rachat.

Les obligations ainsi appelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en monnaie légale du Canada, à toutes les succursales au Canada de la Banque de Montréal, ou de la Banque Royale du Canada, au choix du détenteur sur présentation et livraison desdites obligations accompagnées de tous les coupons d'intérêts échéant après le 2 juillet 1965 y attachés. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de tous les instruments requis au transfert.

Avis est de plus donné que les intérêts sur lesdites obligations cesseront à compter de la date de rachat et les coupons d'intérêts devant s'accroître après ladite date deviendront nuls et sans valeur.

Daté à Montréal, ce 17e jour de mai 1965.

La Commission scolaire protestante,
du Montréal métropolitain.
Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT JAPP.

10926

The Protestant school board of Greater Montreal

Notice of redemption

6% Sinking Fund Bonds dated July 2, 1960 maturing July 2, 1980

Notice is hereby given to the holders of the 6% Sinking Fund Bonds of The Protestant School Board of Greater Montreal dated July 2, 1960 maturing July 2, 1980 that pursuant to the provisions set forth in said bonds and under authority of the resolution of the said school board passed on July 14, 1960 and of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the following bonds aggregating in principal amount one hundred and six thousand five hundred dollars ($106,500.00) and numbered as follows, namely:

Bond of the denomination of $500.00 bearing the prefix "QD – 041".

Bonds of the denomination of $1,000.00 bearing the prefix "QM".

0086	0098	0136	0166	0231	0267	0268
0383	0438	0457	0467	0475	0502	0553
0714	0279	0764	0775	0856	0870	0874
1095	1130	1137	1157	1214	1240	1246
1690	1723	1729	1737	1788	1807	1829
2136	2150	2201	2232	2237	2249	2251
2459	2480	2564	2647	2657	2665	2734
2945						

have been drawn by lot for redemption on July 2, 1965 for sinking fund purposes and that the said bonds are hereby called for redemption on that date at 100% of the principal amount thereof together with accrued and unpaid interest thereon to such redemption date.

The bonds so called for redemption will become due and payable and will be paid in lawful money of Canada at any Branch in Canada of the Bank of Montreal or of The Royal Bank of Canada, at the option of the holder, upon presentation and surrender of the said bonds with all interest coupons maturing after July 2, 1965 attached. Bonds registered as to principal must be accompanied by all instruments requisite for transfer.

Notice is further given that interest upon said bonds shall cease as and from the redemption date and coupons for interest to accrue after said date shall become and be void.

Dated at Montreal, this 17th day of May 1965.

The Protestant School Board
of Greater Montreal.
ROBERT JAPP,
Secretary-Treasurer.

10926-o

Société Saint-Jean-Baptiste locale de Hérouxville

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 19 mars 1965, émis un certificat constituant en corporation la « Société Saint-Jean-Baptiste locale de Hérouxville », dont le siège social est situé en la paroisse de Hérouxville, district judiciaire de Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions des articles 15 et suivants de la Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapitre 161.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10944-o 16-65

Société Saint-Jean-Baptiste locale de Hérouxville

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary, has, on March 19, 1965, issued a certificate, incorporating the "Société Saint-Jean-Baptiste locale de Hérouxville", which the head office is situated in the parish of Hérouxville, judicial district of Trois-Rivières, and such, pursuant to the provisions of sections 15 and followings of the law concerning the Société Saint-Jean-Baptiste, of the region of Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapter 161.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10944 16-65

George Carl Heintz Aron Kremmel

Avis est donné que « George Carl Heintz Aron », connu sous le nom de Kremmel, pommiculteur et marchand, de Hemmingford, district de Beauharnois, province de Québec, s'adressera, conformément à la Loi, au lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins de changer son nom de George Carl Heintz Aron connu sous le nom de Kremmel en celui de George Carl Heintz Aron Kremmel, ceci devant servir à toutes fins que de droit.

Daté à Montréal, ce 11e jour de mai 1965.

Le Requérant,
GEORGE CARL HEINTZ,
ARON KREMMEL.

10867-21-2

George Carl Heintz Aron Kremmel

Notice is hereby given that "George Carl Heintz Aron", known as Kremmel, Apple Grower and Merchant, of Hemmingford, district of Beauharnois, Province of Quebec, will apply, according to law, to the Lieutenant-Governor in Council, for an Order to change his name of George Carl Heintz Aron known as Kremmel to that of George Carl Heintz Aron Kremmel, same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this 11th day of May, 1965.

GEORGE CARL HEINTZ,
ARON KREMMEL,
Petitioner.

10867-21-2-o

Constant Anthony Joseph Niesluchowski *et al*

Avis est par les présentes donné que « Constant Anthony Joseph Niesluchowski », résidant à 5094 boul. Champlain, à Verdun, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Anthony Joseph Constantin, et le nom de famille des enfants mineurs, Mary Anne, Carol Anne, Robert John et Kathryn Anne Niesluchowski, tous résidants à 5094 boul. Champlain, à Verdun, district de Montréal, en celui de Constantin, lesdits noms pour servir à toutes fins légales.

Montréal, le 13 mai 1965.

Le Procureur du requérant,
ANATOLE LESYK.

10883-21-2-o

Constant Anthony Joseph Niesluchowski *et al*

Notice is hereby given that "Constant Anthony Joseph Niesluchowski", residing at 5094 Champlain Blvd. in Verdun, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Quebec for adoption of an order changing his name to that of Anthony Joseph Constantin and the surname of his minor children, Mary Anne, Carol Anne, Robert John and Kathryn Anne Niesluchowski, all residing at 5094 Champlain Blvd., in Verdun, district of Montreal, to that of Constantin, the same to avail for all legal purposes.

Montreal, May 13, 1965.

ANATOLE LESYK,
Attorney for Claimant.

10883-21-2-o

Theodore John Niesluchowski

Avis est par les présentes donné que « Theodore John Niesluchowski », résidant à 5978 avenue Beurling, à Verdun, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom de famille et celui de ses enfants mineurs Ronald John, Joyce Theresa et Timothy Walter, tous résidants à 5978 avenue Beurling à Verdun, district de Montréal, en celui de Constantin, ledit nom pour servir à toutes fins légales.

Montréal, le 13 mai 1965.

Le Procureur du requérant,
ANATOLE LESYK.

10883-21-2-o

Theodore John Niesluchowski

Notice is hereby given that "Theodore John Niesluchowski", residing at 5978 Beurling Avenue in the city of Verdun, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Quebec for the adoption of an order changing his surname and that of his minor children Ronald John, Joyce Theresa and Timothy Walter all residing at 5978 Beurling Avenue in the city of Verdun, district of Montreal, to that of Constantin, the same to avail for all legal purposes.

Montreal, May 13, 1965.

ANATOLE LESYK,
Attorney for Claimant.

10883-21-2-o

Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean

Avis de rachat

Avis est donné, par les présentes, qu'aux termes de l'acte de fiducie par les « Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean », en faveur de la Société Nationale de Fiducie, exécuté devant Me Oscar Hamel, notaire, le 23 août 1939, lesdits Syndics rachèteront par anticipation, le 1er juillet 1965, au prix de 100% de leur valeur nominale et l'intérêt couru, $5,000 d'obligations faisant partie de leur émission de $153,500, savoir:

Trustees of the parish of Saint-Jérôme of Lake Saint John

Notice of redemption

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Trust Deed by the "Trustees of the Parish of Saint-Jérôme of Lake Saint-John", in favour of the Société Nationale de Fiducie, passed before Notary Oscar Hamel, on August the 23, 1939, said Trustees will redeem before maturity, on the first day of July 1965, at par and accrued interest, $5,000 principal amount of bonds being part of their issue of $153,500, viz:

10 x 100 — Nos AC — 2, 13, 14, 21, 45, 54, 59, 61, 67 et-and 90
4 x 500 — Nos AD — 31, 39, 52 et-and 82
2 x 1000 — Nos AM — 48 et-and 52.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er juillet 1965, présenter lesdites obligations pour paiement à la Banque Canadienne Nationale, à Saint-Jérôme, Chicoutimi, Québec, ou Montréal, avec le coupon d'intérêt du 1er juillet 1965 et les coupons subséquents.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1965.

Montréal, ce 21e jour de mai 1965.

Le Secrétaire,
G. BOYER.

Société Nationale de Fiducie,
41 ouest, rue Saint-Jacques,
Montréal 1, P.Q. 10973-o

The holders of the above mentioned bonds shall, on the first of July 1965, present the said bonds for payment at the Banque Canadienne Nationale, at Saint-Jérôme, Chicoutimi, Quebec or Montreal, with interest coupon maturing on the first of July 1965, and following coupons.

The said bonds will cease to bear interest on and from the first of July 1965.

Montreal, this 21st day of May, 1965.

G. BOYER,
Secretary.

Fiduciaire Trustee,
41 St. James Street West,
Montreal 1, P.Q. 10973-o

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse Populaire Sainte-Marcelle

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire Sainte-Marcelle ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera la cité de St-Jérôme.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à St-Jérôme, Québec, dans le district électoral de Terrebonne.

Québec, le 20 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
10964-o RAYMOND DOUVILLE.

Caisse d'Économie Venise

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie Venise ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés des commissions scolaires du territoire de la régionale Salaberry, et leur famille.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Valleyfield, Québec, dans le district électoral de Beauharnois.

Québec, le 21 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
10982-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

La Caisse Populaire Sainte-Marcelle

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union of "La Caisse Populaire Sainte-Marcelle".

The territory in which the savings and credit union will recruit its members shall be in the city St-Jérôme.

The head office of this savings and credit union is situated at St-Jérôme, Quebec, in the electoral district of Terrebonne.

Quebec, May 20, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
10964 *Assistant Secretary of the Province.*

Caisse d'Économie Venise

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable, the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'Économie Venise".

The group from which the union will recruit its members will be the employees of the school commissions of the territory of Salaberry regional school board, and their family.

The head office of this savings and credit union is situated in Valleyfield, Quebec, in the electoral district of Beauharnois.

Quebec, May 21, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
10982 *Assistant Secretary of the Province.*

Compagnie autorisée à faire des affaires

Eastern Lake Carriers Limited

Avis est donné que « Eastern Lake Carriers Limited », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies du Nouveau Brunswick, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Phrixos Basil Papachristidis, 31, rue St-Jacques, ouest, Montréal.

Company Licensed to do Business

Eastern Lake Carriers Limited

Notice is hereby given that "Eastern Lake Carriers Limited", an extra-provincial company incorporated under the New Brunswick Companies Act, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Phrixos Basil Papachristidis, 31 St. James Street West, Montreal.

Le siège social de ladite compagnie dans la province sera établi à 31, rue St-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925 33-65

The principal office of the said company in the Province is to be established at 31 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925-o 33-65

Chartes — Abandon de

Franklin Woodwork Inc.

Avis est donné que « Franklin Woodwork Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 7e jour de mai 1965.

Le Secrétaire,
10927 MINNIE TESSLER.

Les Produits d'Acier Mauricien Inc. Mauricien Steel Products Inc.

Prenez avis que la compagnie ci-dessus mentionnée demandera incessamment au secrétaire de la province l'abandon de sa charte.

Le Secrétaire,
10945-o CHARLES-HENRI BORDELEAU.

Commonwealth Card & Specialties Company Limited

La compagnie « Commonwealth Card & Specialties Company Limited », donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 21 mai 1965.

Commonwealth Card & Specialties Company Limited,
Les Procureurs de la compagnie,
10974-o LONG & AQUIN.

Charters — Surrender of

Franklin Woodwork Inc.

Notice is hereby given that "Franklin Woodwork Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of May, 1965.

MINNIE TESSLER,
10927-o *Secretary.*

Les Produits d'Acier Mauricien Inc. Mauricien Steel Products Inc.

Take notice that the above-mentioned company will incessantly apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

CHARLES-HENRI BORDELEAU,
10945 *Secretary.*

Commonwealth Card & Specialties Company Limited

"Commonwealth Card & Specialties Company Limited", hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary, Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, May 21, 1965.

Commonwealth Card & Specialties Company Limited,
LONG & AQUIN,
10974-o *Attorneys for the company.*

Divers
Compagnies

Nesbitt, Thomson and Company, Limited Nesbitt, Thomson et compagnie, limitée

Avis est donné que la compagnie « Nesbitt, Thomson and Company, Limited — Nesbitt, Thomson et compagnie, limitée », a porté de 19 à 20 le nombre de ses directeurs.

L'Assistant-secrétaire,
G. R. BROWNE.

10928 5149-52

S.F.A. ltée

Avis est donné que la compagnie « S.F.A. ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le Secrétaire,
D. RAYNAUD.

10929-o 13898-58

Miscellaneous
Companies

Nesbitt, Thomson and Company, Limited Nesbitt, Thomson et compagnie, limitée

Notice is hereby given that "Nesbitt, Thomson and Company, Limited — Nesbitt, Thomson et compagnie, limitée", has changed the number of its directors from 19 to 20.

G. R. BROWNE,
Assistant Secretary.

10928-o 5149-52

S.F.A. ltée

Notice is hereby given that "S.F.A. ltée", has changed the number of its directors from 7 to 5.

D. RAYNAUD,
Secretary.

10929 13898-58

The School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.
L'École de Prothèses et Orthèses de Québec inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 17 mai 1965, approuvé les règlements numéros 1 et 40 de « The School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc. — L'École de Prothèses et Orthèses de Québec inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10930-o 5-65

Atlific administration ltée
Atlific Administration Ltd.

Avis est donné que « Atlific administration ltée — Atlific Administration Ltd. », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
JEAN LEFRANÇOIS.

10938 1698-65

Domaine d'Estérel inc.

Avis est donné que la compagnie « Domaine d'Estérel inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

Le Secrétaire,
PIERRETTE DEMERS.

10965-o 13214-57

Eureka inc.

Avis est donné que « Eureka inc. », a changé le nombre de ses directeurs de 5 à 3.

Le Président,
ROY C. AMARON.

10966 3099-64

La Jeune Chambre de Gatineau inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 avril 1965, approuvé les règlements généraux de « La Jeune Chambre de Gatineau inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10967-o 23-65

Société de gestion, location et placements (Sherbrooke) inc.

Avis est donné que la « Société de gestion, location et placements (Sherbrooke) inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
LÉOPOLD ROY.

10968-o 4738-64

Balit Realties Ltd.

Avis est donné que « Balit Realties Ltd. », a changé le nombre de ses directeurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
GUY BALIT.

10976 13212-55

The School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc.
L'École de Prothèses et Orthèses de Québec inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 17, 1965, approved the by-laws numbers 1 and 40 of "The School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc. — L'École de Prothèses et Orthèses de Québec inc.", and such, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10930 5-65

Atlific administration ltée
Atlific Administration Ltd.

Notice is hereby given that "Atlific administration ltée — Atlific Administration Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEAN LEFRANÇOIS,
Secretary.

10938-o 1698-65

Domaine d'Estérel inc.

Notice is hereby given that "Domaine d'Estérel inc.", has changed the number of its directors from 6 to 3.

PIERRETTE DEMERS,
Secretary.

10965 13214-57

Eureka inc.

Notice is hereby given that "Eureka inc.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

ROY C. AMARON,
President.

10966-o 3099-64

La Jeune Chambre de Gatineau inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 7, 1965, approved the general by-laws of "La Jeune Chambre de Gatineau inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 7, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10967 23-65

Société de gestion, location et placements (Sherbrooke) inc.

Notice is hereby given that "Société de gestion, location et placements (Sherbrooke) inc.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

LÉOPOLD ROY,
Secretary.

10968 4738-64

Balit Realties Ltd.

Notice is hereby given that "Balit Realties Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

GUY BALIT,
Secretary.

10976-o 13212-55

Cometal Inc.

Avis est donné que la compagnie « Cometal Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
MARCEL ÉMOND.

10983-o 521-63

Cometal Inc.

Notice is hereby given that "Cometal Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MARCEL ÉMOND,
Secretary.

10983 521-63

Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 25 mai 1965, approuvé le règlement spécial « A », le règlement no 3 et le règlement no 4 de l'« Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10984-o 2960-49

Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 25, 1965, approved the special by-law "A", the by-law No. 3 and the by-law No. 4 of "Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 25, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10984 2960-49

Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce

Avis est donné que l'« Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le Secrétaire,
ARMANDE ROUSSEAU,
en religion Sr St-Ignace-de-Loyola.

10984-o 2960-49

Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce

Notice is given that "Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce", has changed the number of its directors from 3 to 6.

ARMANDE ROUSSEAU,
Secretary,
in religion Sr. St-Ignace-de-Loyola.

10984 2960-49

Sièges sociaux

Marcel Charbonneau Ltée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Marcel Charbonneau Ltée », constituée en corporation par lettres patentes, le 26e jour de février 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 10440, rue Hogue.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 13e jour de mai 1965.

Le Président,
MARCEL CHARBONNEAU.

10931 897-65

La Cie d'Aluminium Simalex Ltée Simalex Aluminum Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « La Cie d'Aluminium Simalex ltée — Simalex Aluminum Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 6e jour de mai 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 612, place Victoria, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 12e jour de mai 1965.

(Sceau) *Le Président,*
DAVID SIMPSON.

10932 2127-65

Elle au Canada Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Elle au Canada Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la

Head Offices

Marcel Charbonneau Ltée

Notice is hereby given that "Marcel Charbonneau Ltée", incorporated by letters patent, on the 26th day of February, 1965, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No 10440 Hogue Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 13th day of May, 1965.

MARCEL CHARBONNEAU,
President.

10931-o 897-65

La Cie d'Aluminium Simalex Ltée Simalex Aluminum Co. Ltd.

Notice is hereby given that "La Cie d'Aluminium Simalex Ltée — Simalex Aluminum Co. Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 6th day of May, 1965, and having its head office in the city of Montreal, in the said province, has established its office at suite 612, Place Victoria, Montreal, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 12th day of May, 1965.

(Seal) DAVID SIMPSON,
President.

10932-o 2127-65

Elle au Canada Inc.

Notice is hereby given that "Elle au Canada Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 16th day

première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 16e jour de février 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau à 1, place Ville Marie, Montréal, (chambre 930).

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 5e jour de mars 1965.

Le Secrétaire,
NEIL PHILLIPS.

10933 704-65

Entreprises Panorama Inc.

Avis est donné que la compagnie « Entreprises Panorama Inc. », constituée en corporation par lettres patentes accordées en date du sixième jour d'avril 1965 et ayant son bureau principal dans le district de Québec a établi son bureau à St-Nicolas Villieu, cté Lévis.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Donné à Québec, ce dixième jour de mai 1965.

Le Secrétaire,
MARCEL FECTEAU.

10934 1597-65

Helico ltée
Helico Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Helico ltée — Helico Ltd. », a changé son siège social du numéro 12095, rue Cousineau, Montréal, au numéro 990, rue Salaberry, Chomedey.

Le Secrétaire,
ADRIENNE BELLISLE.

10939-o 13655-60

Walter Kidde & Company of Canada, Limited

Avis est donné que la compagnie « Walter Kidde & Company of Canada, Limited », a changé son siège social de la ville de Mont-Royal, à la cité de Pointe-Claire.

Le Secrétaire,
J. SCHOEN.

10940-o 616-28

Ed. Bernier et Cie, Ltée

Avis est donné que la compagnie « Ed. Bernier et Cie, Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 avril 1956, et ayant son bureau principal dans la cité de St-Hyacinthe, province de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui à 992 rue Des Cascades, l'a transporté à 305 rue Mondor.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Hyacinthe, P.Q., ce 3e jour de décembre 1964.

Le Secrétaire,
ANDRÉ MORIN.

10946-o 11060-56

Credico Inc.

Avis est donné que « Credico Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 2 février 1961 et ayant son siège social et sa

of February, 1965, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1 Place Ville Marie, Montreal, (suite 930).

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 5th day of March, 1965.

NEIL PHILLIPS,
Secretary.

10933-o 704-65

Entreprises Panorama Inc.

Notice is hereby given that "Entreprises Panorama Inc.", incorporated by letters patent issued on the sixth day of April, 1965, and having its principal office in the district of Quebec, has established its office at St-Nicolas Villieu, county of Lévis.

From and after the date of the present notice, the said office is considered as being the principal office of the company.

Given at Quebec, this tenth day of May, 1965.

MARCEL FECTEAU,
Secretary.

10934 1597-65

Helico ltée
Helico Ltd.

Notice is hereby given that "Helico ltée — Helico Ltd.", has transferred its head office from 12095 Cousineau Street, Montreal, to 990 Salaberry Street, Chomedey.

ADRIENNE BELLISLE,
Secretary.

10939 13655-60

Walter Kidde & Company of Canada, Limited

Notice is hereby given that "Walter Kidde & Company of Canada, Limited", has transferred its head office from the town of Mount Royal, to the city of Pointe-Claire.

J. SCHOEN,
Secretary.

10940 616-28

Ed. Bernier et Cie, Ltée

Notice is hereby given that "Ed. Bernier et Cie, Ltée", incorporated by letters patent dated the 14th day of April, 1956, and having its head office in the city of St. Hyacinthe, Province of Quebec, where its office was situated until today at 992 Des Cascades St., has moved it to 305 Mondor St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St. Hyacinthe, P.Q., this 3rd day of December, 1964.

ANDRÉ MORIN,
Secretary.

10946 11060-56

Credico Inc.

Notice is hereby given that "Credico Inc.", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, dated on February 2, 1961 and having its

principale place d'affaires dans la cité de Montréal, au 6339 St-Hubert, l'a transporté au numéro 110, Place Crémazie, dans la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, l'adresse ci-haut mentionnée est considérée par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1er jour de mars 1965.

Le Secrétaire,
PAUL-G. VIEN.

10947-o 14125-60

place of business in the city of Montreal, at head office and principal 6339 St. Hubert Street, has transferred its head office and principal place of business at 110 Place Crémazie, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 1st day of March 1965.

PAUL-G. VIEN,
Secretary.

10947-o 14125-60

Crédit Sorel Inc.

Avis est donné que la compagnie « Crédit Sorel Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises sous l'empire de la Loi des compagnies de Québec, en date du vingt-sixième jour de janvier mil neuf cent soixante-cinq, et ayant son bureau principal en la cité de Sorel, a établi son bureau au No 66 de la rue du Roi, apparte-ment 1, à Sorel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Sorel, ce dix-huitième jour de mai mil neuf cent soixante-cinq.

Le Secrétaire,
J.-A. L'HEUREUX.

10948-o 120-65

Crédit Sorel Inc.

Notice is hereby given that "Crédit Sorel Inc.", incorporated by letters patent granted under the authority of the Quebec Companies Act, on the twenty-sixth day of January, one thousand nine hundred and sixty-five, and having its head office in the city of Sorel, has established its office at No. 66 du Roi Street, Apt. 1, in Sorel.

From and after the date of the present notice, the said office is considered as being its head office.

Sorel, this eighteenth day of May, one thousand nine hundred and sixty-five.

J.-A. L'HEUREUX,
Secretary.

10948 120-65

Domaine Lafontaine Ltée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Domaine Lafontaine Ltée », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 4e jour de février 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 7792, Kildare, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 10e jour de février 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
STEPHEN GERO.

10949 555-65

Domaine Lafontaine Ltée

Notice is hereby given that "Domaine Lafontaine Ltée", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 4th day of February, 1965, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 7792 Kildare, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 10th day of February, 1965.

(Seal) STEPHEN GERO,
Secretary-Treasurer.

10949-o 555-65

The Greenshields Corporation Limited

Avis est, par les présntees, donné que la compagnie « The Greenshields Corporation Limited », constituée en corporation par lettres patentes émises le 5 décembre 1953, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où son bureau était situé à 507 Place d'Armes, .'a transporté à 4 Place Ville Marie, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté et signé à Montréal, ce 18e jour de mai 1965.

Le Secrétaire,
D. DOHENY.

10950-o 50272-53

The Greenshields Corporation Limited

Notice is hereby given that "The Greenshields Corporation Limited", incorporated by letters patent issued on December 5, 1953, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated at 507 Place d'Armes, has moved its head office to 4 Place Ville Marie, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as the head office of the company.

Dated and signed at the city of Montreal, on the 18th day of May, 1965.

D. DOHENY,
Secretary.

10950-o 50272-53

Greenshields Incorporated

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Greenshields Incorporated », constituée en corporation par lettres patentes émises le 15 mai, 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où son bureau était situé à 507 Place d'Armes, l'a transporté à 4 Place Ville Marie, en ladite cité.

Greenshields Incorporated

Notice is hereby given that "Greenshields Incorporated", incorporated by letters patent issued on May 15, 1961, and having its head office in the city of Montreal, has removed its head office from 507 Place d'Armes to 4 Place Ville Marie, in the said city.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté et signé à Montréal, ce 26e jour de mars, 1965.

Le Secrétaire,
MARGARET MARTIN.

10951-o 12510-61

Greenshields Ltd

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Greenshields Ltd », constituée en corporation par lettres patentes émises le 16 mai, 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où son bureau était situé à 507 Place d'Armes, l'a transporté à 4 Place Ville-Marie, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté et signé à Montréal, ce 26e jour de mars 1965.

Le Secrétaire,
MARGARET MARTIN.

10952-o 12510-61

Mattagami Lake Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné que « Mattagami Lake Mines Limited » (No Personal Liability), a transporté son siège social de Québec à Matagami.

Le Secrétaire,
R. C. ASHENHURST.

10953 13594-58

Mian Realty Corp.

Avis est donné que « Mian Realty Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 17e jour de mars 1959, et ayent son siège social en la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, a établi son bureau à 5629, avenue Alpine, Côte St-Luc, Qué.

Daté à Montréal, ce 10e jour de mai 1965.

Le Secrétaire,
ESTHER HELENE WINE.

10954 11582-59

La Nouvelle compagnie théâtrale inc.

Avis est donné que « La Nouvelle compagnie théâtrale inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21e jour d'avril 1965, et ayant son siège social dans Montréal a établi son bureau au numéro 1200 rue Bleury.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 27e jour d'avril 1965.

Le Président,
GILLES PELLETIER.

10955-o 1183-65

St-Martin & Associates Realties Inc.

Avis est donné que la compagnie « St-Martin & Associates Realties Inc. », a changé son siège social de Cowansville, à Mansonville, comté de Brome.

Le Secrétaire,
JEANNE ROBERT ST-MARTIN.

10956-o 13426-61

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as the head office of the company.

Dated and signed at the city of Montreal, on the 26th day of March, 1965.

MARGARET MARTIN,
Secretary.

10951-o 12510-61

Greenshields Ltd

Notice is hereby given that "Greenshields Ltd", incorporated by letters patent issued on May 16, 1961, and having its head office in the city of Montreal, has removed its head office from 507 Place d'Armes to 4 Place Ville Marie, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as the head office of the company.

Dated and signed at the city of Montreal, on the 26th day of March, 1965.

MARGARET MARTIN,
Secretary.

10952-o 12510-61

Mattagami Lake Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Mattagami Lake Mines Limited" (No Personal Liability), has transferred its head office from Quebec to Matagami.

R. C. ASHENHURST,
Secretary.

10953-o 13594-58

Mian Realty Corp.

Notice is hereby given that "Mian Realty Corp.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 17th day of March, 1959, and having its head office in the city of Côte St. Luc, district of Montreal, has established its office at 5629 Alpine Avenue, Côte St. Luc, Que.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1965.

ESTHER HELENE WINE,
Secretary.

10954-o 11582-59

La Nouvelle compagnie théâtrale inc.

Notice is hereby given that "La Nouvelle compagnie théâtrale inc.", incorporated by letters patent on the 21th day of April, 1965, and having its head office in Montreal, has established its office at number 1200, Bleury Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the corporation as being its head office.

Given at Montreal, this 27th day of April, 1965.

GILLES PELLETIER,
President.

10955 1183-65

St-Martin & Associates Realties Inc.

Notice is hereby given that "St-Martin & Associates Realties Inc.", has changed its head office from Cowansville to Mansonville, county of Brome.

JEANNE ROBERT ST-MARTIN,
Secretary.

10956 13426-61

Société de Placements ltée

Avis est donné que la compagnie « Société de Placements ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 21 août 1961, a transporté son siège social de 275, rue St-Jacques, ouest, en la ville de Montréal, à 360, rue St-Jacques, ouest, en la ville de Montréal.

Montréal, 19 avril 1965.

Le Secrétaire-adjoint,
ROBERT-J. LAFLEUR.

10957 14548-61

Société de Placements ltée

Notice is hereby given that "Société de Placements ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated August 21, 1961 has moved its head office from 275 St. James Street West in the city of Montreal, to 360 St. James Street West in the city of Montreal.

Montreal, April 19, 1965.

ROBERT-J. LAFLEUR,
Assistant Secretary.

10957-o 14548-61

Société de Placements & Cie ltée

Avis est donné que « Société de Placements & Cie ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datée du 3 mai 1962, a transporté son siège social de 275, rue St-Jacques ouest en la ville de Montréal, à 360, rue St-Jacques ouest, en la ville de Montréal.

Montréal, 19 avril 1965.

Le Secrétaire-adjoint,
ROBERT-J. LAFLEUR.

10958 12000-62

Société de Placements & Cie ltée

Notice is hereby given that "Société de Placements & Cie ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated May 3, 1962 has moved its head office from 275 St. James Street West in the city of Montreal, to 360 St. James Street West in the city of Montreal.

Montreal, April 19, 1965.

ROBERT-J. LAFLEUR,
Assistant Secretary.

10958-o 12000-62

Two-Island Company

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Two-Island Company », constituée en corporation par lettres patentes émises le 20 avril, 1953, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où son bureau était situé à 507 Place d'Armes, l'a transporté à 4 Place Ville Marie, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté et signé en la cité de Montréal, ce 26e jour de mars 1965.

Le Secrétaire,
K. MACDONALD.

10959 7742-53

Two-Island Company

Notice is hereby given that "Two-Island Company", incorporated by letters patent issued on the 20th day of April, 1953, and having its head office in the city of Montreal, has removed its head office from 507 Place d'Armes to 4 Place Ville Marie, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as the head office of the company.

Dated and signed at the city of Montreal, on the 26th day of March, 1965.

K. MACDONALD,
Secretary.

10959-o 7742-53

Péloquin Lumber Co. Ltd.

Avis est donné que « Péloquin Lumber Co. Ltd. », a transporté son siège social de Malartic à 410, rue St. Nicolas, chambre 126, Montréal.

Le Président,
JOSEPH F. PÉLOQUIN.

10969 4975-63

Péloquin Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Péloquin Lumber Co. Ltd.", has transferred its head office from Malartic, to 410 St. Nicolas Street, Suite 126, Montreal.

JOSEPH F. PÉLOQUIN,
President.

10969-o 4975-63

Bejac Film Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bejac Film Inc. », a changé son siège social du numéro 1130, rue Champigny, Duvernay, au numéro 3818, rue Girouard, Montréal.

Le Secrétaire,
BÉATRICE PICARD.

10977-o 2508-64

Bejac Film Inc.

Notice is hereby given that "Bejac Film Inc.", has changed its head office from number 1130 Champigny Street, Duvernay, to number 3818 Girouard Street, Montreal.

BÉATRICE PICARD,
Secretary.

10977 2508-64

Demande à la Législature

Association des commissions scolaires catholiques du diocèse de Montréal

Avis concernant des amendements à être proposés par l'Association des commissions scolaires ca-

Application to Legislature

Catholic school commissions association of the diocese de Montreal

Notice concerning modifications to be proposed by the Catholic School Commissions Association

tholiques du diocèse de Montréal au projet de Loi No 139 intitulé: « Loi modifiant la charte de la commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal et d'autres commissions scolaires de la région de Montréal » et au projet de Loi No 190, intitulé « Loi concernant l'éducation dans le territoire du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal » ainsi qu'à la Loi 12-13 Eliz. II, C. 75.

Avis est donné que l'Association des Commissions scolaires catholiques de Montréal à l'intention de proposer des amendements au projet de Loi No 139 intitulé « Loi modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau Métropolitain des Écoles protestantes de Montréal et d'autres commissions scolaires de la région de Montréal », et au projet de loi 190 intitulé « Loi concernant l'éducation dans le territoire du Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal », ainsi qu'à la loi 12-13 Eliz. II ch. 75, dans le sens suivant:

A) Proposer que l'article 1 (2j) de la loi modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal (1964-12-13 Eliz. II c. 75) soit modifié de façon à ce que le sens des mots « élève inscrit » soit défini comme voulant dire soit « un élève inscrit à la commission scolaire qui en a la charge », ou soit comme voulant dire « un élève inscrit à la commission scolaire dont il fréquente les écoles », et de préciser les mots « Commission », « Bureau », « Commission scolaire catholique » en conséquence.

B) Proposer que l'article II de la loi modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques de Montréal et certaines lois concernant le Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal (1964, 12-13 Eliz. II ch. 75) soit modifié de façon à ce que les frais de scolarité des enfants qui ne sont pas soumis à la juridiction d'aucune commission scolaire soient payés par la commission scolaire de la confession de l'institution fréquentée ou soient payés autrement, pour faire en sorte que la commission scolaire catholique, comme telle, soit libérée de l'obligation telle que la loi lui impose actuellement.

C) Proposer que l'alinéa 6 de l'article 3 de la même loi à l'effet que chaque élève qui n'est, ni catholique, ni protestant ainsi que chaque élève de foi judaïque dans une municipalité scolaire où les personnes de foi judaïque ne sont pas considérées comme protestantes pour les fins de la taxe scolaire, vaut le double du chiffre indiqué à celui du paragraphe 1, 2, 3, 4, 5 de l'article 3 de ladite loi soit abrogé purement et simplement.

D) Proposer tout autre amendement auxdits projets No 139 et No 190 de même qu'à la loi ci-haut citée, le cas échéant.

L'Association des Commissions scolaires catholiques de Montréal désire également informer qui de droit qu'elle a l'intention de faire ces représentations concernant lesdits projets de loi et d'autres propositions, si nécessaire.

Montréal, le 14 avril 1965,

Le Procureur de l'Association des Commissions scolaires catholiques du Diocèse de Montréal,

10909-21-2-o MARIO DU MESNIL, *avocat.*

of the Diocese of Montreal to the Private Bill No. 139, titled: "An Act to amend the charter of the Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting the protestant School Board of Greater Montreal and other school boards in the Montrel area" and to the Private Bill No. 190, titled: "An Act concerning education in the territory of the Protestant School Board of Greater Montreal" as well as to the Act 12-13 Eliz. II, ch. 75.

Notice is given that The Catholic School Commissions Association intends to propose amendments to the Private Bill No. 139, titled: "An Act to amend the charter of The Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting the Protestant School Board of Greater Montreal and other school boards in the Montreal area", and to the Private Bill No. 190, titled: "An Act concerning education in the territory of the Protestant School Board of Greater Montreal", as well as to the Act 12-13 Eliz. II, ch. 75, in the following sense:

(A) To propose that section 1 (2j) of the Act amending the charter of Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting the Protestant School Board of Greater Montreal (1964, 12-13 Eliz. II, ch. 75) be amended so that the meaning of the words "registered pupil" be defined as meaning either "a pupil registered at the school commission on which he depens", or either as meaning "a pupil registered at the school commission, the schools of which he is attending", and consequently to specify the words "Commission", "Bureau", "Catholic School Commission".

(B) To propose that section II of the Act amending the Charter of the Montreal Catholic School Commission and certain laws respecting the Protestant School Board of Greater Montreal (1964, 12-13 Eliz. II, ch. 75) be amended in the manner that tuition fees, for children, that are not under the jurisdiction of any school commission, be paid by the school commission of the confessional institution which they attend, or be paid otherwise, to that the Catholic School Commission, as such, be freed from the obligation, as the law imposes to it presently.

(C) To propose that alinea 6, of section 3 of the same Law, to the effect that each pupil who is neither catholic nor protestant, and each pupil of Jewish faith in a school municipaltiy where persons of Jewish faith are not considered as protestant, for school tax purposes, is worth twice the figure indicated in paragraphs 1, 2, 3, 4, 5, in section 3 of the said Act, be abrogated, purely and simply.

D) To propose any other amendment to the said Bills Nos. 139 and 190, as well as to the law hereinabove mentioned should it so happen.

The Montreal Catholic School Commissions Association, furthermore, wishes to inform, whom it may concern, that it intends to make representations pertaining the said Bills and other proposals if necessary.

Montreal, April 14, 1965.

MARIO DU MESNIL, *lawyer,*
Attorney for the Catholic School Commissions Association of the Diocese of Montreal.

10909-21-2

Examens du Barreau — Bar Examinations

Barreau d'Abitibi-Témiscamingue — Bar of Abitibi-Témiscamingue

CANDIDATS A L'EXAMEN — CANDIDATES TO BAR EXAMINATION

Nom — Surname	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
Bélanger	Paul J.	25	Cadillac, Abitibi.
Courtemanche	Louis B.	24	Malartic, Abitibi.
Cuddihy	Mary, Irene, Elizabeth	24	Rouyn, Abitibi.
Hébert	Paul	26	Noranda, Abitibi.
Lacasse	Jean-Paul	24	Noranda, Abitibi.

Val d'Or, 18 mai 1965.— Val d'Or, May 18, 1965.

Le Secrétaire-trésorier du Barreau d'Abitibi-Témiscamingue,
CLAUDE ALLARD,
Secretary-Treasurer of Abitibi-Témiscamingue Bar.

10985-o

Barreau de Saguenay — Bar of Saguenay

CANDIDATS A L'EXAMEN DE BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
CANDIDATES TO THE EXAMINATION OF THE BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Nom — Surname	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
Larouche	Jean-Claude	25	381 rue du Foyer St., Chicoutimi, P.Q.
Pagé	Roger	26	144, 4ième-4th Avenue, Port-Alfred, P.Q.
Simard	Pierre	23	42 Boul. Rivière du Moulin, Blvd., Chicoutimi, P.Q.
Sirois	Denis	25	969 rue Provencher St., Chicoutimi, P.Q.
Tremblay	Joseph-André	28	28 rue Brassard St., Roberval, P.Q.
Tremblay	Jean-Yves	24	257 rue St-Pierre St., Jonquière, P.Q.
Warren	Maurice	24	34 rue Principale St., Pointe-au-Pic, P.Q.

Chicoutimi, le 20 mai 1965.— Chicoutimi, May 20, 1965.

Le Secrétaire-trésorier du Barreau du Saguenay,
ARTHUR A. SIMARD,
Secretary-Treasurer of Saguenay Bar.

10985-o

Liquidation — Avis de — Winding up Notices

Syndicat de télévision de Rivière-au-Renard

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Syndicat de télévision de Rivière-au-Renard », tenue à Rivière-au-Renard, le 21 mars 1965, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 290) et de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (Ibid., chapitre 278), et que MM. Bernard Bourget et Hyacinthe Dupuis, ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10925-o 410-60

Syndicat de télévision de Rivière-au-Renard

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of the co-operative syndicate "Syndicat de télévision de Rivière-au-Renard", held at Rivière-au-Renard, on March 21, 1965, it has been resolved that the affairs of the said company be liquidated, and that the latter be dissolved, the whole in conformity with the provisions of the Co-operative Syndicates Act of Quebec (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 290) of the Winding Up Act Ibid., chapter 278), and that Messrs. Bernard Bourget and Hyacinthe Dupuis have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10925 410-60

Ministère de l'Éducation

New-Liverpool

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commissions scolaire de New-Liverpool, dans le comté de Lévis, à la municipalité scolaire de St-Romuald-d'Etchemin, dans le même comté.

Québec, le 12 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10859-21-2-o 108-63

Bas de la Grande-Côte-de-Ste-Rose

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire du Bas de la Grande-Côte-de-Ste-Rose, dans le comté de Laval, à la municipalité scolaire de la ville de Ste-Rose, dans le même comté.

Québec, le 18 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10912-21-2-o

Rimouski-Est

Demande est faite d'annexer le territoire de la municipalité scolaire de Rimouski-Est, dans le comté de Rimouski, à la municipalité scolaire de la ville de Rimouski, dans le même comté.

Québec, le 18 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10913-21-2-o 139-65

St-Dominique Paroisse

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Dominque, dans le comté de Bagot, les lots 72 à 211 inclusivement, 306 à 334, 338 à 377 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Dominique pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Dominique, dans le même comté.

Québec, le 18 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10914-21-2-o 138-63

Templeton-Est

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Templeton-Est, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire catholique de Gatineau, dans le comté de Papineau.

Québec, le 18 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10915-21-2-o

Arvida, cath.

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1010 en date du 18 mai 1965, de détacher le territoire ci-dessous décrit de la municipalité scolaire catholique de « Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi », pour l'annexer à la municipalité scolaire catholique d'« Arvida, dans le comté de Jonquière-Kénogami »:

Tout ce territoire situé dans le douzième rang sud-ouest chemin Sydenham, comprenant les lots numéros onze-B à dix-huit-B (11-B à 18-B)

Department of Education

New-Liverpool

Application is made to annex the present territory of the school commission of New-Liverpool, in the county of Lévis, to the school municipality of St-Romuald-d'Etchemin, in the same county.

Quebec, May 12, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10859-21-2 108-63

Bas de la Grande-Côte-de-Ste-Rose

Application is made to annex the present territory of the school Commission of Bas de la Grande-Côte-de-Ste-Rose, in the county of Laval, to the school municipality of the town of Ste-Rose, in the same county.

Quebec, May 18, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10912-21-2

Rimouski-Est

Application is made to annex the territory of the school municipality of Rimouski-East, in the county of Rimouski, to the school municipality of the town of Rimouski, in the same county.

Quebec, May 18, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10913-21-2 139-65

St-Dominique Parish

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Dominique, in the county of Bagot, lots 72 to 211 inclusively, 306 à 334, 338 to 377 inclusively of the official cadaster of the parish of St-Dominique to annex them to the school municipality of the village of St-Dominique, in the same county.

Quebec, May 18, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10914-21-2 138-63

Templeton-East

Application is made to annex the present territory of the school commission of Templeton-Est, in the county of Papineau, to the Catholic school municipality of Gatineau, in the county of Papineau.

Quebec, May 18, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10915-21-2

Arvida, cath.

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1010, dated May 18, 1965, to detach the territory hereinafter described from the Catholic school municipality of « Chicoutimi in the county of Chicoutimi", to annex it to the Catholic municipality of Arvida, in the county of Jonquière-Kénogami":

All that territory situated on the twelfth range south-west Sydenham Road, including lots numbers eleven B to eighteen-B (11-B to 18-B)

inclusivement, partie des lots numéros huit-B à onze-A (8-B à 11-A) inclusivement, ainsi qu'une partie du lot numéro soixante-seize (76), chemin de fer Roberval-Saguenay et leur subdivision, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, comté et division d'enregistrement de Chicoutimi et compris à l'intérieur du périmètre ci-après décrit: Partant du point d'intersection de la limite sud-ouest du lot numéro 18-B du susdit rang XII, avec la ligne limitative nord-ouest dudit rang XII sud-ouest chemin Sydenham, allant vers le nord-est en suivant cette ligne limitative nord-ouest du susdit rang XII et son prolongement en ligne droite jusqu'à la limite nord-est du lot numéro 76, chemin de fer Roberval-Saguenay; de ce point, vers le sud-est en suivant cette limite nord-est du lot numéro 76 jusqu'à la rencontre du prolongement en ligne droite vers le sud-ouest de la ligne séparative entre les rangs XI et XII sud-ouest chemin Sydenham; de ce point, vers le sud-ouest en suivant le susdit prolongement de la ligne séparative entre les rangs XI et XII, puis la ligne séparative entre les rangs XI et XII jusqu'à la limite sud-ouest du lot numéro 18-D du susdit rang XII sud-ouest chemin Sydenham; de ce point, en suivant cette-dite ligne sud-ouest du lot numéro 18-B jusqu'au point de départ.

Ce territoire ainsi délimité contient une superficie d'environ mille quarante-neuf (1049) acres.

Le tout conforme à un plan préparé par l'arpenteur Jean-Marie Lamarre, sous le numéro 3335 de ses minutes.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection le 1er juin 1965 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1965.

Québec, le 25 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10986-o 135-65

Bois-des-Filion

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1010 en date du 18 mai 1965, de changer le nom de la municipalité scolaire de la « Paroisse de St-Maurice-de-Bois-Filion, dans le comté Terrebonne », en celui de « Bois-des-Filion ».

Ce changement prendra effet, le 6 juin 1965.

Québec, le 25 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10986-o 111-65

Notre-Dame-du-Bon-Conseil

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1010, en date du 18 mai 1965, de détacher de la municipalité scolaire de « Ste-Clotilde-de-Horton, dans le comté d'Arthabaska », les lots 7, 8 et 9 des rangs X et XI du cadastre officiel du canton Simpson, pour lea annexer à la municipalité scolaire de « Notre-Dame-du-Bon-Conseil, dans le comté de Drummond ».

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1965 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1965.

Québec, le 25 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10986-o 796-64

Stoneham

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1010 en date du 18 mai 1965,

inclusively, part of lots numbers eight-B to eleven-A (8-B to 11-A) inclusively, as well as a part of lot number seventy-six (76), Roberval-Saguenay railway and their subdivision, in the official cadaster of the parish of Chicoutimi, county and registry division of Chicoutimi and enclosed within the perimeter hereinafter described: starting at the point of intersection of the south-west boundary of lot number 18-B on above-mentioned Range XII, with the north-west borderline of said range XII south-west Sydenham Road, going towards north-east following the said north-west borderline of abovementioned Range XII and its extension in a straight line as far as the northeast limit of lot number 76, Roberval-Saguenay railway; from this point, towards the south-east, following the said north-east limit of lot number 76 as far as the juncture of the extension in a straight line towards the south-west of the line separating Ranges XI and XII south-west Sydenham Road; thence, towards the south-west, following the aforementioned extension of the line separating Ranges XI and XII, then the line separating Ranges XI and XII as far as the south-west boundary of lot number 18-B on above-mentioned Range XII south-west Sydenham Road; from this point, following the said south-west line of lot number 18-B as far as the starting point.

Said territory thus bounded has an area of approximately one thousand and forty-nine (1049) acres.

The whole according to a plan drawn up by Jean-Marie Lamarre, survoyor, under number 3335 of his minutes.

This change will take effect, for election purposes, on June 1, 1965, and for all other purposes, on July 1, 1965.

Quebec, May 25, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10986 135-65

Bois-des-Filion

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1010 dated May 18, 1965, to change the name of the school municipalityof the "Paroisse de St-Maurice-de-Bois-Filion, dans le comté Terrebonne", to that of "Bois-des-Filion".

This change will take effect on June 6, 1965.

Quebec, May 25, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10986 111-65

Notre-Dame-du-Bon-Conseil

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1010, dated May 18, 1965, to detach from the school municipality of "Ste-Clotilde-de-Horton, in the county of Arthabaska", lots Nos. 7, 8 and 9, of ranges X and XI, on the official cadastre of the township of Simpson, to annex them to the school municipality of "Notre-Dame-du-Bon-Conseil, in the county of Drummond".

This change will take effect for election purposes, on June 1, 1965, and for all other purposes, on July 1, 1965.

Quebec, May 25, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10986 796-64

Stoneham

The Lieutenant-Governor, by Order in Council, number 1010 dated May 18, 1965, to annex

d'annexer le territoire actuel des commissions scolaires de « St-Adolphe, dans le comté de Montmorency », et de « Tewkesbury No 1, dans le comté de Québec », à la municipalité scolaire de « Stoneham, dans le comté de Québec », ainsi que les lots 1 à 41 inclusivement des rangs XI à XX inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Edmond-de-Stoneham, territoire non encore organisé au point de vue scolaire.

Ces changements prendront effet pour fins d'élection le 1er juin 1965 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1965.

Québec, le 25 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10986-o 692-64

the present territory of the school commissions of St-Adolphe, in the county of Montmorency and Tewkesbury No. 1, in the county of Quebec", to the school municipality of Stoneham, in the county of Quebec, as well as lots 1 to 41 inclusively, of ranges XI to XX inclusively of the official cadaster for the parish of St-Edmond-de-Stoneham, a not yet organized territory for school point of fiew.

These changes will take effect for school purposes on June 1, 1965, and for all other purposes on July 1, 1965.

Quebec, May 25, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10986 692-64

Ville de Terrebonne et Bois-des-Filion

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1010 en date du 18 mai 1965, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la « Paroisse de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne », aux municipalités scolaires de la « Ville de Terrebonne et Bois-des-Filion, dans le comté de Terrebonne », de la façon suivante, savoir:

1° La partie devant être annexée à la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne comprend les lots 502 à 586 inclusivement ainsi que l'île numéro 622 du cadastre officiel de la paroisse de St-Louis-de-Terrebonne;

2° La partie devant être annexée à la municipalité scolaire de Bois-des-Filion comprend les lots 42 à 81 inclusivement et 216 à 496 aussi inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Louis-de-Terrebonne; les lots 430, 431, 432, et 815 à 825 inclusivement, 828, ainsi que les îles numéros 617, 618 et 619, tous du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection le 1er juin 1965 et pour toutes autres fins le 1er juin 1965.

Québec, le 25 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10986-o 144-63

Ville de Terrebonne et Bois-des-Filion

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1010 dated May 18, 1965, to annex the present territory of the school commission of the « Paroisse de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne", to the school municipalities of "Ville de Terrebonne et Bois-des-Filion, dans le comté de Terrebonne", in the following manner, to wit:

1. The part being annexed to the school municipality of the town of Terrebonne comprises lots 502 to 586 inclusively together with the island number 622 of the official cadaster of the parish of St-Louis-de-Terrebonne;

2. The part being annexed to the school municipality of Bois-des-Filion comprises lots 42 to 81 inclusively and 216 to 496 also inclusively of the official cadaster of the parish of St-Louis-de-Terrebonne, lots 430, 431, 432, and 815 to 825 inclusively, 828, as well as islands numbers 617, 618 and 619, all of the official cadaster of the parish of Ste-Thérèse-de-Blainville.

This change will take effect for election purposes on June 1, 1965, and for all other purposes of July 1, 1965.

Quebec, May 25, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10986 144-63

Val Brillant

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1010, en date du 18 mai 1965, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de « St-Pierre-du-Lac, dans le comté de Matapédia », à la municipalité scolaire de « Val Brillant, dans le comté de Matapédia ».

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1965 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1965.

Québec, le 25 mai 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

10986-o 113-63

Val Brillant

The Lieutenant-Governor by Order in Council, No. 1010, dated May 18, 1965, to annex the present territory of the school commission of St-Pierre-du-Lac, in Matapédia county of the school municipality of Val Brillant, in the county of Matapédia."

This change will take effect for election purposes, on June 1, 1965 and for all other purposes on July 1, 1965.

Quebec, May 25, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

10986 113-63

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la cité de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the city of Charlesbourg, registration division of Quebec.

Avis est par la présente donné que partie des lots 713 à 715 est annulée et le lot 1075 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 mai 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

10936-o

Paroisse de Ste-Dorothée

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Dorothée, municipalité de la ville de Ste-Dorothée, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 36-55, 36-70, 36-73 à 36-75 et partie des lots 36-66, 36-67 et 36-69 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 mai 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

10936-o

Paroisse de St-Jean

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jean, municipalité de la paroisse de St-Jean l'Évangéliste, division d'enregistrement de St-Jean.

Avis est par la présente donné que les lots 25-25 à 25-28 et 25-30 à 25-33 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 mai 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

10936-o

Paroisse de St-Martin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la cité de Laval-des-Rapides, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 285-365, 285-367, 285-369 et 285-370 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 mai 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

10936-o

Canton de Pérodeau

Cadastre officiel du canton de Pérodeau, municipalité de territoire non organisé, division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 42 à 50 rang « A » sont corrigés et les lots 53 à 303, rang « A » sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 mai 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

10936-o

Notice is hereby given that Part of lots 713 to 715 is cancelled and lot 1075 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 7, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

10936-o

Parish of Ste-Dorothée

Official cadastre of the parish of Ste-Dorothée, municipality of the town of Ste-Dorothée, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 36-55, 36-70, 36-73 to 36-75 and part of lots 36-66, 36-67 and 36-69 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 10, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

10936-o

Parish of St-Jean

Official cadastre of the parish of St-Jean, municipality of the parish of St-Jean l'Évangéliste registration division of St-Jean.

Notice is hereby given that lots 25-25 to 25-28 and 25-30 to 25-33 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 4, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

10936-o

Parish of St-Martin

Official cadastre of the parish of St-Martin, municipality of the city of Laval-des-Rapides, registration division of Laval.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 285-365, 285-367, 285-369 and 285-370 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 17, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

10936-o

Township of Pérodeau

Official cadastre of the township of Pérodeau, municipality of the unorganized territory, registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 42 to 50 range "A" are corrected and lots 53 to 303, range "A" are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 18, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

10936-o

Ministère du Travail

Avis d'approbation de règlements spéciaux

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 1044 du 18 mai 1965, (section « D », les règlements spéciaux du Comité Paritaire des Cordonniers de la région de Montréal ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements géné-

Department of Labour

Notice of special by-laws approval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that special by-laws of the Shoemakers' Parity Committee of Montreal region have been approved by Order in Council number 1044 of May, 18, 1965, aection "D". These have been added to the constitution and general by-laws

raux dudit Comité, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 923-E du 4 mai 1965.

« *Règlements Spéciaux*

20. *Tenue du régistre:* Conformément au paragraphe « *g* » de l'article 20 de la Loi de la Convention collective (Statuts Refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 585 du 23 mars 1965 et ses amendements, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à son emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

21. *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe « *h* » de l'article 20 de la Loi de la Convention collective (Statuts Refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 585 du 23 mars 1965 et ses amendements, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, les prénoms et adresses de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 15e jour de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport ».

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 mai 1965. 10942-o

Avis de modification

Construction — Cantons de l'Est

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret;

Le chapitre troisième (dispositions spéciales concernant les districts électoraux de Shefford, Brôme et Missisquoi) sera modifié comme suit:

1° La classification « Compagnon junior . . . 2.18 » apparaissant après la classification « Briqueteur, maçon, plâtrier . . . » au paragraphe « *a* » de l'article 12° sera remplacée par la suivante:

« Compagnon junion . . . 2.38 ».

2° La classification « Ferblantier, tôlier et couvreur . . . » apparaissant à la fin de l'échelle de salaires du patagraphe « *a* » de l'article 12° sera remplacée par la suivante:

« Ferblantier, »

of the said Committee which had already been approved by Order in Council number 923-E of May 4, 1965.

"*Special by-laws*

20. *Keeping of a register:* In compliance with sub-section "*g*", section 20 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee makes it mandatory for every professional employer governed by decree number 585 of March 23, 1965 and amendments, to keep a register containing the following: name, surname and address of each employee in his service; his qualifications; the exact time when work was begun, interrupted, resumed and finished each day; type of work and wages paid, with a note regarding how and when payment was made; all other information deemed useful for the application of the decree.

21. *Monthly report:* In compliance with sub-section "*h*", section 20 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee compells every professional employer governed by decree number 585 of March 23, 1965 and amendments, to forward it a written report. This report should be signed by the employer himself or by a responsible person in his employ. It should contain the following: name, surname and address of each employee in his service; his qualifications; number of regular or overtime hours worked each week; type of work and wages paid. The said report must be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th of each month. It should cover the previous month. The professional employer may obtain the necessary forms for this report from the Parity Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 29, 1965. 10942-o

Notice of amendment

Construction — Eastern Townships

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction industry and trades in the Eastern Townships district (made binding by decree number 122 of February 29, 1956 and amendments), have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

Chapter three (Special provisions concerning the electoral districts of Shefford, Brôme and Missisquoi) will be amended as follows:

1. In section 12, sub-section "*a*", the classification "Junior journeyman . . . 2.18" listed immediately after that of "Bricklayer, mason, plasterer" will be replaced by:

"Junior journeyman . . . 2.38".

2. In section 12, sub-section "*a*", the classification "Tinsmith, sheet-metal worker and roofer", listed at the end of the wage scale, will be replaced by:

"Tinsmith",

3° Les mots « Compagnon junior . . . 85% » apparaissant à la fin de la classification « Electricien et plombier : » au paragraphe « *c* » de l'article 12° seront biffés.

4° La classification suivante sera ajoutée à la fin du paragraphe « *c* » de l'article 12°:

« Vitrier :

1ère année	60%
2ème année	70%
3ème année	75%
4ème année	85% »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 mai 1965. 10942-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des régions de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, établi en exécution du décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1044 du 18 mai 1965, section « C », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1965 au 31 mai 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1743 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye.

b) Les salariés régis par le décret numéro 1743 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la période et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à chaque période de paye, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'asser-

3. In section 12, sub-section "*c*", the words "Junior journeyman . . . 85%", listed at the end of the "Electrician and plumber" classification, will be deleted.

4. The following classification will be added at the end of sub-section "*c*", section 12:

"Glazier:

1st year	60%
2nd year	70%
3rd year	75%
4th year	85%"

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 29, 1965. 10942-o

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the *Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des régions de Chicoutimi, Lac Saint Jean et Roberval* (established in pursuance of decree number 1743 of July 11, 1941 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned. A by-law, approved by Order in Council number 1044 of May 18, 1965, section "C", authorizes this levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from June 1, 1965 to May 31, 1966. It is carried out as follows:

a) Professional employers governed by decree number 1743 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll.

(*b*) Employees governed by decree number 1743 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection method*

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following details are given: hours of work, amounts collected during the period and amounts turned over to the Parity Committee. Every month, the professional employer must see that these forms be completed and reach the Parity Committee.

Each pay period, by means of a direct deduction from his employee's wages, the professional employer must collect the amounts due the Parity Committee.

The professional employer's report must be signed before being forwarded to the Parity Committee. The Committee has the authority

mentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations pour le mois précédent doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des régions de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, pour la période comprise entre le 1er juin 1965 et le 31 mai 1966.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DES RÉGIONS DE CHICOUTIMI, LAC ST-JEAN ET ROBERVAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juin 1965 et le 31 mai 1966.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 43,000.00
Salariés	43,000.00
Honoraires d'examens	750.00
Loyers et locations	8,000.00
Pénalités, ent. et divers	5,600.00
	$104,350.00
Déboursés:	
Commission d'apprentissage:	
Subvention	$ 20,000.00
Administration (salaires)	20,000.00
Inspecteurs (salaires)	17,350.00
Dépenses d'inspections	10,000.00
Taxes, chauffage, entretien	7,350.00
Jetons de présence et dép. voyage	12,000.00
Frais légaux	10,500.00
Téléphone, télégrammes et timbres	3,200.00
Impressions, papeterie	3,200.00
Bureau des examinateurs	4,000.00
Abonnements	7,800.00
Vérification	6,000.00
Divers et imprévu	800.00
	$122,200.00
L'excédent des déboursés sur les recettes au montant de	17,850.00
sera comblé par la réserve du Comité.	
	$104,350.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 mai 1965. 10942-o

to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The report and the accompanying dues for the previous month, must be forwarded to the Parity Committee before or on the 10th of every month.

3. Financial report

In accordance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the *Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des régions de Chicoutimi, Lac Saint Jean et Roberval*, for the June 1, 1965 to May 31, 1966 period.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DES RÉGIONS DE CHICOUTIMI, LAC ST-JEAN ET ROBERVAL

Statement of estimated receipts and disbursements for the June 1, 1965 to May 31, 1966 period.

Receipts:	
Dues (½ of 1%):	
Professional employers	$ 43,000.00
Employees	43,000.00
Examination fees	750.00
Rent and rentals	8,000.00
Fines, interest and miscellaneous	5,600.00
	$104,350.00
Disbursements:	
Apprenticeship Commission:	
Grant	$ 20,000.00
Administration (salaries)	20,000.00
Inspectors (salaries)	17,350.00
Inspection expenses	10,000.00
Taxes, heating and maintenance	7,350.00
Attendance tokens and travelling expenses	12,000.00
Legal fees	10,500.00
Telephone, telegrams and postage	3,200.00
Printing, stationery	3,200.00
Board of Examiners	4,000.00
Subscriptions	7,800.00
Auditing of books	6,000.00
Miscellaneous and unforeseen	800.00
	$122,200.00
Deficit in the amount of	17,850.00
will be made up from the Committee's reserve fund.	
	$104,350.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 29, 1965. 10942-o

Ministère de la Voirie

Avis

Les sections de routes ci-après désignées ne seront plus, à l'avenir, entretenues par le ministère de la Voirie, durant l'été:

Department of Roads

Notice

The sections of roads hereinafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads during the summer:

Dans la municipalité de la ville de Mont-Laurier, comté de Labelle:

Ancienne route No 11 — Montréal-Mont-Laurier-Grand-Remous-Maniwaki-Hull:

Une section de 1,650 pieds entre la rue Charles et la voie du C.P.R., vis-à-vis des lots Nos 294, 296, 299, 306 à 343.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Elie-d'Orford, comté de Sherbrooke:

Ancien chemin Montréal-Est:

Une section de 660 pieds au sud du nouveau chemin, vis-à-vis des lots Nos 734 et 735; une section de 1,130 pieds au nord du nouveau chemin, vis-à-vis des lots Nos 739 et 740; une section de 1,620 pieds au sud du nouveau chemin, vis-à-vis des lots Nos 696, 705, 736 à 741.

Dans la municipalité de Racine, comté de Shefford:

Ancien chemin et ancienne route Grande Ligne:

Une section de 950 pieds au nord-est du nouveau chemin, vis-à-vis des lots Nos 34 et 74.

Québec, le 18 mai 1965.

Le Ministre de la Voirie,

10980-o BERNARD PINARD.

In the municipality of the town of Mont-Laurier, county of Labelle:

Former Highway No. 11 — Montreal-Mont-Laurier-Grand-Remous-Maniwaki-Hull:

A section of 1,650 feet between Charles Street and the C.P.R. railway, facing lots Nos. 294, 296, 299, 306 to 343.

In the municipality of the parish of St-Élie-d'Orford, county of Sherbrooke:

Former Montreal-East road:

A section of 660 feet, south of the new road, facing lots Nos. 734 and 735; a section of 1,130 feet, north of the new road, facing lots Nos. 739 and 740; a section of 1,620 feet, south of the new road, facing lots Nos. 696, 705, 736 to 741.

In the municipality of Racine, county of Shefford:

Former Grande Ligne road and highway:

A section of 950 feet, northeast of the new road, facing lots Nos. 34 and 74.

Quebec, May 18, 1965.

BERNARD PINARD,

10980 *Minister of Roads.*

Nomination

Président d'élection

Il a plû à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

District électoral — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Rimouski	Michaud, Philippe (1)	Comptable agréé — Chartered accountant	Rimouski.

(1) En remplacement de monsieur Rosaire Bérubé, démissionnaire.— In place of Mr. Rosaire Bérubé, resigner.

Québec, le 25 mai 1965.

Le Président général des élections,

10994-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Appointment

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

Quebec, May 25, 1965.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

10994-o *Chief Returning-Officer.*

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Le Syndicat des Producteurs de lait nature de Joliette

Avis de réception d'une demande d'approbation de plan conjoint de mise en marché

Le Syndicat des Producteurs de lait nature de Joliette, incorporé sous la loi des Syndicats Professionnels, ayant sa principale place d'affaires à Joliette, comté de Joliette, province de Québec, a adressé à la Régie des marchés agricoles du Québec une demande d'approbation de plan conjoint pour la mise en marché du lait pour fin de consommation à l'état nature, destiné aux usines de pasteurisation de lait nature sises dans la cité de Joliette, et à tous les autres établissements laitiers achetant les surplus de lait des producteurs qui seront régis.

Après avoir étudié cette demande, la Régie des marchés agricoles du Québec a décidé de la

Quebec Agricultural Marketing Board

Le Syndicat des Producteurs de lait nature de Joliette

Notice of receipt of a request for approval of joint marketing plan

"Le Syndicat des Producteurs de lait nature de Joliette", incorporated under the Professional Syndicates Act, having its chief place of business in Joliette, county of Joliette, Province of Quebec, has applied to the Quebec Agricultural Marketing Board, a request of approval for a joint marketing plan, for raw milk consuming, intended to the pasteurization plants of raw milk, situated in the city of Joliette, and to all other dairy establishments, buying the surplus milk from producers governed by the Marketing Board.

After study of this request, the Quebec Agricultural Marketing Board, has decided to

recevoir et de la soumettre au vote de tous les producteurs intéressés.

Montréal, ce 14e jour de mai 1965.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-exécutif,
Conseiller juridique,
GILLES PRÉGENT.

10990-o

receive and submit to vote of all interested producers.

Montreal, this 14th day of May, 1965.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Executive-Secretary,
Legal adviser.

10990

Soumissions

Ville de Brossard
Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Gervais, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 6840, boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 8:30 heures du soir, lundi, le 14 juin 1965, pour l'achat de $1,276,500 d'obligations de la ville de Brossard, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 143 — $87,500 — aqueduc, égouts et voirie; 151 — $33,500 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 152 — $15,000 — aqueduc, égouts et voirie; 155 — $16,000 — égouts et voirie; 163 — $230,500 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 164 — $5,000 — aqueduc, égouts et voirie; 166 — $374,000 — aqueduc, égouts et voirie; 170 — $150,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 175 — $68,000 — égouts; 185 — $30,500 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 186 — $21,500 — éclairage de rues et achat de terrain; 188 — $73,000 — aqueduc, égouts et voirie; 192 — $6,900 — voirie; 193 — $6,100 — voirie; 195 — $20,000 — aqueduc, égouts et voirie; 197 — $19,000 — aqueduc et pavage; 198 — $70,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 201 — $25,000 — aqueduc, égouts et voirie; 204 — $25,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

Tableau d'amortissement — $1,276,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1966	$ 15,500
1er juillet 1967	18,000
1er juillet 1968	18,000
1er juillet 1969	21,000
1er juillet 1970	21,000
1er juillet 1971	25,000
1er juillet 1972	24,000
1er juillet 1973	27,000
1er juillet 1974	28,000
1er juillet 1975	29,000
1er juillet 1976	29,000
1er juillet 1977	31,000
1er juillet 1978	31,000
1er juillet 1979	36,000
1er juillet 1980	38,000
1er juillet 1981	39,000
1er juillet 1982	42,000
1er juillet 1983	45,000
1er juillet 1984	48,000
1er juillet 1985	711,000

Tenders

Town of Brossard
County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurent Gervais, secretary-treasurer, Town-hall, 6840 Matte, Blvd. Brossard, county of Napierville-Laprairie, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Monday, June 14, 1965, for the purchase of an issue of $1,276,500 of bonds for the Town of Brossard, county of Napierville-Laprairie, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 143 — $87,500 — aqueduct, sewers and roads; 151 — $33,500 aqueduct, sewers, road, etc.; 152 — $15,000 — aqueduct, sewers, roads; 155 — $16,000 — sewers, roads; 163 — $230,500 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 164 — $5,000 — aqueduct, sewers, roads; 166 — $374,000 — aqueduct, sewers roads; 170 — $150,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 175 — $68,000 — sewers; 185 — $30,500 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 186 — $21,500 — street lighting and purchase of land; 188 — $73,000 — aqueduct, sewers, roads; 192 — $6,900 — roads; 193 — $6,100 — roads; 195 — $20,000 — aqueduct, sewers, roads; 197 — $19,000 — aqueduct and paving; 198 — $70,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 201 — $25,000 — aqueduct, sewers and roads; 204 — $25,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1st, 1965.

Table of redemption — $1,276,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1966	$15,500
July 1, 1967	18,000
July 1, 1968	18,000
July 1, 1969	21,000
July 1, 1970	21,000
July 1, 1971	25,000
July 1, 1972	24,000
July 1, 1973	27,000
July 1, 1974	28,000
July 1, 1975	29,000
July 1, 1976	29,000
July 1, 1977	31,000
July 1, 1978	31,000
July 1, 1979	36,000
July 1, 1980	38,000
July 1, 1981	39,000
July 1, 1982	42,000
July 1, 1983	45,000
July 1, 1984	48,000
July 1, 1985	711,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brossard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 juin 1965, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 6840, boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brossard, (Comté de Napierville-Laprairie), ce 20 mai 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT GERVAIS.

Hôtel de Ville, 6840, boulevard Matte,
Brossard, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Téléphone: 676-7767, code 514. 10960-o

Village de Causapscal
Comté de Matapédia

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Alcide Desrosiers, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Causapscal, comté de Matapédia, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 14 juin 1965, pour l'achat de $244,000 d'obligations du village de Causapscal, comté de Matapédia, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 46 — $244,000 — renouvellement.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

Tableau d'amortissement — $244,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1966	$ 7,000
1er juillet 1967	7,000
1er juillet 1968	7,000
1er juillet 1969	7,000
1er juillet 1970	8,000
1er juillet 1971	8,000
1er juillet 1972	8,000
1er juillet 1973	9,000
1er juillet 1974	9,000
1er juillet 1975	9,000
1er juillet 1976	9,000
1er juillet 1977	10,000
1er juillet 1978	10,000
1er juillet 1979	10,000
1er juillet 1980	11,000
1er juillet 1981	11,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Brossard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the Bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said Bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 14, 1965, at 8:30 o'clock p.m., at town-hall, 6840 Matte Blvd, Brossard, county of Napierville-Laprairie, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brossard, (County of Napierville-Laprairie), May 20, 1965.

LAURENT GERVAIS,
Secretary-Treasurer.

Town-Hall, 6840 Matte Boulevard,
Brossard, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Telephone: 676-7767, code 514. 10960

Village of Causapscal
County of Matapédia

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Alcide Desrosiers, secretary-treasurer, Town Hall, Causapscal, county of Matapédia, until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 14, 1965, for the purchase of an issue of $244,000 of bonds for the Village of Causapscal, county of Matapédia, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on January 1 and July 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No 46 — $244,000 — renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Table of redemption — $244,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1966	$ 7,000
July 1, 1967	7,000
July 1, 1968	7,000
July 1, 1969	7,000
July 1, 1970	8,000
July 1, 1971	8,000
July 1, 1972	8,000
July 1, 1973	9,000
July 1, 1974	9,000
July 1, 1975	9,000
July 1, 1976	9,000
July 1, 1977	10,000
July 1, 1978	10,000
July 1, 1979	10,000
July 1, 1980	11,000
July 1, 1981	11,000

1er juillet 1982	$11,000
1er juillet 1983	11,000
1er juillet 1984	12,000
1er juillet 1985	70,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Causapscal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 juin 1965 à 8 heures du soir, Hôtel de ville, Causapscal, comté de Matapédia.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Causapscal, (Comté de Matapédia), ce 19 mai 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
ALCIDE DESROSIERS.

Hôtel de ville, C.P. 280,
Causapscal, (Matapédia), P.Q.
Téléphone: 749-5588. 10961-o

Ville de Kirkland
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mme Ruth M. Leclerc, secrétaire-trésorière Hôtel de Ville, 3068, rue Daniel, ville de Kirkland, comté de Jacques-Cartier, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 15 juin 1965, pour l'achat de $404,000 d'obligations de la ville de Kirkland, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 42 — $9,000 — pavage; 43 — $360,000 — aqueduc, égouts et voirie; 46 — $35,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

Tableau d'amortissement — $404,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1966	$11,500
1er juillet 1967	12,000
1er juillet 1968	12,500
1er juillet 1969	13,000
1er juillet 1970	13,500
1er juillet 1971	15,000
1er juillet 1972	16,000
1er juillet 1973	16,500
1er juillet 1974	17,500
1er juillet 1975	18,000
1er juillet 1976	19,500

July 1, 1982	$11,000
July 1, 1983	11,000
July 1, 1984	12,000
July 1, 1985	70,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjuciation shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Causapscal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, June 14, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at Town Hall, Causapscal, county of Matapedia.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Causapscal, (County of Matapédia), May 19, 1965.

ALCIDE DESROSIERS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O. Box 280,
Causapscal, (Matapédia), P.Q.
Telephone: 749-5588. 10961

Town of Kirkland
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Ruth M. Leclerc, secretary-treasurer, Town Hall, 3068 Daniel Street, town of Kirkland, county of Jacques-Cartier, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, June 15, 1965, for the purchase of an issue of $404,000 of bonds for the town of Kirkland, county of Jacques-Cartier, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on January 1 and July 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 42 — $9,000 — paving; 43 — $360,000 — aqueduct, sewers and roads; 46 — $35,000 — aqueduct, sewers and roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Table of redemption — $404,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1966	$11,500
July 1, 1967	12,000
July 1, 1968	12,500
July 1, 1969	13,000
July 1, 1970	13,500
July 1, 1971	15,000
July 1, 1972	16,000
July 1, 1973	16,500
July 1, 1974	17,500
July 1, 1975	18,000
July 1, 1976	19,500

1er juillet 1977	$21,000
1er juillet 1978	22,000
1er juillet 1979	23,500
1er juillet 1980	24,500
1er juillet 1981	26,500
1er juillet 1982	28,000
1er juillet 1983	29,500
1er juillet 1984	31,000
1er juillet 1985	33,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Geneviève.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 15 juin 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 3068, rue Daniel, ville de Kirkland, comté de Jacques-Cartier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Kirkland, (Comté de Jacques-Cartier), ce 21 mai 1965.

La Secrétaire-trésorière,
MME RUTH M. LECLERC.

Hôtel de Ville, 3068, rue Daniel,
Kirkland, (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: 695-2107, code 514. 10987-o

Ville de Lorraine
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, H. B. Goldman, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 100, Grande Côte, Lorraine, comté de Terrebonne, jusqu'à 8.30 heures p.m. mercredi, 16 juin 1965, pour l'achat de $502,000 d'obligations de la ville de Lorraine, comté de Terrebonne, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements nos B-7 — $30,000 — travaux d'aqueduc; B-8 — $262,000 — travaux d'aqueduc, égouts, voirie, etc. B-9 — $17,000 — voirie; B-10 — $46,000 — voirie; B-11 — $7,000 — travaux d'aqueduc et égouts; B-12 — $85,000 — travaux d'aqueduc, achat d'équipement, etc.; B-15 — $55,000 — piscine.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1965.

July 1, 1977	$21,000
July 1, 1978	22,000
July 1, 1979	23,500
July 1, 1980	24,500
July 1, 1981	26,500
July 1, 1982	28,000
July 1, 1983	29,500
July 1, 1984	31,000
July 1, 1985	33,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Geneviève.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec at the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, June 15, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 3068 Daniel Street, town of Kirkland, county of Jacques-Cartier, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Kirkland, (County of Jacques-Cartier), May 21, 1965.

MRS. RUTH M. LECLERC,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 3068 Daniel Street,
Kirkland, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: 695-2107, code 514. 10987

Town of Lorraine
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned H. B. Goldman, secretary-treasurer, Town Hall, 100, Grande Côte, Lorraine, county of Terrebonne, until 8:30 o'clock p.m., Wednesday, June 16, 1965, for the purchase of an issue of $502,000 of bonds of the town of Lorraine, county of Terrebonne, dated July 1, 1965 and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾% per annum, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may bary according to maturities.

By-laws Nos: B-7 — $30,000 — waterworks; B-8 — $262,000 — waterworks, sewers, roadworks, etc.; B-9 — $17,000 — roadworks; B-10 — $46,000 — roadworks; B-11 — $7,000 — waterworks and sewers; B-12 — $85,000 — waterworks, purchase of equipment, etc.; B-15 — $55,000 — swimming pool.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Tableau d'amortissement — $502,000 — 20 ans Année	Capital
1er juillet 1966	$13,000
1er juillet 1967	14,500
1er juillet 1968	15,000
1er juillet 1969	16,500
1er juillet 1970	17,500
1er juillet 1971	19,500
1er juillet 1972	20,500
1er juillet 1973	21,000
1er juillet 1974	24,000
1er juillet 1975	24,500
1er juillet 1976	22,500
1er juillet 1977	24,500
1er juillet 1978	27,000
1er juillet 1979	28,500
1er juillet 1980	31,000
1er juillet 1981	32,000
1er juillet 1982	34,000
1er juillet 1983	36,500
1er juillet 1984	39,000
1er juillet 1985	41,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, 16 juin 1965, à 8.30 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 100, Grande Côte, Lorraine, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lorraine, (Comté de Terrebonne), ce 21 mai 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
H. B. GOLDMAN.

Hôtel de Ville,
100, Grande Côte,
Lorraine, (Terrebonne), P.Q.,
Téléphone: 625-0797, code 514. 10988

Table of redemption — $502,000 — 20 years Year	Capital
July 1, 1966	$13,000
July 1, 1967	14,500
July 1, 1968	15,000
July 1, 1969	16,500
July 1, 1970	17,500
July 1, 1971	19,500
July 1, 1972	20,500
July 1, 1973	21,000
July 1, 1974	24,000
July 1, 1975	24,500
July 1, 1976	22,500
July 1, 1977	24,500
July 1, 1978	27,000
July 1, 1979	28,500
July 1, 1980	31,000
July 1, 1981	32,000
July 1, 1982	34,000
July 1, 1983	36,500
July 1, 1984	39,000
July 1, 1985	41,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Principal and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether the interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, June 16, 1965 at 8:30 o'clock p.m., at Town Hall, 100, Grande Côte, Lorraine, county of Terrebonne.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lorraine, (County of Terrebonne), May 21, 1965.

H. B. GOLDMAN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
100, Grande Côte,
Lorraine, (Terrebonne), P.Q.,
Telephone: 625-0797, code 514. 10988-o

Municipalité de Mont St-Hilaire
Comté de Rouville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Edmond Chagnon, N.P., secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., Centre d'Achat, St-Hilaire, et par après jusqu'à 8 heures p.m., 271, rue St-Hyppolite, St-Hilaire, mercredi, le 16 juin 1965, pour l'achat de $600,000 d'obligations de la municipalité de Mont St-Hilaire, comté de Rouville, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1re juillet 1966 au 1er juillet

Municipality of Mont St-Hilaire
County of Rouville

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders bor Bonds" will be received by the undersigned Edmond Chagnon, N.P., secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., Shopping Center, St-Hilaire, and until 8:00 o'clock p.m., 271 St-Hyppolite St., St-Hilaire, Wednesday, June 16, 1965, for the purchase of an issue of $600,000 of bonds for the municipality of Mont St-Hilaire, county of Rouville, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1985 inclusively, with interest

1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieure à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 151 — $18,000 — plan directeur; 154 — $9,000 — aqueduc; 155 — $500,000 — fins industrielles; 156 — $24,000 — aqueduc; 157 — $13,000 — aqueduc; 158 — $36,000 — parc industriel.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

Tableau d'amortissement — $600,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1966	$18,000
1er juillet 1967	18,000
1er juillet 1968	19,000
1er juillet 1969	20,000
1er juillet 1970	21,000
1er juillet 1971	23,000
1er juillet 1972	24,000
1er juillet 1973	25,000
1er juillet 1974	27,000
1er juillet 1975	29,000
1er juillet 1976	28,000
1er juillet 1977	30,000
1er juillet 1978	32,000
1er juillet 1979	33,000
1er juillet 1980	36,000
1er juillet 1981	39,000
1er juillet 1982	41,000
1er juillet 1983	43,000
1er juillet 1984	46,000
1er juillet 1985	48,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hilaire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

La corporation se réserve le droit de racheter par anticipation les obligations de la présente émission, le ou après le 1er juillet 1975. À compter de cette date, les obligations pourront être rachetées par anticipation, à toute date d'échéance d'intérêt, au pair, plus les intérêts courus.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 16 juin 1965, à 8 heures du soir. Salle du Conseil, 271, rue St-Hyppolite, St-Hilaire, comté de Rouville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hilaire, (Comté de Rouville), ce 20 mai 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
EDMOND CHAGNON, N.P.

Centre d'Achat,
Mont-St-Hilaire, (Rouville), P.Q.
Téléphone: 467-2091, code 514. 10981-o

at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 151 — $18,000 — director plan; 154 — $9,000 — aqueduct; 155 — $500,000 — industrial purposes; 156 — $24,000 — aqueduct; 157 — $13,000 — aqueduct; 158 — $36,000 — industrial park.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Table of redemption — $600,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1966	$18,000
July 1, 1967	18,000
July 1, 1968	19,000
July 1, 1969	20,000
July 1, 1970	21,000
July 1, 1971	23,000
July 1, 1972	24,000
July 1, 1973	25,000
July 1, 1974	27,000
July 1, 1975	29,000
July 1, 1976	28,000
July 1, 1977	30,000
July 1, 1978	32,000
July 1, 1979	33,000
July 1, 1980	36,000
July 1, 1981	39,000
July 1, 1982	41,000
July 1, 1983	43,000
July 1, 1984	46,000
July 1, 1985	48,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hilaire.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The corporation reserves the right to redeem the bonds of this issue by anticipation on or after July 1, 1975. From and after this date, the bonds may be redeemed by anticipation, on any interest maturity date, at par, plus the interest incurred.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, June 16, 1965, at 8:00 o'clock p.m., in the Council Hall, 271, St-Hyppolite St., St-Hilaire, county of Rouville.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Hilaire, (County of Rouville), May 20, 1965.

EDMOND CHAGNON, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Shopping Center,
Mont St-Hilaire, (Rouville), P.Q.
Telephone: 467-2091, code 514. 10981

Paroisse de Ste-Blandine
Comté de Rimouski

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marc Bélanger, secrétaire-trésorier, Ste-Blandine, comté de Rimouski, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 14 juin 1965, pour l'achat de $140,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Blandine, comté de Rimouski, datées du 1er juillet 1965 et remboursables par séries du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 101 — $140,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1965.

Tableau d'amortissement — $140,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1966	$ 1,000
1er juillet 1967	1,000
1er juillet 1968	1,000
1er juillet 1969	1,000
1er juillet 1970	1,000
1er juillet 1971	1,000
1er juillet 1972	1,500
1er juillet 1973	1,500
1er juillet 1974	1,500
1er juillet 1975	1,500
1er juillet 1976	1,500
1er juillet 1977	1,500
1er juillet 1978	2,000
1er juillet 1979	2,000
1er juillet 1980	2,000
1er juillet 1981	2,000
1er juillet 1982	2,500
1er juillet 1983	2,500
1er juillet 1984	2,500
1er juillet 1985	109,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 juin 1965, à 7.30 heures du soir, Salle du Conseil Municipal, Ste-Blandine, comté de Rimouski, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Blandine, (Comté de Rimouski), ce 21 janvier 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
MARC BÉLANGER.
Ste-Blandine, (Rimouski), P.Q.

Parish of Ste-Blandine
County of Rimouski

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marc Bélanger, secretary-treasurer, Ste-Blandine, county of Rimouski, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Monday, June 14, 1965, for the purchase of an issue of $140,000 of bonds for the parish of Ste-Blandine, county of Rimouski, dated July 1, 1965, and redeemable serially from July 1, 1966 to July 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on January 1, and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 101 — $140,000 — Aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1965.

Table of redemption — $140,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1966	$ 1,000
July 1, 1967	1,000
July 1, 1968	1,000
July 1, 1969	1,000
July 1, 1970	1,000
July 1, 1971	1,000
July 1, 1972	1,500
July 1, 1973	1,500
July 1, 1974	1,500
July 1, 1975	1,500
July 1, 1976	1,500
July 1, 1977	1,500
July 1, 1978	2,000
July 1, 1979	2,000
July 1, 1980	2,000
July 1, 1981	2,000
July 1, 1982	2,500
July 1, 1983	2,500
July 1, 1984	2,500
July 1, 1985	109,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rimouski.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 14, 1965, at 7:30 o'clock p.m., at the Municipal Council Hall, Ste-Blandine, county of Rimouski, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Blandine, (County of Rimouski), January 21, 1965.

MARC BÉLANGER,
Secretary-Treasurer.
Ste-Blandine, (Rimouski) P.Q.,

Syndicats professionnels

Association des employés de Sud Automobile inc. F.C.A.I.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des employés de Sud Automobile inc. F.C.A.I. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 12 mai 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 2009, rue Sherbrooke, est, suite 7, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 13 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10937-o 49-65

Le Syndicat des producteurs de bleuets du Témiscamingue

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de bleuets du Témiscamingue », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 4 mai 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Guérin, district judiciaire de Témiscamingue.

Québec, le 5 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10941-o 47-65

Le Syndicat des employés des usines de pêche de la Gaspésie (U.C.C.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des employés des usines de pêche de la Gaspésie (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 11 mai 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Caps-Noirs, district judiciaire de Bonaventure.

Québec, le 13 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10962-o 34-65

Le Syndicat des travailleurs forestiers de l'U.C.C. de la Gaspésie

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des travailleurs forestiers de l'U.C.C. de la Gaspésie », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 6 mai 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Gaps-Noirs, district judiciaire de Bonaventure.

Québec, le 10 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10963 Téléphone : 651-2601, code 514. 25-64

Professional Syndicates

Association des employés de Sud Automobile inc. F.C.A.I.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des employés de Sud Automobile inc. F.C.A.I. », has been authorized by the Provincial Secretary, on May 12, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at 2009 Sherbrooke St., East, suite 7, Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, May 13, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10937 49-65

Le Syndicat des producteurs de bleuets du Témiscamingue

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de bleuets du Témiscamingue", has been authorized by the Provincial Secretary on May 4, 1965.

The head office of the professional syndicate is situated at Guérin, judicial district of Témiscamingue.

Quebec, May 5, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10941 47-65

Le Syndicat des employés des usines de pêche de la Gaspésie (U.C.C.)

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des employés des usines de pêche de la Gaspésie (U.C.C.) », has been authorized by the Provincial Secretary on May 11, 1965.

The head office of the said professional syndi- is situated at Cap-Noirs, judicial district of Bonaventure.

Quebec, May 13, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10962 34-65

Le Syndicat des travailleurs forestiers de l'U.C.C. de la Gaspésie

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des travailleurs forestiers de l'U.C.C. de la Gaspésie", has been authorized by the Provincial Secretary on May 6, 1965.

The head office of the said professional syndivate is situated at Caps-Noirs, judicial district of Bonaventure.

Quebec May 10, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10963

Association des camionneurs de la Rive-Sud South Shore Truckers Association

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 19 mai 1965, autorisé le changement de nom de « South Shore Truckers Association », dont la constitution a été autorisée le 9 mars 1965, et dont le siège social est situé à La Prairie, en celui de « Association des camionneurs de la Rive-Sud — South Shore Truckers Association », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Stauts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 20 mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

10970-o 13-65

Association des camionneurs de la Rive-Sud South Shore Truckers Association

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has, on May 19, 1965, authorized the change of name of "South Shore Truckers Association", incorporation of which has been authorized on March 9, 1965, and the head office of which is situated at La Prairie, into that of "Association des camionneurs de la Rive-Sud — South Shore Truckers Association", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, May 20, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

10970 13-65

Vente d'effets non-réclamés

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada

Réclamations Marchandises

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mars 1964, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, a divers endroits de la Région du Saint-Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, Encanteurs, 2222 Rue Ontario Est, Montréal, à 10 heures le 7 juillet, 1965, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., le 14 mai, 1965.

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada,
Le Directeur - Réclamations Marchandises,
10863-21-6-o W. W. R. BRADFORD.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian National Railway Company

Merchandise Claims Department

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of March 1964, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, at different points in the St. Lawrence Region of the Canadian National Railways, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, Auctionners, 2222 Ontario Street East, Montreal, at 10:00 a.m., July 7, 1965, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., 14 May, 1965.

Canadian National Railway Company,
W. W. R. BRADFORD,
10863-21-6-o *Manager, Merchandise Claims.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

De Bonis
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 7761. ROGER BILLETTE, marchand, de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, demandeur, *contre* CAMILLE THOMAS, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur, a obtenu devant notre Cour Supérieure dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant les immeubles suivants savoir:

« Les lots de terre connus et désignés sous les numéros cent quatre-vingt-cinq et cent quatre-vingt-six de la subdivision du lot numéro deux cent cinquante-huit (Nos 258-185 et 186) au cadastre officiel de la paroisse Ste-Cécile, avec une maison dessus construite.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

De Bonis
District of Beauharnois

Superior Court, No. 7761. ROGER BILLETTE, merchant of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff; *vs* CAMILLE THOMAS, of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, defendant, has obtained before our Superior Court in our district of Beauharnois, judgment declaring the following immoveables, to wit:

"Lots of land known and designated under numbers one hundred and eighty-five and one hundred and eighty-six of lot subdivision number two hundred and fifty-eight (Nos. 258-185 and 186) on the official cadaster for the parish of Ste-Cécile, with a house thereon erected.

Une lisière de terrain composée:

a) d'une partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-six de la subdivision du lot numéro deux cent cinquante-huit (No 258-286) du cadastre de la paroisse Ste-Cécile, mesurant trois pieds de largeur sur toute la profondeur du lot, soit quatre-vingt-seize pieds et cinq dixièmes et bornée comme suit: au nord par le lot numéro 258-186, à l'est par le terrain ci-après désigné, au sud par le résidu dudit lot numéro 258-286 et à l'ouest par une partie du lot numéro 258-161.

b) d'une partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-trois de la subdivision dudit lot numéro deux cent cinquante-huit (ptie No 258-283) mesurant trois pieds de largeur sur toute la profondeur du lot, soit quatre-vingt-seize pieds et cinq dixièmes et bornée comme suit: au nord par le numéro 258-207, à l'est par une rue étant le numéro 258-259, au sud par le résidu dudit lot numéro 258-283 et à l'ouest par le terrain plus haut décrit, mesure anglaise, plus ou moins, sans bâtisse.

Le lot numéro deux cent sept de la subdivision du lot numéro deux cent cinquante-huit (No 258-207) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Cécile, mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans bâtisse. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice, Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, le MERCREDI le TRENTIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Valleyfield,
le 19 mai 1965.

Le Shérif,
ERNEST LEBLANC.
10972-22-2-o

[Première insertion: le 29 mai 1965.]

A strip of land composed of:

(*a*) Part of lot number two hundred and eighty-six of lot subdivision two hundred and fifty-eight (No. 258-286) on the cadaster for the parish of Ste-Cécile, measuring three feet in width by all the depth of the lot, to wit: ninety-six feet and five tenths and bounded as follows: On the north by lot number 258-186, on the east by the lot of land hereinafter described, on the south by the residue of said lot number 258-286 and on the west by part of lot number 258-161.

(*b*) Part of lot number two hundred and eighty-three of subdivision of said lot number two hundred and fifty-eight (pt. No. 258-283) measuring three feet in width by all the depth of lot, to wit: ninety-six feet and five tenths and bounded as follows: On the north by number 258-207, on the east by a street being number 258-259, on the south by the residue of said lot number 258-283 and on the west by the lot of land hereinabove described, english measure, more or less, without building.

Lot number two hundred and seven of lot subdivision number two hundred and fifty-eight (No. 258-207) on official plan and book of reference for the parish of Ste-Cécile, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, english measure, more or less, without building."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of JUNE, 1965, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Valleyfield,
May 19, 1965.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.
10972-22-2

[First insertion: May 29, 1965.]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 618 602. { PAUL EUGÈNE LAVOIE, demandeur *vs* SUCCESSFUL DEVELOPMENTS LTD., defenderesse.

« Un lopin de terre situé en la paroisse de Sainte-Rose est, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent soixante-dix-sept (P. Numéro 377) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval, étant une largeur d'un arpent et demi sur un arpent et demi de profondeur et pris tel terrain à l'extrémité nord d'une autre partie du lot numéro trois cent soixante-dix-sept (P. numéro 377) sujet d'une servitude de la Shawinigan Water and Power Co. et tel que contenu dans les bornes et limites suivantes, savoir: Vers le sud par une partie du lot numéro trois cent soixante-dix-sept sujet d'une servitude de Shawinigan Water and Power Co. vers l'est et vers le nord par le résidu du dit lot 377 et vers l'ouest par le lot numéro trois cent soixante-quinze (375) dudit cadastre, sans bâtisse. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval, le ONZIÈME jour du mois de JUIN 1965, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 4 mai 1965.
10676-19-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 618 602. { PAUL EUGÈNE LAVOIE, plaintiff, *vs* SUCCESSFUL DEVELOPMENTS LTD., defendant.

"A strip of land situated in the Parish of Sainte-Rose East, known and designated as being part of lot number three hundred and seventy-seven (P. number 377), on the official plan and bood of reference of the Parish of Sainte-Rose, county of Laval, measuring one arpent and a half in width by one arpent and a half in depth, and as taken from land to the northend from another part of lot number three hundred and seventy-seven (P. number 377) subject to a servitude of the Shawinigan Water and Power Co. and as contained in the following limits and boundaries: to wit: towards the south, by part of lot number three hundred and seventy-seven, subject to a servitude of Shawinigan Water and Power Co., towards the east and towards the north, by the residue of the said lot 377, and towards the west, by the lot number three hundred and seventy-five (375) of the said cadaster, without buildings".

To be sold at the parochial church door of Sainte-Rose, county of Laval, the ELEVENTH day of the month of JUNE, 1965, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 4, 1965.
10676-19-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 665 914. { LUCIEN LEMAY, demandeur, *vs* ROBERT JUTRAS, défendeur.

« Un immeuble situé à St-Hubert, comté de Chambly, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire quatre-vingt-six-sept (Ptie 97) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hubert, dans le comté de Chambly; cette dite partie mesurant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise et plus ou moins est bornée comme suit: en front vers le nord-est par le chemin Chambly actuel, et des trois autres côtés par autres parties dudit lot originaire 97; la ligne sud-est dudit emplacement présentement hypothèqué est situé à quarante pieds de la ligne de division des lots originaires 96 et 97 dudit cadastre. Avec toutes constructions y érigées, et notamment une maison portant le numéro civique 7242 Chemin Chambly, St-Hubert, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Hubert, comté de Chambly, le DIXIÈME jour du mois de JUIN 1965, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 4 mai 1965. 10677-19-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No 665 914. { LUCIEN LEMAY, plaintiff, *vs* ROBERT JUTRAS, defendant.

"An immoveable situated at St-Hubert, county of Chambly, known and designated as being part of the original lot ninety-seven (P. 97), to the official plan and book of reference of the parish of St-Hubert, in the county of Chambly; this said part measuring fifty feet in width by ninety feet in depth, english measures, more or less, and bounded as follows: in front, towards the northeast, by the actual chemin Chambly, and the three other sides by other parts of the said original lot 97; the southeast line of the said emplacement, mortgaged at present, is situated at forty feet from th division line of the original lots 96 and 97 of the said cadaster. With all buildings erected thereon, more particularly a house bearing civic number 7242 Chemin Chambly, St-Hubert, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Hubert, county of Chambly, the TENTH day of the month of JUNE, 1965, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, May 4, 1965. 10677-19-2

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, No 3045. { M. JEAN-PAUL TURCOTTE, commerçant, domicilié et résidant à Ste-Brigitte des Saults, comté et district de Nicolet, demandeur, *vs* M. FERNAND RICHER, domicilié et résidant à Notre-Dame du Bon-Conseil, comté de Drummond, district d'Arthabaska, défendeur.

« Le lot de terre connu et désigné comme étant le lot No 12 (1/3 centre) dans le 9e rang de Simpson, des plans et livres officiels de la paroisse de Notre-Dame du Bon Conseil comté de Drummond, district d'Arthabaska, avec maison et bâtisse y érigées ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale à Notre-Dame du Bon Conseil le HUITIÈME jour de JUIN (1965) à ONZE heurse de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, ANTONIO BLONDIN.
Nicolet, ce 3 mai 1965. 10674-19-2-o

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 3045. { M. JEAN-PAUL TURCOTTE, trader, domiciled and residing in Ste. Brigitte des Saults, county and district of Nicolet, plaintiff, *vs* M. FERNAND RICHER, domiciled and residing at Notre-Dame du Bon-Conseil, county of Drummond, district of Arthabaska, defendant.

"A lot of land known and designated as being lot No. 12 (1/3 centre) in the 9th Range of Simpson, on official plan and book of reference for the parish of Notre-Dame du Bon Conseil, county of Drummond, district of Arthabaska, with house and building thereon erected".

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Bon Conseil on the EIGHTH day of JUNE, (1965) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Nicolet, May 3, 1965. 10674-19-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 117-316. { COMMERCIAL CREDIT CORPORATION LIMITED, corporation légalement constituée ayant son siège social à 35 Blvd Charest est, mis en cause, *contre* ALPHONSE CHASSÉ, cultivateur, domicilié à Villeroy, district de Québec, était demandeur et MACHINERIE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE LIMITÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social à St-Nicolas Station, district de Québec et LEFAIVRE & VERNE, syndics.

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 117-316. { COMMERCIAL CREDIT CORPORATION LIMITED, body legally incorporated, having its head office at 35 Charest Blvd. East, mis-en-cause, *versus* ALPHONSE CHASSÉ, farmer, domiciled at Villeroy, district of Quebec, plaintiff, and MACHINERIE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE LIMITÉE, body legally incorporated having its head office at St-Nicolas Station, district of Quebec and LEFAIVRE & VERNE, trustees.

La Couronne, 723-453 Deschaillons — Étant le No 24 de l'arpentage primitif. Borné vers le nord-ouest par le 14ième rang, vers le sud-est par le No 723-452 et vers le sud-ouest par le No 723-454; mesurant en front trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, contenant en superficie quatre-vingt-dix arpents (90).

La Couronne, 723-516 Deschaillons — Étant une partie du lot No 28 de l'arpentage primitif. Borné vers le nord-ouest par le 15ième rang, vers le sud-est par la réserve de Villeroy, vers le nord-est par le No 723-517 et vers le sud-ouest par le No 723-515; mesurant en front trois arpents de largeur sur dix arpents de profondeur, contenant en superficie trente arpents (30).

La Couronne, 723-517 Deschaillons — Étant une partie du lot No 27 de l'arpentage primitif. Borné vers le nord-ouest par le 15ième rang, vers le sud-est par la réserve de Villeroy, vers le nord-est par le No 723-518 et vers le sud-ouest par le No 723-516; mesurant en front trois arpents de largeur sur dix arpents de profondeur; contenant en superficie trente arpents (30).

La couronne, 723-518 Deschaillons — Étant une partie du lot No 26 de l'arpentage primitif. Borné vers le nord-ouest par le 15ième rang, vers le sud-est par la réserve de Villeroy, vers le nord-ouest par le No 723-519 et vers le sud-ouest par le No 723-517; mesurant en front trois arpents de largeur sur dix arpents de profondeur; contenant en superficie trente arpents (30).

La Couronne, 723-719-27B, Deschaillons — Faisant partie du rang A du mille carré de Villeroy, borné vers le nord-ouest par le rang 16, vers le sud-est par le No 723-719-72, vers le nord-est par le chemin de fer Lotbinière et Mégantic et le No 723-719-73 et vers le sud-ouest par le No 723-719-28; contenant en superficie vingt arpents vingt-six perches (20.26).

Fédéral, 723-719-72 de Deschaillons — Faisant partie du rang A, du mille carré de Villeroy, borné vers le nord-ouest par les Nos 723-719-27C, 723-719-73, 723-719-28, vers le sud-est par les Nos 723-719-27C, 723-719-71, vers le nord-est par le No 723-719-74 et vers le sud-ouest par le chemin de fer Canadien National mesurant en largeur deux perches et douze pieds sur cinq arpents une perche de profondeur; contenant en superficie un arpent trente-six perches (1.36). Le tout avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Villeroy, comté de Lotbinière, le ONZIEME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 4 mai 1965. 10675-19-2-o

[Première insertion: 8 mai 1965]
[Deuxième insertion: 29 mai 1965]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 134-835. } LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, et une place d'affaires en les cité et district de Québec, P.Q. et STANISLAS GERMAIN, avocat de la cité de Québec, LOUIS-PHILIPPE PIGEON, avocat de la cité de Sillery, ROGER THIBAUDEAU, avocat de la cité de Lévis et BERNARD LESAGE, avocat de la cité de Ste-Foy, faisant affaires à Québec, sous la raison sociale de Germain, Pigeon, Thibaudeau & Lesage, *contre* HENRI GINGRAS, domicilié et résidant à l'Ancienne-Lorette, district de Québec, P.Q.

The Crown, 723-453 Deschaillons — Being No. 24 in the original survey, bounded on the northwest by the 14th range, on the southeast by No. 723-452 and on the southwest by No. 723-454, measuring, in front, three arpents in width by thirty arpents in depth, having an area of ninety arpents (90).

The Crown, 723-516 Deschaillons — Being a part of lot No. 28 in the original survey, bounded on the northwest by the 15th range, on the southeast by the Villeroy reserve, on the northeast by No. 723-517 and on the southwest by No. 723-515, measuring, in front, three arpents in width by ten arpents in depth, having an area of thirty arpents (30).

The Crown, 723-517 Deschaillons — Being a part of lot No. 27 in the original survey, bounded on the northwest by the 15th range, on the southeast by the Villeroy reserve, on the northeast by No. 723-518, and on the southwest by No. 723-516, measuring, in front, three arpents in width by ten arpents in depth, having an area of thirty arpents (30).

The Crown, 723-518 Deschaillons — Being a part of lot No. 26 in the original survey, bounded on the northwest by the 15th range, on the southeast by the Villeroy reserve, on the northwest by No. 723-519, and on the southwest by No. 723-517, measuring, in front, three arpents in width by ten arpents in depth, having an area of thirty arpents (30).

The Crown, 723-719-27B Deschaillons — Forming part of range A of the square mile of Villeroy, bounded on the southwest by No. 723-719-72, on the northeast by the Lotbinière & Mégantic railroad and No. 723-719-73, and on the southwest by No. 723-719-28, having an area of twenty arpents and twenty-six rods (20.26).

Federal, 723-719-72 Deschaillons — Forming part of range A of the square mile of Villeroy, bounded on the northwest by Nos. 723-719-27C, 723-719-73, 723-719-28, on the southeast by Nos. 723-719-27C, 723-719-71, on the northeast by No. 723-719-74, and on the southwest by the Canadian National Railway, measuring, in width two rods and twelve feet, by five arpents and one rod in depth, having an area of one arpent and thirty-six rods (1.36). The whole with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Villeroy, county of Lotbinière, on the ELEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, May 4, 1965. 10675-19-2-o

[First insertion: May 8, 1965]
[Second insertion: May 29, 1965]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 134-835. } THE JOINT COMMITTEE OF THE SHOE INDUSTRY, body legally incorporated, having its head office in Montreal, and a place of business in the city and district of Quebec, P.Q., and STANISLAS GERMAIN, advocate, of the city of Quebec, LOUIS-PHILIPPE PIGEON, advocate, of the city of Sillery, ROGER THIBAUDEAU, advocate, of the city of Lévis, and BERNARD LESAGE, advocate, of the city of Ste-Foy, carrying on business in Quebec, under the style of Germain, Pigeon, Thibaudeau & Lesage, *versus* HENRI GINGRAS, domiciled and residing in Ancienne-Lorette, district of Quebec, P.Q.

Le lot 1713 situé en la paroisse de St-Malo en la cité de Québec, au coin nord-est des rues Hermine et St-Sauveur, contenant environ quarante-huit pieds (48′) de front, connu et et désigné sous le numéro mille sept cent treize (1713) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de la cité de Québec, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, moins la lisière de terrain de dix pieds (10′) de front sur la rue St-Sauveur, sur quarante-huit (48′) pieds de profondeur, laquelle lisière de terrain est attenante au lot numéro mille sept cent douze (1712) du susdit cadastre pour la paroisse de St-Sauveur de la cité de Québec.

Tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives sans exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Québec, le DEUXIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Québec, le 25 mai 1965. 10991-22-2-o

[Première insertion: 29 mai 1965]

[Deuxième insertion: 19 juin 1965]

Lot 1713, situated in the parish of St-Malo in the city of Quebec, on the northeast corner of Hermine and St-Sauveur Streets, measuring appriximately forty-eight feet (48′) in front, known and designated under number one thousand seven hundred and thirteen on the plan and in the book of reference of the official cadaster of the parish of St-Sauveur in the city of Quebec, with a house and other buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, less the strip of land measuring ten feet (10′) in front on St-Sauveur St., by forty-eight feet (48′) in depth, which strip of land is adjacent to lot number one thousand seven hundred and twelve (1712) in the above-mentioned cadaster of the parish of St-Sauveur in the city of Quebec.

The whole as it is presently with the active and passive servitudes without exception nor reserve.

To be sold in my office, in the Court House in Quebec, on the SECOND day of JULY next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*

Quebec, May 25, 1965. 10991-22-2

[First insertion: May 29, 1965]

[Second insertion: June 19, 1965]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure No 133-968. FERNAND MORISSETTE INC., corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à 1275 Route Nationale, Québec-Montréal, Ancienne-Lorette, district de Québec, *contre* ROGER BÉLANGER, entrepreneur, domicilié à 1085, Route Nationale, Ancienne-Lorette, district de Québec, et JEAN-CHARLES PICHER, es-qualité de Régistrateur de la Division d'Enregistrement de Québec, district de Québec, mis-en-cause.

Un lopin de terre connu et désigné comme étant une partie du lot cinq cent soixante-huit (P. 568) du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne-Lorette, division d'enregistrement de Québec, mesurant cinquante-sept (57′) pieds de largeur sur toute la profondeur comprise entre la route nationale et le chemin du lac, borné vers le Nord-Ouest par ladite route nationale Québec-Montréal, vers le Nord-Est par une partie dudit lot 568, vers le Sud-Est par un chemin public dit chemin du lac et vers le Sud-Ouest par les terres du cadastre de St-Augustin, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, le DEUXIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Québec, le 25 mai 1965. 10992-22-2-o

[Première insertion: 29 mai 1965.]

[Deuxième insertion: 19 juin 1965.]

Fieri Facias

Quebec to wit: Superior Court No. 133-968. FERNAND MORISSETTE INC., a body politic, incorporated, having its principal business place at 1275 National Highway, Quebec-Montreal, Ancienne-Lorette, district of Quebec, plaintiff *vs* ROGER BÉLANGER, contractor, domiciled at 1085, National Highway No. 2, Ancienne-Lorette, district of Quebec, and JEAN-CHARLES PICHER, in quality of Registrar of the Quebec Registration Division, district of Quebec, mis-en-cause.

A piece of land known and designated as being part of lot five hundred and sixty-eight (P. 568) of the official cadastre of the Parish l'Ancienne-Lorette, Quebec Registration Division; measuring in width, fifty-seven feet (57′) by all the depth comprised between the National Highway and "le chemin du lac", bounded towards the North-West, by the said National Highway Quebec-Montreal; towards the North-East, by a part of the said lot 568, towards the South-East, by a public road, said chemin du lac and towards the South-West, by the lands on the cadastre of St-Augustin, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of l'Ancienne-Lorette, county of Quebec, the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the morning.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*

Quebec, May 25, 1965. 10992-22-2

[First insertion: May 29, 1965.]

[Second insertion: June 19, 1965.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Rimouski

Cour de Magistrat, No 50-572. ROLAND CLAVEAU, entrepreneur, domicilié au 127 rue Moreau, cité et district de Rimouski, demandeur, *vs*

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Rimouski

Magistrate's Court, No. 50-572. ROLAND CLAVEAU, contractor, domiciled at 127 Moreau Street, city and district of Rimouski, plaintiff, *vs* ANDRÉ

ANDRÉ ST-PIERRE domicilié au 8-A, rue St-Jacques, cité et district de Rimouski, défendeur.

Le lot numéro 519-50 de figure irrégulière borné au nord-ouest par les lots 519-30 et 519-29, au nord-est par le lot 519-49, au sud-est par le lot 519-42 (rue St-Jacques), au sud-ouest par le lot 519-32-2, mesurant cinquante-trois (53) pieds au nord-ouest, quatre-vingt-dix-huit (98) pieds au nord-est, cinquante-quatre pieds et un dixième (54.1) au sud-est, soixante-quatre (64) pieds au sud-ouest, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Député-Shérif, Palais de Justice, à Rimouski, le DIXIÈME jour de JUIN, 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, ce 3 mai 1965.

10660-19-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Municipale, No 83.

CITÉ DE RIMOUSKI, corps légalement constitué, ayant son siège social à Rimouski, district de Rimouski, demanderesse, *vs* J. A. COUTURE, domicilié et résidant au 35, rue St-François, cité de Rimouski, dit district, défendeur.

Le lot numéro 570-35 au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, de figure irrégulière, borné au nord-ouest par les lots 570-36 et 570-34, au nord-est par le lot 570-46, au sud-est par le lot 570-47-1, au sud-ouest par la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, mesurant deux cent dix-huit pieds et sept dixièmes au nord-ouest, cent cinquante pieds au nord-est, deux cent quinze pieds au sud-est, deux cents pieds au sud-ouest, contenant en superficie trente-sept mille quatre cent cinquante pieds carrés (M.A.) (37-450 P.C.), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot numéro 570-36-2 au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, de figure triangulaire, borné au nord-ouest par le lot numéro 570-36-1, au nord-est par le lot numéro 570-34, au sud-est par le lot numéro 570-35 non subdivisé, mesurant cinquante-quatre pieds et quatre dixièmes (54.4′) au nord-ouest, neuf pieds et quatre dixièmes (9.4′) au nord-est, cinquante-cinq pieds et trente-cinq centièmes (55.35′) au sud-est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot numéro 570-47-1 au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, de figure irrégulière, borné au nord-ouest par le lot 570-35, au nord-est par le lot 570-47-5, au sud-est par le lot 570-47-6, au sud-ouest par la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, mesurant deux cent quinze pieds au nord-ouest, cent vingt-sept pieds et huit dixièmes au nord-est, deux cent dix-sept pieds au sud-est et cent quatorze pieds et trois dixièmes au sud-ouest; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot numéro 570-47-5-2 au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, de figure trapézoidale, borné au nord-ouest par le lot numéro 570-46 (Ave St-François), au nord-est par le lot numéro 570-47-3 non subdivisé, au sud-est par le lot numéro 570-47-5-1, au sud-ouest par le lot numéro 570-47-1 non subdivisé,

ST-PIERRE, domiciled at 8-A St-James Street, city and district of Rimouski, defendant.

Lot No. 519-50 of irregular form bounded on the northwest by lots 519-30 and 519-29, on the northeast by lot 519-49, on the southeast by lot 519-42 (St-James Street), on the southwest by lot 519-32-2, measuring fifty-three (53) feet on the northwest, ninety-eight (98) feet on the northeast, fifty-four feet and one tenth (54.1) on the southeast, sixty-four (64) feet on the southwest, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the Deputy-Sheriff, Court House, at Rimouski, on the TENTH day of JUNE, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, May 3, 1965.

10660-19-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Municipal Court, No. 83.

CITY OF RIMOUSKI, a body legally incorporated, having its head office at Rimouski, district of Rimouski, plaintiff, *vs* J. A. COUTURE, domiciled and residing at 35 St-Francis Street, city of Rimouski, said district, defendant.

Lot numer 570-35 on the official cadastre of the town of St-Germain de Rimouski, irregular in shape, bounded to the northwest by lots 570-36 and 570-34, to the northeast, by lot 570-46, to the southeast, by lot 570-47-1, to the southwest, by the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, measuring to the northwest, two hundred and eighteen feet and seven-tenths, to the northeast, one hundred and fifty feet, to the southeast, two hundred and fifteen feet, to the southwest, two hundred feet, having an area of thirty-seven thousand four hundred and fifty square feet (E.M.) (37-450 S.F.), with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Lot numer 570-36-2, on the official cadastre of the town of St-Germain de Rimouski, triangular in shape, bounded to the northwest, by lot number 570-36-1, to the northeast, by lot number 570-34, to the southeast, by lot number 570-35 non-subdivided, measuring fifty-four and four-tenths feet (54.4′) to the northwest, to the northeast, nine feet and four tenths (9.4′), to the southeast, fifty-five feet and thirty-five hundredths (55.35′), with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Lot number 570-47-1, on the official cadastre of the town of St-Germain de Rimouski, irregular in shape, bounded to the northwest by lot number 570-35, to the northeast, by lot number 570-47-5, to the southeast, by lot number 570-47-6, to the southwest, by the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, measuring to the northwest, two hundred and fifteen feet, to the northeast, one hundred and twenty-seven feet and eight tenths, to the southeast, two hundred and seventeen feet, and to the southwest, one hundred and fourteen feet and three tenths, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Lot number 570-47-5-2, on the official cadastre of the town of St-Germain de Rimouski, trapezoidal in shape, bounded to the northwest by lot number 570-46 (Ave. St-François), to the northeast, by lot number 570-47-3 non-subdivided, to the southeast, by lot number 570-47-5-1, to the southwest, by lot number 570-47-1 non-

mesurant quarante pieds et six dixièmes (40.6′) au nord-ouest, trente pieds (30.0′) au nord-est, quarante pieds (40.0′) au sud-est, vingt-sept pieds (27.8′) et huit dixièmes au sud-ouest, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot numéro 570-47-2-2 au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, de figure parallélogrammatique, borné au nord-ouest par le lot numéro 570-47-2-1, au nord-est par le lot numéro 571-7-7, au sud-est par une partie non subdivisée du lot numéro 570-47-3, au sud-ouest par le lot numéro 570-46 (Ave St-François), mesurant cent six pieds (106.0′) au nord-ouest, quatre-vingts pieds (80.0′) au nord-est, cent six pieds (106.0′) au sud-est, quatre-vingts pieds (80.0′) au sud-ouest, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot numéro 570-47-3 au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, borné au nord-ouest par le lot numéro 570-47-2, au nord-est par une partie non subdivisée du lot numéro 571-7, au sud-est par le lot numéro 570-47-4, au sud-ouest par les lots numéros 570-47-5 et 570-46 (Ave St-François), mesurant cent cinquante pieds de front par cent six pieds de profondeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

À charge par l'acquéreur d'une rente foncière sur cesdits lots, payable à la succession de feu François Gagnon.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Nazareth, le TRENTIÈME jour de JUIN 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 25 mai 1965. 10993-22-2-o

subdivided, measuring to the northwest, forty feet and six-tenths (40.6′), to the northeast, thirty feet (30.0′), to the southeast, forty feet (40.0′), to the southwest, twenty-seven feet and eight-tenths (27.8′), with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Lot number 570-47-2-2, on the official cadastre of the town of St-Germain de Rimouski, parallelogrammatic in shape, bounded to the northwest, by lot number 570-47-2-1, to the northeast, by lot number 571-7-7, to the southeast, by a part non-subdivided of lot number 570-47-3, to the southwest, by lot number 570-46 (Ave. St-François), measuring to the northwest, one hundred and six feet (106.0′), to the northeast, eighty feet (80.0′), to the southeast, one hundred and six feet (106.0′), to the southwest, eighty feet (80.0′), with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Lot number 570-47-3, on the official cadastre of the town of St-Germain de Rimouski, bounded to the northwest by lot number 570-47-2, to the northeast, by a part non-subdivided of lot number 571-7, to the southeast, by lot number 570-47-4, to the southwest, by lots numbers 570-47-5 and 570-46 (Ave. St-François), measuring one hundred and fifty feet in front by one hundred and six feet in depth, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

In charge by the purchaser of a ground rent on the said lots, payable to the estate of the late François Gagnon.

To be sold at the church door of the parish of Nazareth, the THIRTIETH day of JUNE, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, May 25, 1965. 10993-22-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 54,440. JOSEPH PAQUETTE, cultivateur, domicilié et demeurant à Saint-Jovite, district de Terrebonne, demandeur, *vs* CHARLES-ÉDOUARD MEILLEUR, instituteur, 422A Gamache, de Sept-Iles, district de Hauterive, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur.

« La juste moitié nord du lot de terre numéro trois cent vingt (ptie 320) des plan et livre de renvoi officiels du canton DeSalaberry, contenant cinquante pieds de largeur du nord au sud sur cinquante-cinq pieds de profondeur de l'ouest à l'est, avec passage mitoyen avec la moitié sud dudit lot 320, passage décrit, à l'acte 186,279; avec maison y érigée ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jovite, comté de Terrebonne, MERCREDI le NEUVIÈME jour de JUIN 1965 à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée)

Conditions: comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 28 avril 1965. 10661-19-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 54,440. JOSEPH PAQUETTE, farmer, domiciled and residing at Ste-Jovite, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* CHARLES-EDOUARD MEILLEUR, professor, 422A Gamache, Sept-Iles, district of Hauterive, defendant.

Notice of sale

The immoveable thereafter designated and in the possession of the defendant.

"The exact north half of lot number three hundred and twenty (P. 320) on the official plan and book of reference of the township of DeSalaberry, having in width fifty feet, from north to south, by fifty-five feet in depth from west to east, with crossing common to the south half of the said lot 320, crossing described on deed 186,279; with house erected thereon."

To be sold at the parochial church door of St-Jovite, county of Terrebonne, WEDNESDAY, the NINTH day of JUNE 1965, at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time).

Condition: cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Saint-Jérôme, April 28, 1965. 10661-19-2-o

Ventes pour taxes

Cité de Noranda

Avis public est par les présentes donné que, conformément à une résolution du conseil en date du 10 mai 1965, le soussigné, secrétaire-trésorier de la cité de Noranda, vendra à l'enchère publique LUNDI, le QUATORZIÈME jour de JUIN, 1965 à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle du conseil, Hôtel de Ville, P.Q. de la manière prescrite par la loi, les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et des intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Sales for Taxes

City of Noranda

Public notice is hereby given that, pursuant to a resolution of the council adopted on May 10, 1965, the undersigned, secretary-treasurer of the city of Noranda, will sell by public auction on MONDAY, the FOURTEENTH day of JUNE, 1965 at TEN o'clock in the forenoon, in the council chamber, City Hall, Noranda, P.Q. in the manner prescribed by-law, the immoveables hereinafter described, for the non-payment of the municipal and school taxes and the interests, plus the costs which shall be incurred, unless the said taxes, interests and costs by paid prior to the sale:

Nom des Propriétaires — Name of Owners	Désignation au cadastre officiel — Designation of the official cadastre	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scolaires — School taxes	Total
Korman, Joseph, succ.-est	Lot: 167	$ 255.60	$ 443.02	$ 698.62
Korman, Joseph, succ.-est	Lot: 168	211.82	367.31	579.13
Korman, Joseph, succ.-est	Lot: 169	243.90	423.18	667.08
Korman, Harry	Lot: 275	118.03	204.71	322.74
Valant, Stan	Lot: 295	203.04	358.84	561.88
Korman, Joseph, succ.-est	Lot: 309	597.88	1,037.07	1,634.95
Korman, Joseph, succ.-est	Lot: 322	218.89	379.75	598.64
Sauvé, Joseph	Lot: 350	654.56	1,156.27	1,810.83
Sauvé, Joseph	Lot: 351	842.18	1,484.17	2,326.35
Boutour, Marcel	Lot: 677	365.70	417.72	783.42
Korman, Joseph, succ.-est	Lot: 757	232.20	404.25	636.45
Korman, Harry	Lot: 774	125.88	218.44	344.32
Fortin, Mme-Mrs. J., succ.-est	Lot: 814	186.33	278.95	465.28
Korman, Joseph, succ.-est	Lot: 931	180.56	455.12	635.68
Korman, Harry	Lot: 932	363.13	488.16	851.29
Voynaud, Mme-Mrs. M.-A.	Lot: 1134	257.08	487.90	744.98
Bédard, Dr. Gilles	Lot: 1451	66.20	222.34	288.54
Korman, Joseph, succ.-est	Lot: 1638	2.08	3.57	5.65
McClemens, John E.	Lot: 1761	257.28	452.72	710.00
Breukels, Nick	Lot: 2072	152.58	205.86	358.44
Northern Timber & Cratings Products Ltd.	Lot: Block 51B	7.74	65.29	73.03
J. P. Boisvert Inc.	Lot: 19A6 RIXN	33.22	127.14	160.36
Charest, Patrick	Lot: 16A RIXN	18.78	132.85	151.63
Chartier, Ernest	Lot: 16A7 RIXN	28.78	127.76	156.54
Cloutier, Lucien	Lot: 15A3 RXN	9.41	73.29	82.70
Brillon, J. Ronald	Lot: 15A1 RXN	19.19	110.39	129.58
Luneau, Conrad	Lot: 16A16 RXN	14.82	246.13	260.95
Raby, Maurice	Lot: 16A3 RXN	17.42	59.12	76.54
Monette, Georges	Lot: 17A4 RXN	23.86	94.85	118.71
Jagielski, Antoni	Lot: 19BC3 RIXN	31.07	219.42	250.49
Legault, Ubald	Lot: 20 RIXN	12.70	87.69	100.39
Legault, Edmond	Lot: 20A RIXN	12.50	130.38	142.88

Donné à Noranda, ce 15e jour de mai, 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
C.-E. COMEAU.

10886-21-2-o

Given at Noranda, this 15th day of May, 1965.

C.-E. COMEAU,
Secretary-Treasurer.

10886-21-2-o

Ville de Rivière-du-Moulin

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Rivière-du-Moulin, que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal, à l'Hôtel-de-Ville de la susdite municipalité, 5 avenue Langevin, LUNDI, le QUATORZIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts plus les frais encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Town of Rivière-du-Moulin

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Rivière-du-Moulin, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the deliberations hall of the municipality council in the Town Hall, of the above mentioned municipality, 5 Langevin Avenue, on MONDAY, the FOURTEENTH day of JUNE 1965 at TEN o'clock in the forenoon, for non payment of municipal and school taxes and interest plus the costs incurred, unless said taxes, interest and cost are paid before the sale.

Nom des propriétaires — Owners' name	Nos de cadastre — Cadastral Nos	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scolaires — School taxes	Intérêt — Interest	Total
Succ.-est. Bouchard Henri, a/s-c/o M. Gérard Coté, 1024 N.-D. Chic.	P-19A-2-9, R. 2 n.e. (78 Langevin, Riv.-du-Moulin)	$ 444.00	$ 304.05	$ 38.52	$ 786.57
Lapointe, Arthur, 142 Bienville, Chic.-Nord-North	21A-216, R. 2 n.e. (Riv.-du-Moulin)	6.45	14.84	8.20	29.49
Maurice Savard, 59 Langevin, Riv.-du-Moulin	P19-P-2-10, R. 2 n.e	273.79	42.59	4.90	321.28

Copie conforme
Donné à Rivière-du-Moulin, ce 11e jour de mai 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
MARTIAL TREMBLAY.

10877-21-2-o

Certified copy
Given at Rivière-du-Moulin, this 11th day of May 1965.

MARTIAL TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

10877-21-2

Cité de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'hôtel de ville, 145 nord, rue Wellington dans ladite cité, MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1965, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

City of Sherbrooke

Public notice is hereby given by the undersigned, city clerk of Sherbrooke, that the hereinafter described immoveables will be sold by public auction, at the City Hall, 145 Wellington St. north, in the said city, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of JUNE 1965, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des propriétaires — Name of property owners	Numéros des cadastres — Cadastral numbers	Quartier — Ward
Pelletier, Adélard	899-288	Est-East.
Cercle Gounod Inc.	P. 899-159	Est-East.
Dumas, Philias A.	899-13, P. 899	Est-East.
Dumas, Philias A.	899-2, P. 899-1	Est-East.
Villemaire, Roméo	730-246	Est-East.
Simoneau, Mlle-Miss Anna	P. 70A, P. 71A	Est-East.
Bousquet, Robert	P. 726, P. 692	Est-East.
Dubois, Édouard	426-6-1, 424-8	Est-East.
Simoneau, Mlle-Miss Anna	269, P. 272	Est-East.
Simoneau, Mlle-Miss Anna	268	Est-East.
Simoneau, Mlle-Miss Anna	265	Est-East.
Lacroix, Léonard	710-350	Est-East.
Couture, Léo	19B-8-7, rang VI	Asc. Est-east.
Couture, Léo	19B-8-6, 19B-79, rg VI	Asc. Est-east.
Courtois, Réal	P. 1-40, P. 1-41	Est-East.
Beaudoin, Roméo	884	Sud-South.
Béchard, Marc	7-362	Sud-South.
Asselin, Roger	7-388	Sud-South.
Asselin, Roger	7-442	Sud-South.
Castonguay, Charles	1491-1, 1492-1, 1493-1	Sud-South.
O'Malley, Raymond	15A-408, rg VII	Asc. O.
Déchênes, Gérard	15A-14, rg VII	Asc. O.
Dion, Théodule & Jean-Marie	1539-99, P. 1539-100, P. 1539	Sud-South.
Laliberté, Léopold	1494-129	Sud-South.
Lepltre, Alphonse	P. 15H-292, rg IX	Asc. O.
Lepage, Gelas	16C-220, rg X	Asc. O.
Thibault, Marcel	16C-147, rg X	Asc. O.
Asselin, Roger	711, P. 712	Nord-North.
Dion, Théodule	461	Nord-North.
Lapierre, Léo-Paul	69-5-1	Orford.
Lapierre, Gaston	69-5-2	Orford.
Goulet, Gérard	141-2, P. 141	Orford.
Rayco Inc.	P. 99-25	Orford.
Barton, Fred Slater	P. 56	Orford.
Bolduc, Adolphe	8-4	Orford.

Donné en la cité de Sherbrooke, ce vingt-unième jour de mai 1965.

Le Greffier,
H.-P. ÉMOND.

10978-22-2-o

Given at the city of Sherbrooke, this twenty-first day of May, 1965.

H.-P. ÉMOND,
City Clerk.

10978-22-2-o

Municipalité de comté des Iles de la Madeleine

Avis public est par le présent donné par le soussigné, Willie Chiasson, secrétaire-trésorier du Conseil de Comté des Iles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, au Palais de Justice à Havre Aubert, MERCREDI le SEPTIÈME jour de JUILLET 1965, à DIX heures a.m., pour taxes municipales dues sur ces immeubles, à moins qu'elles soient payées avant la vente, savoir:

Municipalité de Fatima, Iles de la Madeleine.

Comme appartenant à Delaney Bros., Redg. et Delaney F. H. succ. un lot de terre connu au cadastre officiel de l'Ile Grindstone, comme suit:

Partie du lot trois cent vingt-six (326) connu dans certains actes antérieurs pour fins d'identification seulement, comme étant la subdivision non officielle six cent trente-deux (632) et six cent cinquante-deux (652) dudit lot, contenant environ six (6) acres ou plus, borné comme suit: à l'est par Avila Arsenault, à l'ouest par un chemin publique, au sud par Alva C. Cyr, au nord par Saul Harvie. Taxes municipales: $26.33.

Comme appartenant à Huet Azade succ. un lot de terre connu au même cadastre comme suit:

Partie du lot deux cent six (206) connu dans certains actes antérieurs pour fins d'identification seulement, comme étant la subdivision non officielle six cent soixante-cinq (665) contenant environ quatre acres et demi (4½) borné comme suit: au nord par Eusèbe C. Déraspe, à l'est par le chemin publique, au sud; partie par Hormidas Leblanc et partie par Pierre Poirier, à l'ouest par Alphée et Jos. Chevarie. Taxes municipales: $23.34.

Comme appartenant à Nelson Déraspe, deux lots de terre connus au même cadastre comme suit:

Partie du lot deux cent quatorze (214) subdivision sept cent soixante-sept (767) contenant vingt-deux acres environ (22) sans bornes apparamment mais connu au livres du Bureau d'Enregistrement comme étant le seul occupant.

Partie du lot cent quatre-vingt-treize (193) sans subdivision, contenant sept (7) acres, borné comme suit: à l'est par le chemin de la Belle Anse, à l'ouest par le résidu dudit lot appartenant à Larry Déraspe, au nord par Aristide Lapierre, au sud par la route principale. Taxes municipales: $13.35.

Donné à Cap-aux-Meules, I.M., ce 15ième jour de mai, 1965.

Le Secrétaire-trésorier du Conseil de Comté des Iles de la Madeleine, P. Q.,
10971-22-2-o WILLIE CHIASSON.

Municipality of the county of the Magdalen Islands

Public notice is hereby given by the undersigned, Willie Chiasson, secretary-treasurer of the Council of the County of the Magdalen Islands, that the immovables hereinafter mentioned will be sold by public auction in the Court House in Havre Aubert, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY, 1965, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal taxes due on these immovables, unless they are paid before the sale, to wit:

Municipality of Fatima, Magdalen Islands

As belonging to Delaney Bros., Redg. and the Estate of F. H. Delaney. A lot of land known in the official cadaster of Grindstone Island as follows:

Part of lot three hundred and twenty-six (326) known in certain previous deeds, for identification purposes only, as being unofficial subdivision six hundred and thirty-two (632) and six hundred and fifty-two (652) of the said lot, having an area of approximately six (6) acres, more or less, bounded as follows: on the east by Avila Arseneault, on the west by a public road, on the south by Alva C. Cyr, on the north by Saul Harvie. Municipal taxes: $26.33.

As belonging to Huet Azade Est. A lot of land known in the same cadaster as follows:

Part of lot two hundred and six (206) known in certain provious deeds, for identification purposes only, as being unofficial subdivision six hundred and sixty-five (665) having an area of approximately four and one-half acres (4½), bounded as follows: on the north by Eusèbe C. Déraspe, on the east by the public road, on the south, partly by Hormidas Leblanc and partly by Pierre Poirier, on the west by Alphée and Jos. Chevarie. Municipal taxes: $23.34.

As belonging to Nelson Déraspe, two lots of land known in the same cadaster as follows:

Part of lot two hundred and fourteen (214), subdivision seven hundred and sixty-seven (767), having an area of approximately twenty-two (22) acres, apparently without boundaries, but known in the books of the Registry office as being the only occupant.

Part of lot one hundred and ninety-three (193), without subdivision, having an area of seven (7) acres, bounded as follows: on the east by the Belle Anse Road, on the west by the remainder of the said lot belonging to Larry Déraspe, on the north by Aristide Lapierre, on the south by the main road. Municipal taxes: $13.35.

Given at Cap-aux-Meules, M.I., this 15th day of May, 1965.

WILLIE CHIASSON,
Secretary-Treasurer of the Council of the
10971-22-2 *county of the Magdalen Islands, P.Q.*

INDEX No 22

ACTION — ***ACTION***
en séparation de biens — ***for Separation as to Property***

Lachapelle *vs* Gauthier 3121

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ***ORDERS in Council***

869 – Octroi d'une subvention pour la construction ou l'équipement d'une laiterie de ferme (*Correction*) 3122
869 – Granting of a subsidy for the construction or equipment of a farm dairy (*Correction*) 3122
870 – Paiement d'une prime pour le lait destiné à la fabrication (*Correction*) 3123
870 – Payment of a premium for milk for manufacturing (*Correction*) 3123
871 – Paiement d'une prime pour les agneaux abattus (*Correction*) 3125
871 – Payment of a premium for slaughtered lambs (*Correction*) 3125

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council*** (*suite*) / (*continued*)

872 – Paiement d'une prime pour les porcs abattus (*Correction*) ... 3126
872 – Payment of a premium for slaughtered hogs (*Correction*) ... 3126
990 – Classement d'objets mobiliers et artistiques appartenant à l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse Saint-Louis, Ile-aux-Coudres ... 3134
990 – Classification of moveable and artistic objects belonging to Oeuvre et Fabrique of the Parish of Saint-Louis, Ile-aux-Coudres ... 3134
1043-A – Bâtiment, Terrebonne et Labelle ... 3127
1043-A – Building, Terrebonne and Labelle ... 3127
1043-B – Établissements commerciaux, Lac-Mégantic ... 3127
1043-B – Commercial establishments, Lac-Mégantic ... 3127
1044-A – Quincaillerie, peinture et matériaux de construction, Québec ... 3127
1044-A – Hardware, plumbing supplies, paint and building materials, Quebec ... 3127
1044-B – Gant de cuir, Province ... 3129
1044-B – Leather glove, Province ... 3129

ASSOCIATION Coopérative — ***COOPERATIVE Association***

Association coopérative des pêcheurs indiens de La Romaine (*Form.*) ... 3135

AVIS — ***NOTICE***

Greater Montreal, p.s.b. (*Redemption of bonds*) ... 3137
Kremmel, Carl Heintz Aron Kremmel (*Requête – Petition*) ... 3138
Montréal Métropolitain, c.s.p. (*Rachat d'obligations*) ... 3137
Niesluchowski, Constant Anthony Joseph, *et al* (*Requête – Petition*) ... 3138
Niesluchowski, Theodore John, *et al* (*Requête – Petition*) ... 3138
Saint-Boniface-de-Shawinigan Village (*Appropriation de certains immeubles — Appropration of certain immoveables*) ... 3135
Saint-Jérôme de Lac St-Jean, par. (*Rachat d'obligations*) ... 3138
Saint-Jérôme of Lake Saint John, par. (*Redemption of bonds*) ... 3138
Société Saint-Jean-Baptiste locale de Hérouxville (*Const.-Inc.*) ... 3137

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'Économie Venise (*Form.*) ... 3139
Caisse Populaire Sainte-Marcelle (La) (*Form.*) ... 3139

COMPAGNIES Avis relatifs à la loi des Autorisée à faire des affaires — ***COMPANIES Notice relative to the Act of Licensed to do Business***

Eastern Lake Carriers Limited ... 3139

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Commonwealth Car & Specialties Company Limited ... 3140
Franklin Woodwork Inc. ... 3140
Mauricien Steel Products Inc. ... 3140
Produits d'Acier Mauricien Inc. (Les) ... 3140

Divers — ***Miscellaneous***

Atlific Administration Ltd. (*Dir.*) ... 3141
Atlific administration ltée (*Dir.*) ... 3141
Balit Realties Ltd. (*Dir.*) ... 3141
Cometal Inc. (*Dir.*) ... 3142
Domaine d'Estérel inc. (*Dir.*) ... 3141
École de Prothèses et Orthèses de Québec inc. (L') (*Règl.*) ... 3141
Eureka inc. (*Dir.*) ... 3141
Hôtel-Dieu Notre-Dame de Beauce (*Dir. Règl.– By-laws*) ... 3142
Jeune Chambre de Gatineau inc. (La) (*Règl.– By-laws*) ... 3141
Nesbitt, Thomson and Company, Limited (*Dir.*) ... 3140
Nesbitt, Thomson et compagnie, limitée (*Dir.*) ... 3140
S.F.A. ltée (*Dir.*) ... 3140
School of Prosthetics and Orthotics of Quebec Inc. (The) (*By-laws*) ... 3141
Société de gestion, location et placements (Sherbrooke) inc. (*Dir.*) ... 3141

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A & J Restaurants Ltd. ... 3062
Agendas patriotiques inc. (Les) ... 3062
Alevi Construction Co. ... 3063
American Spaghetti & Steak House (Sherbrooke) Inc. ... 3063
Artmar Corporation ... 3063
Art Studio Bel-Art Inc. ... 3064
Association des coureurs en canot du Québec inc. (L') ... 3064
Atcon Limited ... 3065
Autobus Concorde ltée ... 3065
Autobus de l'Ouest inc. (Les) ... 3065
B.A.P. Investment Corp. ... 3066
B G S Enterprises Co. Ltd. ... 3066
Barshaw Office Systems Corp. ... 3066
Baxter Ferree Inc. ... 3067
Bélanger, Garneau, Joron Inc. ... 3067
Bellefeuille (Louis) inc. ... 3067
Boutin, (Léo-Paul) inc. ... 3068
Brooke & Sons Limited ... 3068
Cantine mobile Carousel, cie ltée ... 3069
Caprice Furniture Ltd. ... 3095
Caro Investments Ltd. ... 3069
Carousel Mobile Canteen, Co. Ltd. ... 3069
Carrara Marble Inc. ... 3069
Caux (Benoît) inc. ... 3070
Châteauguay transport inc. ... 3070
Chauffage Pelletier ltée (Le) ... 3099
Cipela Investment Corp. ... 3070
Cloras construction inc. ... 3071
Club de golf de La Providence inc. ... 3071
Club Optimiste de Joliette inc. ... 3071
Collège encyclopédique du C.R.E. P.E.R. Saint-Thomas d'Aquin inc. ... 3072
Colour-Graphics Corp. ... 3072
Compagnie de vente de commodités G. D. limitée (La) ... 3083
Coulonge Construction Inc. ... 3073
Couture Electric Inc. ... 3073
Credit Banco Corporation ... 3073
Crémazie Auto Repair Inc. ... 3074
Culturama inc. ... 3074

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Cusak Advertising Associates (Quebec) Limited ... 3075
D. A. M. Enterprises Ltd. ... 3079
Davida inc. ... 3075
Delstar Electric Inc. ... 3075
Delstar électrique inc. ... 3075
Design Team Leasing Limited ... 3076
Développement Gervais de Disraëli inc. 3076
Développement Prestige ltée ... 3102
Disco Prestige Inc. ... 3076
Domaine des Lacs inc. ... 3077
Domo Development Corp. ... 3077
Donnan Holdings Ltd. ... 3077
Duhamel (Armand) & fils inc. ... 3078
Economic Roofing Inc ... 3109
Egan Realties Inc. ... 3087
Endema Co. Ltd. ... 3078
Entreprises B. C. M. ltée (Les) ... 3078
Entreprises D. A. M. ltée (Les) ... 3079
Entreprises Jad inc. (Les) ... 3079
Entreprises M.G. ltée (Les) ... 3079
Entreprises mobiles Privé inc. ... 3080
Entreprises Participex inc. (Les) ... 3080
Fairview Dairy Inc. ... 3081
Ferme avicole de Wickham inc. (La) 3081
Fiesta Bar-B-Q inc. ... 3081
Forestube inc. ... 3082
Fortier & Mercier inc. ... 3082
Foyer Notre-Dame des Champs, inc. ... 3082
Franco-American Fur Skins Ltd. ... 3083
G. B. trophées inc. ... 3083
G. D. Commodity Sales Company Limited ... 3083
Galica incorporée ... 3084
General Recreation & Sports, Ltd. ... 3084
Général récréation & sports, ltée ... 3084
Grand Lodge Knights of Pythias (K of P) of Quebec Inc. ... 3084
Har-Mar Holdings Ltd. ... 3085
Holland Holdings Inc. ... 3085
Holzl (Emery) et associés inc. ... 3086
Hôtel Larocque (1965) inc. ... 3086
Howbev Investment Corp. ... 3086
Immeubles Bruyère inc. ... 3087
Immeubles Egan inc. ... 3087
Inkster (William) Construction Inc. ... 3087
Institut international de programmation et d'automation inc. ... 3088
International Electronic Components Inc. ... 3088
International Institute of Programming and Automation Inc. ... 3088
J. M. aluminium inc. ... 3089
Jean Paul Furs Inc. ... 3089
Kay (May) Restaurant Inc. ... 3089
Laiterie Fairview inc. (La) ... 3081
Lamontagne (Joseph) ltée ... 3090
Langelier Boulevard Development Corp. ... 3090
Lanouette (J. B.) inc ... 3090
Legault Tire Service ltée ... 3091
Litterama Inc. ... 3091
Loisirs du Plateau inc. ... 3091
M. C. L. inc ... 3092
M.G. Enterprises Ltd. ... 3079
Maden construction inc ... 3092
Malo Corporate Investments (Que.) Ltd. ... 3092
Marbre Carrara inc. ... 3069
McGarr Marine Ltd. ... 3093
McLean (Hervay) inc. ... 3093
Media Advertising (1965) Inc. ... 3093
Métal ouvré du Québec inc. ... 3094
Metro Mobile Cafeterias Ltd ... 3094
Mets de Lachine inc. ... 3094
Meubles Caprice ltée ... 3095
Meubles Roussin inc. (Les) ... 3095
Modern Auto Leasing Ltd. ... 3095
Modern Uniforms (Montreal) Inc. ... 3110
Momic ltée ... 3096
Momic Ltd. ... 3096
Montclair fournitures & accessoires de bureau inc. ... 3096
Montreal Pest Control Inc ... 3097
Natofin Management Ltd ... 3097
Normandin transport ltée ... 3097
North End Building Corporation ... 3098
Nouvelle compagnie théâtrale inc. (La) 3098
Olympic Corporation ... 3098
Panoramic Hardware (1965) Inc. ... 3102
Park Plaza Inc. ... 3099
Pelletier Heating Ltd. ... 3099
Petroval Corporation Ltd ... 3106
Philion (Fernand) & associés inc. ... 3099
Pièces Etchemin inc ... 3100
Placements Vega ltée (Les) ... 3100
Plateau Jouvence inc. ... 3100
Platis Electrical Company Ltd. ... 3101
Pomerleau & frères inc. ... 3101
President Supplies Inc. ... 3101
Presses Publicitaires inc. (Les) ... 3102
Prestige Development Ltd. ... 3102
Privé Mobile Enterprises Inc. ... 3080
Quincaillerie Panoramique (1965) inc. ... 3102
Refdot Ltd. ... 3103
Renaud & fils assurances inc. ... 3103
Restaurant Place Sutton inc. ... 3108
Richelieu transport inc. ... 3103
Rogue Products Limited ... 3104
Roy (Raymond) inc ... 3104
Shlien (A.) & Son Construction Ltd ... 3104
Simard (Willie) ltée ... 3105
Société du musée militaire et maritime de Montréal (La) ... 3105
Society of the Military and Maritime Museum of Montreal (The) ... 3105
Société Petroval ltée ... 3106
Spec Publication Inc. ... 3106
Sports Dorion inc ... 3106
Stationnement Rapide ltée ... 3107
Structural Exhibit Producers & Designers Ltd ... 3107
Sunrise Spring Developments Limited ... 3107
Sutton Place Restaurant Inc. ... 3108
Textile Artcraft Inc. ... 3108
Thibault (J.-Albert) inc. ... 3108
Toitures Économiques inc. (Les) ... 3109
Trudel (John) inc. ... 3109
Twinvestments Ltd. ... 3109
Uniformes Modernes (Montréal) inc. ... 3110
Vega Investments Ltd ... 3100
Village Service Station Inc ... 3110
Vimont Automatic Laundry Inc. ... 3111
Vimont buanderie automatique inc. ... 3111
Waswanipi Inn Inc. ... 3111
Wendman (Leonard) Inc. ... 3111
Westbury Holdings Ltd. ... 3112
West-End Bus Inc. ... 3065
Westgate Realties Inc. ... 3112
Westmount Medical Associates Inc. ... 3112

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Aero Hydraulics Corporation ... 3113
Agences d'assurance Redpath ltée ... 3119
Alloy Manufacturing Ltd. ... 3113
Associated Paper Mills Ltd. ... 3113
Barnabe Motors Ltd. ... 3114
Bas-Mart Inc. ... 3114
Better Built Cloak Co. Limited ... 3114
Canadian First Winter Games Association Inc. ... 3115

Lettres patentes supplémentaires (*suite*) — ***Supplementary Letters Patent*** (*continued*)

Casualty Adjustment Company Limited 3114
Chez Ercole inc. 3114
Chomedey Advertising Inc. 3118
Citadel Plumbing & Heating Corp. 3115
Copy Cats Inc. 3115
Coronet Sportswear Mfg. Ltd. 3115
Corporation Aero Hydraulique (La) 3113
Corporation des premiers jeux d'hiver canadiens inc. (La) 3115
Corporation d'Expansion Financière 3116
Floriculture Laurentide inc. 3116
Fontaine & Lavoie inc. 3116
Industrial Life Holding Ltd. 3116
Martel (J.-C.) inc. 3117
Metrocan Leasing Limited 3117
Morel (Ant.) & fils ltée 3117
Motel Chez Tony inc. 3117
Placements Rochette inc. (Les) 3118
Placements Tétrault inc. (Les) 3118
Potvin & fils inc. 3118
Publicité Chomedey inc. 3118
Puretest Dairy Limited 3119
Racine Snack-Bar Inc. 3119
Redpath Insurance Agencies Ltd 3119
Regent Equipment & Paving Corp 3119
Resenbloom Paper Supply Co. 3120
Rubenstein Bros. Co. Inc. 3120
St. Roberts Metals Corporation 3120
Saykaly (Edward) Inc. 3120
Solocat inc. 3121
Summerhill Park Development Inc 3121
Tétrault Holding Inc. 3118

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Bejac Film Inc. 3146
Bernier (Ed.) et Cie, Ltée 3143
Charbonneau (Marcel) Ltée 3142
Cie d'Aluminium Simalex Ltée (La) 3142
Credico Inc. 3143
Crédit Sorel Inc. 3144
Domaine Lafontaine Ltée 3144
Elle au Canada Inc. 3142
Entreprises Panorama Inc. 3143
Greenshields Corporation Limited (The) 3144
Greenshields Incorporated 3144
Greenshields Ltd. 3145
Helico Ltd. 3143
Helico ltée 3143
Kidde (Walter) & Company of Canada, Limited 3143
Mattagami Lake Mines Limited 3145
Mian Realty Corp. 3145
Nouvelle compagnie théâtrale inc. (La) 3145
Péloquin Lumber Co. Ltd. 3146
St-Martin & Associates Realties Inc. 3145
Simalex Aluminum Co. Ltd. 3142
Société de Placements Ltée 3146
Société de Placements & Cie ltée 3146
Two-Island Company 3146

DEMANDE à la Législature — ***APPLICATION to Legislature***

Association des commissions scolaires catholiques du diocèse de Montréal 3146
Catholic school commissions association of the diocese of Montreal 3146

EXAMENS du Barreau — ***EXAMINATIONS Bar***

Abitibi-Témiscamingue, pratique-practice 3148
Saguenay, pratique-practice 3148

Liquidation, avis de — ***Winding up Notice***

Syndicat de télévision de Rivière-au-Renard 3148

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Arvida Cath. (*Acc.– Grant.*) 3149
Bas de la Grande-Côte-de-Ste-Rose (*Dem. – Appl.*) 3149
Bois-des-Filion (*Acc.– Grant.*) 3150
New-Liverpool (*Dem. – Appl.*) 3149
Notre-Dame-du-Bon-Conseil (*Acc.– Grant.*) 3150
Rimouski-Est – East (*Dem. – Appl.*) 3149
St-Dominique par. (*Dem. – Appl.*) 3149
Stoneham (*Acc.– Grant.*) 3150
Templeton-Est – East (*Dem. – Appl.*) 3149
Terrebonne, ville et Bois-des-Filion (*Acc.– Grant.*) 3151
Val Brillant (*Acc.– Grant.*) 3151

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Charlesbourg, par. 3151
Pérodeau, canton – township 3152
Ste-Dorothée, par. 3152
St-Jean, par. 3152
St-Martin, par. 3152

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Construction, Canton de l'Est (*Mod.*) 3153
Construction, Chicoutimi *et al* (*Prél.– Levy*) 3154
Construction, Eastern Townships (*Amend.*) 3153
Cordonniers, Montréal (*Appr.*) 3152
Shoemakers, Montreal (*ppr.*) 3152

Voirie — ***Roads***

Entretien de routes discontinué 3155
Maintenance of roads discontinued 3155

NOMINATION — ***APPOINTMENT***

Président d'élection 3156
Returning Officer 3156

RÉGIE des marchés agricoles du Québec — ***QUEBEC Agricultural Marketing Board***

Joliette, lait nature – raw milk (*Réception – receipt*) 3156

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Brossard, ville – town 3157
Causapscal, village 3158
Kirkland, ville – town 3159
Lorraine, ville – town 3160
Mont-St-Hilaire, munic. 3161
Ste-Blandine, par. 3163

SYNDICATS — ***SYNDICATES***

Professionnels — ***Professional***

Association des camionneurs de la Rive-Sud (*Nom ch.*) 3165
Association des employés de Sud Automobile inc. F.C.A.I. (*Const.– Inc.*) 3164
South Shore Truckers Association (*Name ch.*) 3165

SYNDICATS *SYNDICATES*

Professionnels *Professional*

(*suite*) (*continued*)

Syndicat des employés des usines de pêche de la Gaspésie (U.C.C.) (Le) (*Const.– Inc.*) 3164
Syndicat des producteurs de bleuets du Témiscamingue (Le) (*Const.– Inc.*) 3164
Syndicat des travailleurs forestiers de l'U.C.C. de la Gaspésie (Le) (*Const.– Inc.*) 3164

VENTES *SALES*

Effets non-réclamés *Unclaimed Goods*

Canadian National Railway Company 3165
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada 3165

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Beauharnois *Beauharnois*

Billette *vs* Thomas 3165

Montréal *Montreal*

Lavoie *vs* Successful Developments Ltd. 3166
Lemay *vs* Jutras 3167

Nicolet *Nicolet*

Turcotte *vs* Richer 3167

Québec *Quebec*

Comité paritaire de l'Industrie de la chaussure (Le) *et al vs* Gingras 3168
Commercial Credit Corporation *vs* Chassé *et al* 3167
Joint committee of the shoe industry (The) *et al vs* Gingras 3168
Morissette (Fernand) Inc. *vs* Bélanger 3169

Rimouski *Rimouski*

Claveau *vs* St-Pierre 3169
Rimouski (cité – city) *vs* Couture 3170

Terrebonne *Terrebonne*

Paquette *vs* Meilleur 3171

Taxes *Taxes*

Iles de la Madeleine, comté 3174
Magdalen Islands, county 3174
Noranda, cité – city 3172
Rivière-du-Moulin, ville – town 3172
Sherbrooke, cité – city 3173

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.